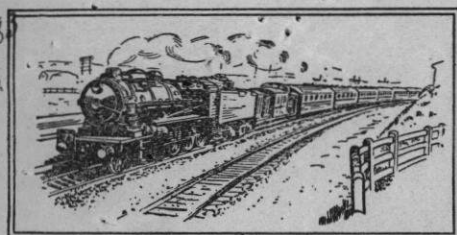


Saraud

FÉDÉRATION NATIONALE DES

**Travailleurs des Chemins de Fer**

DE FRANCE, DES COLONIES &amp; PAYS DE PROTECTORAT



Tél. TRUdaine 58-54  
" " 58-55



Référence à rappeler

N° 3.756 S/EC

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de Madame PARAUD, soeur du mécanicien de manoeuvre Louis ROLLAND du dépôt d'Avignon, mort en déportation.

Cet agent, arrêté par la police vichyssoise le 30 Mars 1941 à Avignon, fut ensuite détenu à Ste-Anne, St-Paul-des-Eaux, Fort-Barreau et St-Sulpice, où Madame PARAUD l'assista pécuniairement et par des colis de vivres.

Les fréquentes visites qu'elle lui fit dans ces différents camps, lui occasionnèrent de grosses dépenses.

Déporté ensuite à Buckenwald, il y décéda le 16 Avril 1945, des suites des mauvais traitements subis en Allemagne et lors de sa détention qui dura 4 années.

Madame PARAUD considère que les frais occasionnés pendant la détention de son frère sont de l'ordre de 25.000 Frs, et sollicite le remboursement de cette somme par la S.N.C.F.

Il est certain que si cet agent avait eu la chance de revenir de déportation, il aurait perçu comme ses camarades, le montant de sa solde durant le temps de son incarcération, et aurait pu, de ce fait, dédommager sa soeur.

En conséquence, il nous apparaît normal et humain que la S.N.C.F. prenne ces frais à sa charge.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accorder satisfaction à Madame PARAUD,

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de notre considération distinguée.

Le Secrétaire Général,

Compte Chèques Postaux  
Paris 1913-99

19, RUE BAUDIN, 19

PARIS - IX<sup>e</sup>

19, Rue Pierre Semard PARIS, le 29 Juillet 1947

PARIS - IX<sup>e</sup>

Monsieur CHAMBON  
Directeur du Service Central  
du Personnel  
88, rue St-Lazare  
PARIS (9<sup>ème</sup>)

In clor

Inclure



M. le Directeur de la Région de  
La Méditerranée.

- La note due à ROLLAND pour sa période  
de déportation (Entre P1259 du 8.XI.44) a-t-elle  
été payée à Mme PARAUD? Celle-ci est-elle  
héritière de son frère?

Si Mme PARAUD est héritière de son frère et n'a  
pas encore rien de la note de celui-ci, n'a-t-il  
pas lieu de lui faire une avance sur la  
somme due à la succession?

Si Mme PARAUD n'est pas héritière de  
son frère, y a-t-il lieu de lui  
accorder un secours?

/Le Directeur.

L'Inspecteur

Carlemon

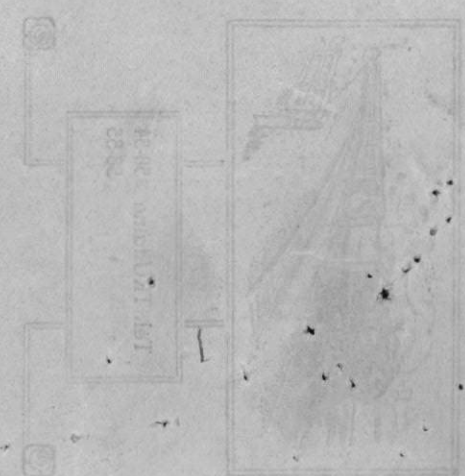


10 RUE BERNARD LAMBERT  
PARIS - IX

10 RUE BERNARD LAMBERT  
PARIS - IX

10 RUE BERNARD LAMBERT  
PARIS - IX

FEDERATION INTERNATIONALE DES  
CHAMBRAS DES COMMERCE ET D'INDUSTRIE



PA/4.45

Marseille, le

761 NOV 9 -  
1947

MINUTE

PA.4 - 44

T. 1 à MARSEILLE  
-----

Mon attention est appelée sur Mme PARAUD, soeur du MECMV Louis ROLLAND du dépôt d'Avignon, mort à Buckenwald après 4 ans de déportation.

Mme PARAUD qui a assisté cet agent pécuniairement et par des colis de vivres considère que les frais occasionnés pendant la détention de son frère sont de l'ordre de 25.000 Francs et sollicite le remboursement de cette somme par la S.N.C.F.

Je vous prie donc de me renseigner rapidement sur les points suivants :

- 1°- La solde due à ROLLAND pendant sa période de déportation a-t-elle été versée à ses héritiers ? (lettre P 1259 du 8.11.44)
- 2°- Mme PARAUD est-elle héritière de son frère ?
- 3°- Le cas échéant consulter l'assistante sociale de la résidence de l'intéressée pour savoir s'il n'y a pas lieu de lui verser une avance sur les sommes dues à la succession
- 4°- Si Mme PARAUD n'est pas héritière de son frère, ses ressources justifient-elles l'attribution d'un secours ?

PAV.45

Transmis au S.C.F. Son communiqué CHATELAIN

1013 du 1.8 (lettre de rec. 3756 du 29.7)

avec la réponse d'Avignon -

avec fin de nous donner les

instructions utiles

21.7

# S.N.C.F.

R. C. Seine 276.448 B

TIMBRE DE LA GARE EXPÉDITRICE

# PV

**EXPÉDITION**N° .....  
du .....

C. C. 378

**DÉCLARATION A REMPLIR PAR L'EXPÉDITEUR**

Écrivez en MAJUSCULES le nom du destinataire et le nom de la gare destinataire.

**EXPÉDITEUR**  
(Nom et adresse)

M. ....

**DESTINATAIRE**  
(Nom et adresse)

M. ....

**Gare destinataire** ..... **dép<sup>t</sup>** .....MARQUES ET  
NUMÉROS DES  
colis ou wagonsNOMBRE ET NATURE DES COLIS  
NATURE DE LA MARCHANDISE

POIDS

**OBSERVATIONS**  
N° des pièces jointes  
Longueur des objets  
dépassant 7 m. 50

(Suite au verso)

**EXPÉDITION** (1) **Port PAYÉ** - **Port DÙ** ♦ **PAR WAGON FRIGORIFIQUE** ♦ **TARIFS ET DEMANDES** (2) **ITINÉRAIRE** .....**LIVRAISON** (1) à **DOMICILE** — en **GARE** — s/EMBT. PARTICULIER — au **BUREAU** d'.....**DÉBOURSÉ**

(en toutes lettres)

**+ TAXE**  
**FRIGORIFIQUE****REMBOURSEMENT**

(en toutes lettres)

à payer à (3) M. .... **rue** ..... **N°** .....à ..... **dép<sup>t</sup>** .....(1) à **DOMICILE** — en **GARE** — par la **GARE** d'..... **dép<sup>t</sup>** .....(1) par { **C<sup>te</sup> Chèques Postaux** N° ..... du **Bureau** d'.....{ **Règlement périodique** : **C<sup>te</sup> Contrôle des recettes** N° .....  
A ..... **le** ..... 19.....Signature de  
l'Expéditeur:**Visa du préposé à la reconnaissance** : **Nombre de wagons chargés** :**CHARGEMENT** { par .....  
sur .....**DÉCHARGEMENT** { par .....  
sur .....**GRUE** ..... **H.** .....  
(utilisée)**Indice de LOTISSEMENT** ou **Indicatif de WAGONNAGE**

Gare SNCF destinataire (ou de sortie)

**POIDS**  
**TAXÉ****DISTANCE**  
**de**  
**TAXE****TARIFS APPLIQUÉS**  
Tarifs  
ou N°  
de prixSéries  
Chapitres  
Barèmes**NUMÉRO**  
**DE CODE**  
de la  
marchandise**PRIX**  
par unité  
(tonne,  
quintal, m<sup>3</sup>)Enregis<sup>t</sup>  
et timbre  
de la gare  
expéditrice**N° de ZONE**  
de taxation**Port PAYÉ****Débours****DÉTAIL DES FRAIS****Transport \*****Au delà****Port DÙ**

\* Y compris le droit de timbre perçu en compte avec le Trésor.

**REMBOURSEMENT** : .....**NUMÉRO DE CODE**  
de la gare destinataire**N° de ZONE** de taxation  
de la gare destinat.**PRISE EN CHARGE A L'ARRIVÉE**  
Numéro **Date****RENOVIS** 1) - Rayez les mentions inutiles.  
2) - Les tarifs spéciaux ne sont appliqués qu'autant que la demande en a été faite.  
3) - S'il s'agit d'une personne autre que vous-même.



AVIGNON , le 13/8/47

S.N.C.F.  
1<sup>er</sup> Arrondt  
DEPT d'AVIGNON  
N° 6465 P/1  
8309

1<sup>er</sup> ARRONDIT - TRACTION

Succession  
ROLLAND

MARSEILLE

VR. PA/8  
du 9/8/47

Les sommes revenant à l'ex-mécanicien de machines  
ROLLAND, Louis , par application de la lettre  
P.1259 s'élèvent à 140.000 frs environ et n'  
ont pas été versées à ses héritiers.

Notre agent était célibataire, n'avait plus d'  
ascendant et nous ignorions qu'il avait une soeur  
vivante : Mme PARAUD.

Cette dame est certainement la seule héritière  
de ROLLAND. Toutefois , je ne crois pas , pour l'  
instant devoir lui demander de me faire parvenir un  
certificat de notoriété prouvant ce fait , car elle ne  
doit pas pouvoir prétendre au paiement des sommes mises  
en réserve.

En effet , les lettres Pe 1271 du 13/11/44 (V.Tis  
10 P/2 Dr 0799 du 27/11/44) Pe 1135 du 22/10/45 (V.Tis  
7121 8/0 P/2 du 13/11/45 ) etc.. ont précisé que de  
telles sommes pourraient être payées " à la famille de  
l'agent ". Mais , par famille d'agent , il faut  
comprendre , à mon avis : l'épouse , les enfants  
mineurs ou les ascendants à charge , titulaires d'une  
délégation de solde .

Toutes les lettres relatives à la situation des  
ayants-droit d'agents décédés confirment , je crois ,  
ma façon de voir :

- lettres Pe 1441 du 7/2/45 ✓  
Pe 1135 du 22/10/45  
Pe 1221 du 5/11/45 -  
Pe 1342 du 30/11/45 ✓

etc...

.../...

Mme PARAUD ne me paraît donc pas susceptible de recevoir une avance sur ces sommes qui ne constituent pas une succession.

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si nous sommes d'accord.

Dans l'affirmative, je demanderai à Mme l'Assistante Sociale de MARSEILLE, de m'adresser le rapport utile sur la situation de Mme PARAUD, pour attribution, le cas échéant, d'un secours non renouvelable.

Le Chef d'Etablissement.

N° 1643 PA/8

Dr: ROLLAND Louis

TRANSMIS à M. le Directeur  
de la Région de la Méditerranée  
(Division PA/4) à MARSEILLE

V.R. PA.4-44  
du 6.8.1947

En le priant de me donner ses instructions.

S. N. C. F.

Région de la Méditerranée  
DIVISION DU PERSONNEL  
ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES

4<sup>me</sup> Section

Le Chef du 1<sup>er</sup> Arrond. de la Traction

P.O. L'ingénieur Adjoint,

SERVICE  
CENTRAL

PA.4 - 45  
45 - 9

TRANSMIS à M. le Directeur du  
Service Central du Personnel  
1<sup>re</sup> Division - PARIS

Son Quai 1013 du 1.8, en le priant de bien vouloir me donner ses instructions.

Marseille, le

22 AOUT 1947

Le Chef de Section P. Pantely

Pe 1097

27 AOUT 1947

M<sup>me</sup> PARAUD

lère

Po 438

Monsieur TOURNEMAIN  
Secrétaire Général  
de la Fédération Nationale  
des Travailleurs  
des Chemins de Fer,  
19, rue Pierre Semard

PARIS (9ème)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 3756 du 29 juillet dernier, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme PARAUD, dont le frère, M. HOLLAND Louis, mécanicien de manoeuvres au dépôt d'Avignon, est mort, le 16 avril 1945, à Buchenwald où il avait été déporté à la suite de son arrestation, le 30 mars 1941. Mme PARAUD demande que la S.N.C.F. lui rembourse la somme de 25.000 francs, montant des frais qui lui ont été occasionnés pour venir en aide à son frère pendant son arrestation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les sommes correspondant, en application de la lettre P 1259 du 8 novembre 1944, à la solde qu'aurait perçue M. HOLLAND s'il était resté en service, seront versées à ses héritiers dès que sa succession sera liquidée. Il appartient à Mme PARAUD de nous indiquer comment cette succession sera liquidée.

*fus*  
En attendant ces renseignements, je prescris à la Région de la Méditerranée d'attribuer à Mme PARAUD, si sa situation le justifie, une avance à valoir sur les sommes qui reviennent à la succession.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur Principal  
Service Central  
du Personnel

Signé: ANDRÉ

COPIE transmise à Monsieur le Directeur de la Région de la MEDITERRANEE,

à titre d'instruction et comme suite à sa lettre PA.A.45 du 22 août.

43 - 9

L'Ingénieur Principal,  
Service Central  
du Personnel

Signé: ANDRÉ



27 AOUT 1947

libre

Pe 438

Monsieur **TOURNEMAIN**  
Secrétaire Général  
de la Fédération Nationale  
des Travailleurs  
des Chemins de Fer,  
19, rue Pierre Semard

PARIS (9ème)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 3756 du 29 juillet dernier, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme **PARAUD**, dont le frère, **M. ROLLAND Louis**, mécanicien de manoeuvres au dépôt d'Avignon, est mort, le 16 avril 1945, à Buchenwald où il avait été déporté à la suite de son arrestation, le 30 mars 1941. Mme **PARAUD** demande que la S.N.C.F. lui rembourse la somme de 25.000 francs, montant des frais qui lui ont été occasionnés pour venir en aide à son frère pendant son arrestation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les sommes correspondant, en application de la lettre P 1259 du 8 novembre 1944, à la solde qu'aurait perçue **M. ROLLAND** s'il était resté en service, seront versées à ses héritiers dès que sa succession sera liquidée. Il appartient à Mme **PARAUD** de nous indiquer comment cette succession sera liquidée.

En attendant ces renseignements, je prescris à la Région de la Méditerranée d'attribuer à Mme **PARAUD**, si sa situation le justifie, une avance à valoir sur les sommes qui reviennent à la succession.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur Principal  
Le Directeur,  
Service Central  
du Personnel

Signé: **ANDRÉ**

COPIE transmise à Monsieur le Directeur de la Région de la MEDITERRANEE,

à titre d'instruction et comme suite à sa lettre PA.A.45 du 22 août.

43 - 9

L'Ingénieur  
Le Directeur,  
Service Central  
du Personnel

Signé: **ANDRÉ**

Sarichot .

0199  
AS.

SERVICE CENTRAL P 7 JUIL 1945

6 JUIL 1945

6 JUIL 1945

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTSDirection Générale  
des Chemins de fer  
et des Transports.

Service de la Main d'Oeuvre

4ème Bureau

PARIS, le

4 JUIL 1945

EX. G1. ARR.

13-7-45 À 11H30M

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS,A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL  
DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.CENTRAL DU PERSONNEL  
POUR ATTRIBUTIONS

J'ai été saisi d'une requête formulée par Melle PARICHOT demeurant à l'Abourieure par Darnieulles (Vosges), qui sollicite l'attribution d'une indemnité du fait du décès de son père, tué par une mine.

M. PARICHOT était aiguilleur à Darnieulles.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître comment a été liquidée la situation de M. PARICHOT et la suite que cette requête vous aura paru devoir comporter.

P. le Ministre des Travaux Publics  
et des Transports

P. le Directeur Général de la Société Nationale des Chemins de Fer Français

*1069*

*Monsieur le Directeur  
de la Région EST*



*pour éléments de réponse*

le Directeur du Service Central du Personnel

*Indemnité*

G.4

Pe 1003

JUL 1945



Paris, le 14 Août 1945

Monsieur le Directeur du Service Central  
du PersonnelDécès  
PARICHOT

2 p

J'ai l'honneur de vous retourner la lettre ci-jointe, relative au décès de l'homme d'équipe, PARICHOT, Joseph, d'Epinal, survenu hors service le 19 Septembre 1944, par suite de l'explosion d'une mine allemande.

Cet agent a laissé six enfants dont quatre encore mineurs à l'époque du décès. La requête ci-jointe est formulée par Mlle PARICHOT Lucie, l'ainée des enfants.

Il était dû lors du décès, du fait que Parichot appartenait à l'ancienne Caisse de Prévoyance de la Région Est :

1°/ Allocations au décès et frais funéraires .....	8.872 frs
2°/ Reliquat de traitement et de prime de fin d'année ...	4.170 frs
	<hr/> 13.042 frs

La Caisse de Prévoyance S.N.C.F., qui devait supporter la part d'allocation au décès de 3.145 frs a déjà réglé au tuteur des quatre enfants mineurs .....

2.096 frs

Il lui reste encore à répartir deux sommes de 524 frs, soit au total .....

1.048 frs

L'une de ces sommes est attribuable à Mlle PARICHOT Lucie, qui, se trouvant en Allemagne au moment du règlement n'a pu être payée en même temps que les autres ayants-droit.

D'autre part, il a été réglé à Mme PARICHOT, mère de l'agent, qui avait acquitté les frais d'inhumation, la somme de .....

2.420 frs

La part d'allocation au décès imputable à la Caisse de Prévoyance de 1911 de l'Ancien Réseau de l'Est, a été payée aux ayants droit par l'intermédiaire du Service du Contentieux, entre les mains de Maître POIGNANT, Georges Notaire 2 rue Gilbert à Epinal.

3.307 frs

Le règlement du reliquat de traitement et de prime de fin d'année de .....

4.170 frs

a été effectué dans les mêmes conditions.

Total ..... 13.041 frs

La demande de Mlle PARICHOT, Lucie, a trait vraisemblablement au reliquat d'allocation de 524 frs encore détenu par la Caisse de Prévoyance S.N.C.F. qui va lui régler cette somme sous huitaine.

J'ajouterai que les enfants mineurs de l'ex-homme d'équipe PARICHOT, bénéficient indépendamment d'une pension de réversibilité, des dispositions du § B de la lettre P. 1441 du 7 Février 1945.

POUR LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIVES  
L'Inspecteur Principal Adjoint

X

lij

Re 1338

COMMISSION RÉGIONALE  
EST**Demande d'autorisation de transport**

Modèle T

Bureau des Transports

adressée au Bureau des Transports 13, rue d'Alsace, à Paris 10<sup>e</sup>N° de la demande ..... Transport demandé en grande <sup>(1)</sup> vitesse  
petite <sup>(1)</sup>

- 1<sup>o</sup> Nom et adresse de l'Expéditeur .. .. .
- 2<sup>o</sup> Gare expéditrice. ....
- 3<sup>o</sup> Nom et adresse du Destinataire .. .. .
- 4<sup>o</sup> Gare destinataire. ....
- 5<sup>o</sup> Nature de la marchandise. ....
- 6<sup>o</sup> Poids .. .. .
- 7<sup>o</sup> Lorsqu'il s'agit d'un envoi par wagon complet,  
nature du wagon à fournir (plat, tombereau, couvert).
- 8<sup>o</sup> Eventuellement : Nom et adresse de la personne  
à laquelle la décision du Bureau des Transports doit  
être notifiée, si cette personne n'est pas l'expéditeur

(1) Biffer la mention inutile.

TIMBRE DU BUREAU  
DES TRANSPORTS :

Paris, le .....

**Partie B****Suite donnée par le Bureau des Transports****Monsieur le Chef de gare à****Le transport ci-dessus :**

- Décision 1** { **est autorisé** } N° d'autorisation à porter sur les  
En aviser l'expéditeur (ou la personne indiquée au 8° de la partie A) écritures : .....  
Validité de l'autorisation <sup>(1)</sup> .....
- Décision 2** { **ne peut être effectué qu'en G.V.** } Le cas échéant :  
En aviser l'expéditeur (ou la personne indiquée au 8° de la partie A) N° d'autorisation à porter sur les  
écritures : .....  
Validité de l'autorisation <sup>(1)</sup> .....
- Décision 3** { **ne peut être actuellement autorisé**  
En aviser le demandeur

L'INSPECTEUR PRINCIPAL,

(1) A compter de la date de la décision prise par le Bureau des Transports.



20 AOÛT 1945

Parichot

Pe n° 853

Monsieur le Ministre,

Par lettre 4ème Bureau F/P du 4 juillet 1945, vous avez bien voulu me faire connaître que vous aviez été saisi d'une requête formulée par Melle PARICHOT, dont le père, aiguilleur à Darnieulles, a été tué en dehors du service par l'explosion d'une mine, et vous m'avez demandé de vous faire connaître comment a été liquidée la situation de M. PARICHOT.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'une somme de 2420 francs représentant la participation de la Caisse de Prévoyance aux frais d'inhumation de M. PARICHOT a été réglée à sa mère qui avait acquitté les frais d'inhumation. Il a, en outre, été versé entre les mains de Maître POIGNANT, notaire à Epinal, une somme de 3307 francs représentant l'allocation au décès servie par la Caisse de Prévoyance de l'ancien réseau de l'Est, et une somme de 4170 francs représentant le reliquat de traitement et de prime de fin d'année de M. PARICHOT. La Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F. a versé, en faveur des 4 enfants mineurs, une somme de 2096 francs représentant les 4/6 de la part d'allocation au décès revenant aux ayants-droit de M. PARICHOT. Melle PARICHOT, qui vous a adressé une requête, est la fille aînée des 6 enfants de M. PARICHOT. Elle ne peut prétendre qu'à 1/6 de l'allocation au décès servie par la Caisse de Prévoyance de la S.N.C.F., soit 524 francs. Cette somme n'ayant pu lui être attribuée au moment du décès de son père, puisqu'elle se trouvait en Allemagne, va lui être mandatée incessamment.

J'ajoute que les enfants mineurs de M. PARICHOT bénéficieront, indépendamment d'une pension de réversibilité, de l'allocation que nous attribuons aux ayants-droit de nos agents tués par faits de guerre, allocation ayant pour but de porter le total des prestations servies à la moitié de la rémunération soumise à retenues, augmentée de la totalité des allocations familiales.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments de haute considération.

P. Le Directeur Général,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Monsieur le Ministre  
des Travaux Publics & des Transports  
Direction générale  
des Chemins de fer et des Transports  
244, boulevard Saint-Germain - PARIS



Sassay

8 FÉV. 1945

- 7 FÉV 1945

S.N.C.F.

Service de la  
Comptabilité Générale  
et des Finances

Division Centrale  
des Finances

Fl Tr3 n° 412 P

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel

La Note P. 7938 du 29 juillet 1942 de M. le Directeur Général a prévu qu'une allocation serait attribuée par la S.N.C.F. aux ayants-droit des agents décédés alors qu'ils étaient mobilisés.

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire savoir si, comme je le suppose, les dispositions de cette Note sont applicables à Mme PASSY, veuve d'un Inspecteur Divisionnaire de mon Service.

En effet, M. PASSY a été tué le 23 juillet dernier à la tête d'une section du 3<sup>e</sup> B.C.A. dans les formations de F.F.I. du Maquis du Vercors, au cours d'un combat contre les Allemands.

M. PASSY qui était israélite avait été licencié de la S.N.C.F. le 31 juillet 1942 par application de la loi du 2 juin 1941 et vivait depuis cette date dans la clandestinité.

*M. Lecomte*  
S  
Mais les lois fondées sur une distinction raciale étant aujourd'hui abrogées, une Note D 44.420/7 du 14 septembre dernier a décidé la réintégration à la S.N.C.F., avec effet rétroactif, des agents licenciés en vertu de ces lois; aussi M. PASSY peut-il être considéré comme ayant appartenu aux cadres de la S.N.C.F. au moment de son décès.

Dès que vous aurez bien voulu me confirmer votre accord pour l'application de la Note susvisée du 29 juillet 1942 au cas de M. PASSY, je ferai le nécessaire pour faire verser à sa veuve l'allocation prévue en lui demandant de s'engager à considérer que cette allocation constitue une avance sur la pension qu'elle est susceptible de recevoir de l'Etat, à concurrence de cette dernière.

Le Chef du Service de la  
Comptabilité Générale et des Finances, *Hy*

*C. Salas*

CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr<sup>e</sup> \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagon

Gare de départ \_\_\_\_\_

Date de chargement \_\_\_\_\_

Nature  
du chargement }**DÉTAIL P. V.**

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**  
**GROUPE CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare

destre : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de trit : \_\_\_\_\_

LOTISSEMENT EST

**F**

CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>ee</sup>Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles  
ou inflammables », « Plomb de douane »Complet ou Groupage condit<sup>el</sup> (F)



PARIS, le 10 FEVR 1945

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

*Passy*Monsieur le Chef de la Comptabilité  
Générale et des Finances,

Par lettre Fl Tr 3 112 P du 7 février 1945, vous m'avez soumis le cas de M. PASSY, ex-Inspecteur divisionnaire à votre Service qui a été tué le 23 juillet 1944 dans les rangs des V.F.I.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le cas de M. PASSY est réglé par le nota b) de la lettre P.1441 du 7 février 1945.

/Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

main doivent l'être au CRAYON BLEU, en gros caractères

**LOTISSEMENT EST**

**U**

**CHARGE ET FREINAGE**

**Poids**

**Poids**

**Frein**

**Brut**

**West"**

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles  
ou inflammables », « Plomb de douane ».

PARIS, le 26 OCT 1944

*Paulin*

Signé: VIEL



LETTRE-REPONSE

Monsieur le Directeur du Service Central du Personnel,

La lettre P 1115 du 1er Septembre dernier prévoit l'attribution d'un secours renouvelable aux veuves des agents du cadre permanent tués en service par faits de guerre. La lettre P 1154 du 28 du même mois a notamment défini le terme faits de guerre et précisé que les cas particuliers ne rentrant pas dans la définition donnée devraient vous être signalés.

A cet égard, j'ai reçu la visite de Mme PAULIN, veuve d'un Inspecteur Divisionnaire du Service du Matériel et de la Traction à Brive qui m'a demandé l'application à son profit des dispositions de la lettre P. 1115 rappelée ci-dessus.

Cet agent est décédé dans les circonstances suivantes : le 6 Avril 1944, à la suite d'un attentat, un train a déraillé dans le tunnel de Conduché. M. PAULIN n'a pas hésité, malgré le danger, à faire la reconnaissance de ce train dont plusieurs wagons d'essence et de charbon étaient en flammes. Une explosion s'étant produite, cet agent a trouvé la mort dans l'exécution de son service.

Compte-tenu des conditions dans lesquelles M. PAULIN est décédé, je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si sa veuve peut être admise au bénéfice des dispositions de la lettre P. 1115.

J'ajoute que trois autres agents ont également trouvé la mort dans cet accident et devraient être traités de la même façon.

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST

REPONSE

-3 NOVE 1944

*Il y a bien lieu de considérer M. Paulin  
comme tué en service par faits de guerre*

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé: FATALOT



*P.O. - Midi*

*Exploitation Commune  
des Réseaux d'Orléans  
et du Midi*

R. C. Seine N<sup>os</sup> 88928 et 46487

*Services Administratifs*

*Paris, le* ..... 193.....

8, RUE DE LONDRES (IX<sup>e</sup>) TÉL. TRINITÉ 30-45, 46, 47

PARIS, le

Pechenet  
2 JUIL 1943S.N.C.F. SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1943

1<sup>re</sup> Division

Pg522

Monsieur le Directeur de l'Exploitation  
de la Région de l'EST,

Par lettres 1537 du 18 Mai et 1854 du 18 Juin 1943, en me faisant connaître que Mme. PECHENET, veuve d'un agent décédé d'un accident survenu hors service par faits de guerre, venait de recevoir une pension au titre de victime civile de la guerre et se trouvait ainsi avoir cumulé le secours qui lui était alloué par application des dispositions de ma lettre P.7482 du 20 Avril 1942 avec la pension de l'Etat, vous me demandez si ce cumul doit être entériné.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le secours versé par la S.N.C.F. et la pension de victime civile de la guerre ne peuvent se cumuler. Il y a donc lieu d'inviter Mme. PECHENET à reverser les sommes qu'elle a touchées comme secours de la S.N.C.F. jusqu'à concurrence du montant de ce qui lui a été payé au titre de la pension de victime civile de la guerre jusqu'au 31 Mars 1943, date à laquelle le paiement du secours précité a été suspendu.

Bien entendu, il conviendra de laisser des délais à Mme. PECHENET pour lui permettre de se libérer.

Le Directeur,

Signé : R. BARTH

Satermotte



SERVICE CENTRAL P. 8 DECE 1948.  
Fargniers le 7 Décembre 1948.

Monsieur Paternotte Victor  
Chef de train Retraité.

42 Rue des Écroyères Fargniers  
74

à Monsieur le Directeur Général <sup>à l'aise</sup>  
de la S. N. C. F.

Paris <sup>Seine</sup>

Monsieur le Directeur Général.

J'ai l'honneur de solliciter de votre haute  
bienveillance, de vouloir bien, vous intéresser au cas  
de mon fils Paternotte Maurice, Alfred. Homme  
d'équipe à Nogon avant la guerre 1939-40.

Mobilisé au 402 RATA le 3 septembre 1939,  
prisonnier de guerre en juin 1940, évadé en mai 1943.

A repris son service à la gare de Chauny comme  
homme d'équipe fin mai 1943. Muté à la gare de  
Laon en novembre 1943 -

Fut tué le 2 décembre 1943 en regagnant son  
domicile par un sabotage de la voie ferrée - Laon  
la Fère.

Mon fils pendant sa mobilisation et sa captivité  
n'a perçu que la moitié de son traitement, une  
loi a paru accordant aux ouvriers et employés de la  
S. N. C. F. la totalité de leur traitement, j'ai donc  
B. S. V. P.

d'honneur de solliciter la perception de la rente  
qui lui fut faite -

D'autre part une loi accorde le bénéfice de l'accident  
de travail aux employés et ouvriers pendant le parcours du  
lieu de travail et leur domicile -

Je vous serai reconnaissant de m'indiquer ce qu'il  
y a lieu de faire pour que sa situation soit enfin  
régularisée et que ses parents puissent toucher le  
que normalement ils ont droit -

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Directeur  
général, l'expression de mon profond respect et de mon  
entier dévouement.

Latexmolt



PATERNOTTE

10 DECE 1948

Pe330

Monsieur,

Par lettre du 7 décembre dernier, vous m'avez demandé à recevoir un rappel de solde égal à la différence entre la totalité de la rémunération qu'il aurait reçue s'il était resté en service, et l'allocation différentielle égale à la demi rémunération qui a été versée à votre fils, Maurice, ex-Homme d'équipe à Noyon, pendant sa captivité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, contrairement à ce que vous pensez, aucune loi n'accorde aux agents de la S.N.C.F. la totalité de leur traitement pendant la période où ils ont été prisonniers de guerre, il n'est donc pas possible de donner satisfaction à votre demande et je vous en exprime mes regrets.

Par ailleurs, votre fils ayant été tué le 2 décembre 1943 en revenant de son travail, vous me demandez s'il vous est possible de percevoir une rente accident. J'ai le regret de vous faire connaître que la législation du travail assimilant à un accident du travail les accidents survenus au cours du trajet du domicile au lieu de travail n'a d'effet que du 1er janvier 1948.

Toutefois, je vous signale que votre fils ayant été tué au cours d'un accident consécutif à un sabotage, vous pouvez vous prévaloir de la législation sur les victimes civiles de la guerre en adressant une demande de pension d'ascendant à M. le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la guerre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

/Le Directeur Général,

Monsieur Victor PATERNOTTE  
42, rue des Ecoroyères

Signé: BOURRIÉ

FARGNIERS (Aisne)



Seron

Bobinet

17 JAN 1945

*Peron  
Bobinet*

Service Général

2<sup>e</sup> Subdivision

4<sup>e</sup> SECTION A

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

n° 7

Le 20 Octobre dernier, je vous ai transmis deux dossiers concernant MM. PERON, chef de station à St-Clément des Levées et BOBINET, garde-signaux à Paris Saint-Lazare, en vous demandant si nous devions considérer les intéressés comme victimes d'un accident en service par fait de guerre.

Ces deux agents qui faisaient partie d'un groupe de Résistance ont été, le premier tué le 19 août 1944 en combattant contre les Allemands, le second blessé le 27 août pendant la libération de Paris en essayant d'éteindre un incendie à la gare des Batignolles.

Je vous serais très obligé de me faire connaître votre décision.

Le Chef du Service Général  
de l'Exploitation

*17*

19 JANV 1945

*Remis à M. le Chef du Service de l'Exploitation  
de la Région OUEST*

*- Des instructions réglant le cas des agents tués, blessés ou forcés au cours de la guerre ou de l'occupation sont actuellement en préparation.*

*Il y a lieu d'attendre la parution de ces instructions pour régler le cas de MM. PERON et BOBINET ainsi que les cas analogues.*

L'Ingénieur,

Signé : PARIS

S. N. C. F.

## ESSAYAGE DES VÊTEMENTS D'UNIFORME N°

## EXPLOITATION

 Délivrés en { Mise  
Renouvelé

 et  
adressés à

M. le Chef de Gare

Nom		M <sup>le</sup>		Emploi		Résidence	
DÉSIGNATION des VÊTEMENTS	CASQUETTE	VESTON	PANTALON	PARDessus	BANDEAU de casquette	BOUTONS (B) JUGULAIRE (J) ÉTOILES (E)	Fournisseur :
Nombre...							Date d'expédition :
Essayage des vêtements effectué le 194 Le Représentant du Tailleur,		Les vêtements ne nécessitant aucune retouche ont été remis à l'intéressé. Le Chef local, (1)		Renvoyé au Service Général à Paris Le veston Le pantalon Le pardessus sont à retoucher et font l'objet de l'état rectificatif ci-joint complété par le Représentant (retouches) et le Chef local. (Conditions de réexpédition.)			
		(1) La présente fiche est à renvoyer au Service Général à Paris.					

## AVIS DE PASSAGE DU REPRÉSENTANT DU TAILLEUR

(N° d'ordre)

Le Représentant du Tailleur passera le ..... vers ..... heures en vue de l'essayage des vêtements expédiés pour M ..... à ..... Le Représentant du Tailleur,		RENVOYÉ à Monsieur le Représentant du Tailleur à ..... L'intéressé a été avisé de votre passage aux jour et heure indiqués. Il sera présent au rendez-vous Il est absent jusqu'au ..... A ..... le ..... 194 Signature du Chef local.	
2° AVIS Le Représentant du Tailleur passera le ..... vers ..... heures pour l'essayage en question. Le Représentant du Tailleur,		RENVOYÉ à Monsieur le Représentant du Tailleur à ..... L'intéressé a été avisé et sera présent au rendez-vous. A ..... le ..... 194 Signature du Chef local.	
En cas d'absence de l'agent au second passage du repré- sentant, celui-ci doit en aviser immédiatement le Service Général.			



A 1) Nom, prénom usuel : **BOBINET Joseph Mle I88I37**  
(Numéro matricule s'il y a lieu)  
2) Établissement d'attache : **Gare de Paris St Lazare-Batignolles**  
3) Lieu où s'est produit l'accident : **Gare de Batignolles**  
4) Date et heure de l'accident : **27 Aout 1944 à 0 H 10.**  
5) Arrondissement d'attache : **Ier Arrt. Paris St Lazare**  
6) Date de naissance : **Ier Novembre 1904**  
7) Adresse domiciliaire : **93 Rue de La Jonquiére Paris I7e Arrt.**  
8) Grade et années de service : **Garde-Signaux 15 ans.**

Établissement qui a dressé la fiche :

**Gare de Paris St La  
zare-Batignolles**

Numéros d'ordre de la fiche :

a) dans cet Établissement :

**N° 185**

b) au Service Régional :

**421**

B 1) Fonction exercée au moment de l'accident : **Assurait la garde sous la Direction du Groupe de résistance du I7e Arrt.**  
2) L'agent blessé travaillait-il seul ou en équipe ? **En Equipe**  
3) Date et heure de la déclaration écrite ou verbale de l'accident : **27 Aout 1944 à 8 Heures**  
4) Date et heure des premiers soins : **27 Aout 1944 à 8 Heures**  
5) Date et heure de la première visite médicale : **D° à 9 H 30**  
6) Date et heure de l'interruption de service : **Ier Jour d'Arrêt 31 Aout 1944**  
7) Nature de la blessure (1) : **Brûlure pied droit.**  
8) Partie du corps atteinte : **Pied droit.**  
9) Durée présumée de l'incapacité de travail. Nom et résidence du médecin : **5 J. Dr DUMET Cabinet Médical Paris St Lazare**  
10) Date de reprise de service ou de règlement définitif (2) : **13. Sep. 1944**  
11) Nombre de jours perdus (2) : **13j.** SD :  
12) Taux d'incapacité permanente fixé par le Service Médical S.N.C.F. (3) :  
13) Nombre fictif de journées perdues par suite de l'accident mortel ou de l'incapacité permanente (3) :  
14) Accidents déjà survenus dans les 2 années ayant précédé l'accident : **Néant**

C Exposé des circonstances de l'accident

1) Endroit exact de l'accident avec points de repère : **Gare de Batignolles. Bâtiment de la Douane.**  
2) Description sommaire de l'accident lui-même : **Faisait partie du Groupe de Résistance du I7e Arrondissement, et se trouvait de garde à Batignolles, Bâtiment de la Douane, lorsqu'au cours d'un bombardement aérien, des projectiles incendiaires sont tombés sur le bâtiment de la Douane et sur le quai 2. S'efforçant d'éteindre le commencement d'incendie qui s'était déclaré, a été brûlé au pied droit.**

3) Noms et grades des témoins de l'accident : **Mr YOBE Aimable Mle I68902 Chef Aiguilleur.**  
**Mr JOLY Florent Mle I88I40 Garde-Signaux.**

4) L'accident est survenu un (4) Dimanche, Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi, Samedi.

5) L'accident s'est produit le **14** jour de travail suivant la dernière journée d'absence, à la " " heure de la " " séance de travail.

6) Nom, prénom, grade de l'agent sous les ordres directs duquel était placé l'agent accidenté : (5) **Était sous les ordres d'un Chef de la Résistance.**

7) Nom, prénom, grade de l'agent de maîtrise (5) : **Mr BIGNON Lucien Sous Chef de Gare Principal**

Signature :

Signature :

(1) Lésions générales, plaies superficielles, contusions, brûlures, chocs, coupures, corps étrangers dans l'œil, piqûres, foulure ou entorse, lumbago, asphyxie, fracture, luxation, hernie ou effort musculaire, compression ou écrasement, accidents d'origine électrique, divers.

(2) A remplir au reçu de l'avis de reprise. — (3) A remplir par le Service Régional — (4) Souligner et éventuellement préciser les indications à retenir. — (5) Voir l'Instruction Générale relative à la fiche d'accident du travail, (Annexe 1-4° Cartouche C).

D

## Partie réservée au Chef d'Établissement (1)

## 1° Appréciations sur les causes de l'accident.

- 1) Manque de prudence ou de précaution, défaillance, a) du blessé — b) d'un tiers.  
 2) Infractions aux règlements, consignes locales ou prescriptions pour la sécurité du travail commises par : a) la victime — b) un tiers.

Ces infractions sont :

- 3) Défectuosité : a) d'une installation — b) d'un outil — c) d'un appareil — d) d'une machine — e) de l'éclairage individuel ou collectif — f) du matériel roulant — g) des colis manutentionnés :

- 4) Autres causes : Fait de guerre

## 2° Autres observations (notamment indications relatives aux mesures de prévention et aux sanctions à envisager, s'il y a lieu).

Bien que n'étant pas de service pour le compte de la S.N.C.F. au moment de l'accident, et que celui-ci ne se soit pas produit dans le temps même du travail, j'estime qu'en s'efforçant d'éteindre un commencement d'incendie qui aurait pu prendre de grandes proportions, et avoir de graves conséquences s'il n'était pas intervenu rapidement, M. BOBINET a agi dans l'intérêt du service, et qu'il a dans la circonstance effectivement fait fonction d'agent de la S.N.C.F.

Il me paraît donc équitable de le considérer comme blessé en service pendant son interruption, et je serais en outre d'avis de lui attribuer une récompense pour le ~~sans~~ sa présence d'esprit et le dévouement dont il a fait preuve.

Date :

20 Septembre 1944

Signature :

Le Chef de Gare

E

## Partie réservée à la Section ou la Circonscription de mouvement

D'accord fera l'objet d'une proposition spéciale, avec d'autres camarades qui ont également participé à l'extinction de l'incendie.

Le Chef de Gare Principal  
 Chef des Services

Date :

21 Septembre 1944

Signature :

F

## Partie réservée à l'Arrondissement

- 1°) Circonstances : Fait de guerre  
 2°) Cause présumée :  
 3°) Sanction infligée, s'il y a lieu : (Nom, grade de l'agent et degré de la punition)

Observations de l'Arrondissement : Etant donné les circonstances dans lesquelles s'est produite la blessure, il paraît possible de considérer l'accident comme un accident en 2°

P. l'inspecteur principal

Chef du 1<sup>er</sup> Arrondissement de l'Exploitation

L'inspecteur Principal

Date :

23.9.44

Signature :

Deraux

G

## Partie réservée au Service Régional

COPIE

Arrondissement de  
NANTES  
3 EX.O. 7ème Art.  
BA.II

Nantes, le 22 Septembre 1944

EXPLOITATION - Service Général  
2ème Subdivision - 4ème Section A  
PARIS

Je vous informe que M. PERON, Mle 19047,  
Chef de station à St-Clément-des-Levées,  
a été tué le 19 Août 1944, au cours d'un  
engagement avec l'ennemi.

M. PERON faisait partie d'un groupe  
de la Résistance et il avait pour mission  
de défendre la levée de la Loire contre  
toute incursion de l'ennemi. C'est au  
cours d'une de ces incursions que notre  
agent a été tué d'une balle en plein front.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT  
"Exploitation"

Signé : BAILLY



A utiliser suivant le cas en rayant la m

arrivé le 23/10 à 15 heures train N°  
 déchargé le 23/10 à 15 heures par l'expéditeur (1)  
 Envoi de détail composé de (nombre, marques et N<sup>os</sup> des colis,  
 nature des emballages et de la marchandise) :

Poids déclaré : kgs  
 chargé dans le wagon N°  
 Affectation (G.V. ou P.V.) :  
 Itinéraire suivi par les colis (2) :

arrivé le à heures train N° (1)  
 déchargé le à heures par

Nom et résidence  
 des agents des trains  
 ayant amené cette  
 expédition à votre gare

- (1) Si le train est terminus à votre gare, faire suivre le N° de la lettre T, et de la lettre P si le train est de passage ; dans ce cas, indiquer son point terminus.  
 (2) Si les colis ont été dévoyés de leur itinéraire normal d'acheminement, le mentionner spécialement.

### Constatations faisant conclure à un vol.

Nombre des plombs en indiquant pour chacun d'eux } ont-ils été apposés par l'expéditeur, une gare, la douane :  
 où étaient-ils placés : sur la conduite  
 quelles estampilles : MR  
 en quel état : marque de plomb sur la conduite

Combien de ligatures, où placées, en quel état :

étaient-ils fermés ou ouverts :  
 fermeture intérieure ou extérieure :  
 Les volets } étaient-ils plombés :  
 le volet ouvert, l'entrée dans le wagon est-elle rendue impossible par une tringle métallique :

État des emballages et du chargement, position du colis spolié dans le wagon, l'avarie du colis devait-elle être remarquée à la gare de transbordement, pouvait-elle passer inaperçue :

Il n'y a eu aucune avarie constatée sur la conduite  
sur la conduite

### Importance présumée du vol.

Poids constaté 1000 kgs différence avec les écritures : 075  
 Nombre, poids et nature des objets volés :

Valeur approximative des objets volés : 4000

Faits permettant de localiser le vol :

Saumur-R.D. le 4 Octobre 1944

Arrondissement-Exploitation  
NANTES

M. PERON Georges, C.S.T. à St-Clément-des-Levées a été tué le 19 Août 1944 à 14h.30 au cours d'un engagement avec l'ennemi.

Il n'était ni en repos ni en congé et a été tué pendant ses heures de service. Je crois que l'accident en service par fait de guerre peut être admis.

Réponses aux autres questions posées : l'accident s'est produit à 14h.30, PERON avait quitté la gare vers 14h. et c'est à 1500 mètres du B.V., au bord de la Loire que l'engagement a eu lieu. Des Allemands en armes avaient traversé la Loire pour venir sur la rive droite chercher des bateaux qui servaient toutes les nuits à des jeunes gens pour passer de la rive gauche encore occupée à la rive droite libérée depuis l'arrivée des Américains.

Il prit donc quelques hommes avec lui dont M. METAYER expéditeur de primeurs et un jeune garçon de 18 ans, élève de Spéciale, en congé. Mais au moment de tirer sur l'ennemi, il fut tué par un autre Allemand resté sur la rive gauche qui eut raison également du jeune étudiant, tué sur le coup. PERON est mort après une agonie de cinquante minutes.

Il était affilié à la Résistance depuis 1942 et inscrit à Saumur. Mais à cette époque des arrestations nombreuses enrayaient l'activité de la résistance à Saumur; PERON resta à St-Clément sous les ordres de la brigade de Longué d'où le 14 et le 18 Août il recevait encore des ordres du lieutenant commandant des F.F.I. dans la région.

Sergent d'infanterie dans l'armée active, il avait ce grade dans les F.F.I. Je vous donne ci-après le texte d'une proposition de citation remise le 19 Août par M. METAYER au Lieutenant Commandant les F.F.I. à Longué.

Proposition de Citation

"Sergent PERON Georges, né le 1<sup>er</sup> Novembre 1905 à Luisant (Eure-et - Loire).

"Marié, un enfant, chef de station à St-Clément-des-Levées.

"Tué d'une balle en plein front le 19 Août 1944 au cours d'un engagement avec l'ennemi à St-Clément-des-Levées.


"Sergent plein de bonne volonté, courageux, excellent entraîneur d'hommes; a organisé un groupe de résistance à St-Clément-des-Levées.

"En 1943, il établit et transmet au P.C. de la résistance à Paris le plan de l'aérodrome de campagne de St-Clément.

"Le 23 Juin 1944 il participa au sabotage de la voie ferrée au pont du Rateau à St-Mathurin; une machine déraillée, les voies interceptées pendant 20 heures interrompant tout trafic.



EXPÉDITION									NATURE ET IMPORTANCE		CONSTATÉ à			RÉSERVÉS à	LOCALISATION à	GARES de contact entre Régions
Date	R.	N° ordre	Traffic	Réex.	R.	Gare	Réex.	R.	Gare	March.	Valeur	R.	Gare			


 Région Cent.  
 GARE BRANCHES  
**AVIS DE VOL N° 148**  
 concernant l'Expédition Pal N° 171972 du 12/10/42  
 Date de l'établissement de l'AVIS DE VOL 9/10 Valeur déclarée \_\_\_\_\_ Remboursement \_\_\_\_\_

Gare Expéditrice : Châtillon Région : Cent.  
 Expéditeur : Châtillon  
 Gare Destinataire : Châtillon  
 Destinataire : Châtillon  
 Gares de transit : \_\_\_\_\_  
 Gares de transbordement : \_\_\_\_\_

En cas de réexpédition ou de transport antérieur ou postérieur au transport par S.N.C.F.

Provenance réelle :

Transporteur antérieur :

Destination réelle :

Transporteur suivant :

#### Conditions du transport

Wagon complet N°

Poids du chargement :

Nature du chargement (nombre, marques et n°s des colis, nature de l'emballage et de la marchandise) :

Plombé ou non plombé (par expéditeur ou gare) :

Itinéraire suivi par le wagon :

arrivé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures train N° \_\_\_\_\_

déchargé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures par \_\_\_\_\_ (1)

Envoi de détail composé de (nombre, marques et N°s des colis, nature des emballages et de la marchandise) :

Poids déclaré : \_\_\_\_\_ kgs

chargé dans le wagon N° \_\_\_\_\_

Affectation (G.V. ou P.V.) :

Itinéraire suivi par les colis (2) :

arrivé le 22/10 à 18 heures train N° 137 (1)

déchargé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures par \_\_\_\_\_

Nom et résidence  
 des agents des trains  
 ayant amené cette  
 expédition à votre gare

Circonstances dans lesquelles le vol a été constaté.

Lieu, date et heure de la constatation Paris 81  
 au chargement, au déchargement, à la reconnaissance, à la livraison :

Qui a fait ces constatations (noms et grades) :

Y a-t-il eu des constatations antérieures ?

Où ?

Copies des réserves :

Constatations faisant conclure à un vol.

Nombre des plombs en indiquant pour chacun d'eux  
 ont-ils été apposés par l'expéditeur, une gare, la douane :  
 où étaient-ils placés :  
 quelles estampilles :  
 en quel état :

Combien de ligatures, où placées, en quel état :

Les volets  
 étaient-ils fermés ou ouverts :  
 fermeture intérieure ou extérieure :  
 étaient-ils plombés :  
 le volet ouvert, l'entrée dans le wagon est-elle rendue impossible par une tringle métallique :

État des emballages et du chargement, position du colis spolié dans le wagon, l'avarie du colis devait-elle être remarquée à la gare de transbordement, pouvait-elle passer inaperçue :

Importance présumée du vol.

Poids constaté \_\_\_\_\_ kgs différence avec les écritures :

Nombre, poids et nature des objets volés :

Valeur approximative des objets volés :

Faits permettant de localiser le vol :

(1) Si le train est terminus à votre gare, faire suivre le N° de la lettre T, et de la lettre P si le train est de passage ; dans ce cas, indiquer son point terminus.

(2) Si les colis ont été dévoyés de leur itinéraire normal d'acheminement, le mentionner spécialement.

A utiliser suivant le cas en rayant la mention inutile.



"Le 6 Août 1944 il organisa un sabotage de la voie ferrée au pont  
"de la Martinière à St-Martin-de-la-Place; une machine et trois wagons  
"dérailés, une voie interceptée pendant quinze heures. Un train de  
"prisonniers civils a été retardé d'autant, ce qui permit des évasions  
"à St-Patrice et à St-Pierre-des-Corps.

"Le 7 Août 1944 il organisa un sabotage de la voie ferrée au P.K.  
"307 + 640 aux Rosiers; trois wagons dérailés, quinze heures d'inter-  
"ruption de voie ce qui permit à ce train de rester bloqué à Saumur".


"Au cours de tous ces sabotages il coupa toutes les communications  
"téléphoniques allemandes isolant ainsi les troupes de Saumur.

"Il se dévoua et aida dans toute la mesure de son possible à  
"l'évasion, à l'hébergement et à l'acheminement de plusieurs prisonniers  
"civils."

L'Inspecteur,

Signature.

EXPÉDITION									NATURE ET IMPORTANCE		CONSTATE à		RÉSERVES à	LOCALISATION à	GARES de contact entre Régions
Date	R.	N° ordre	Traffic	Réex.	R.	Gare	Réex.	R.	Gare	March.	Valeur	R.			


 Région Cent  
 GARE D' AVRANCHES  
**AVIS DE VOL N° 146.**  
 concernant l'Expédition N° 231917 du 1-10-47  
 Date de l'établissement de l'AVIS DE VOL : Valeur déclarée 1000 Remboursement —

Gare Expéditrice : Villefranche-sur-Rhône Région : Cent  
 Expéditeur : Société d'Industrie Chimique  
 Gare Destinataire : Triche  
 Destinataire : Chimie  
 Gares de transit : —  
 Gares de transbordement : —

En cas de réexpédition ou de transport antérieur ou postérieur au transport par S.N.C.F.

Provenance réelle :

Transporteur antérieur :

Destination réelle :

Transporteur suivant :

#### Conditions du transport

Wagon complet N°

Poids du chargement :

Nature du chargement (nombre, marques et n°s des colis, nature de l'emballage et de la marchandise) :

Plombé ou non plombé (par expéditeur ou gare) :

Itinéraire suivi par le wagon :

arrivé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures train N° \_\_\_\_\_

déchargé le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ heures par \_\_\_\_\_ (1)

Envoi de détail composé de (nombre, marques et N°s des colis, nature des emballages et de la marchandise) :

Poids déclaré : 890 kgs

chargé dans le wagon N° \_\_\_\_\_

Affectation (G.V. ou P.V.) :

Itinéraire suivi par les colis (2) :

arrivé le 1/10 à 11 heures train N° 441 (1)

déchargé le — à — heures par —

Nom et résidence  
 des agents des trains  
 ayant amené cette  
 expédition à votre gare

Circonstances dans lesquelles le vol a été constaté.

Lieu, date et heure de la constatation Lille 16h Haccgr.  
 au chargement, au déchargement, à la reconnaissance, à la livraison :

Qui a fait ces constatations (noms et grades) :

Y a-t-il eu des constatations antérieures ?

Où ?

Copies des réserves :

Constatations faisant conclure à un vol.

Nombre des plombs en indiquant pour chacun d'eux  
 ont-ils été apposés par l'expéditeur, une gare, la douane :  
 où étaient-ils placés :  
 quelles estampilles :  
 en quel état :

Combien de ligatures, où placées, en quel état :

Les volets  
 étaient-ils fermés ou ouverts :  
 fermeture intérieure ou extérieure :  
 étaient-ils plombés :  
 le volet ouvert, l'entrée dans le wagon est-elle rendue impossible par une tringle métallique :

État des emballages et du chargement, position du colis spolié dans le wagon, l'avarie du colis devait-elle être remarquée à la gare de transbordement, pouvait-elle passer inaperçue :

Importance présumée du vol.

Poids constaté \_\_\_\_\_ kgs différence avec les écritures :

Nombre, poids et nature des objets volés :

Valeur approximative des objets volés :

Faits permettant de localiser le vol :

- (1) Si le train est terminus à votre gare, faire suivre le N° de la lettre T, et de la lettre P si le train est de passage ; dans ce cas, indiquer son point terminus.  
 (2) Si les colis ont été déviés de leur itinéraire normal d'acheminement, le mentionner spécialement.

J

SERVICE  
CENTRAL

21 OCT 1944

S.N.C.F.

Paris, le

20 OCT 1944

Région OUEST  
EXPLOITATION

Service Général

2<sup>e</sup> Subdivision4<sup>e</sup> Section A-----  
N° 7  
-----Monsieur le Directeur  
du S.C.P.  
-----

Je vous transmets ci-joint :

1°) copie d'un rapport spécial relatant les circonstances dans lesquelles M. PERON, Chef de Station à St-Clément des Levées, a trouvé la mort le 19 Août 1944, en combattant contre les Allemands.

2°) une fiche d'accident PX 62 établie au nom de M. BOBINET, Garde-signaux à Paris-St-Lazare, blessé le 27 Août 1944.

Ces deux agents faisaient partie d'un groupe de Résistance et l'accident dont ils ont été victimes, s'il a eu lieu pendant les heures de service, ne s'est pas produit dans l'exercice de leurs fonctions.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si nous pouvons les considérer comme tué et blessé en service par fait de guerre.

-3 pièces  
jointesLe Chef du Service Général  
de l'Exploitation

*M. Paris*  
*"mon ami"*  
*Le chef du Service Général*  
*de l'Exploitation*  
*Je vous prie de bien vouloir*  
*me faire connaître si nous*  
*pevons les considérer comme*  
*tués et blessés en service*  
*par fait de guerre.*



Mois d

[illegible]

M. FATALOT

Suite à la question soulevée par l'OUEST  
(pièce ci-dessous)

*Peron*  
*Bobinet*

Je suis d'avis de considérer comme tués ou blessés en service par fait de guerre, les agents qui ont été tués ou blessés par les allemands lorsque les faits se sont produits pendant les heures de service des intéressés ou lorsqu'il s'agit de faits ayant rapport avec le service.

C'est d'ailleurs ce qui a été décidé pour les agents appartenant à des unités F.F.I. qui ont été blessés le 25 Août lors de l'échauffourée de La Chapelle (pièce X).

Le cas BOBINET, signalé par l'Ouest, est exactement semblable, cet agent ayant cherché à protéger du risque d'incendie des installations de la S.N.C.F.

PERON qui a été tué à l'occasion de faits qui se sont produits alors qu'il était en service serait également traité de la même façon. *e*

M<sup>ME</sup> V<sup>VE</sup> PETET

10c. 4. 2

(Veuve d'agent à qui le bénéfice d'une pension militaire a été refusé.)

---



R

Signature

Situation d'une venue  
d'argent

M. l'ingénieur en chef -

Je ne pense pas que dans ce cas, où le fait  
de guerre est discuté, il y ait lieu d'appliquer  
la disposition du renvoi (1) page 5 de la lettre  
P. 1221 qui précisent que si, en cas de remaniage  
de la venue, l'Etat vient à diminuer ou à  
supprimer la pension qu'il verse, le montant  
total des prestations (y compris différentiel applicable  
dès lors la venue se remanie) sera diminué de  
montant de sommes que l'Etat cesse de verser.

g. x. 46

cel

et avoir  
29/10

Service Social

Belfort, le 10 Octobre 1946

Bt. 1675

Réf : N° 1093 EM/GG

Monsieur le Chef de Dépôt

à BELFORT

Monsieur,

Nous venons de visiter la famille RONDOT-PETET, demeurant 15 Rue de Vézelois à Danjoutin.

Mme Vve PETET est remariée depuis le 25/10/45 avec M. RONDOT, chauffeur du Service des Douanes à Belfort. Elle prétend avoir déclaré, en temps utile, son remariage au Service chargé du versement de l'avance, et même avoir demandé la cessation de ces paiements si un remboursement ultérieur pouvait lui être réclamé.

Malgré cela, les versements périodiques ont continué comme précédemment; ils ont même été effectués au domicile de l'intéressée.

Mme RONDOT se refuse actuellement à restituer à la S.N.C.F. une partie quelconque de cet argent qu'elle a touché. Elle éprouverait du reste, une très grosse difficulté à le faire : en effet, à sa petite fille née de son mariage avec M. PETET, sont venus s'ajouter les trois enfants à charge de M. RONDOT, veuf en premières noces, un 5<sup>e</sup> enfant vient de naître, il y a quelques mois de sorte que la famille comprend maintenant sept personnes dont l'entretien absorbe facilement le gain du mari et le montant des allocations familiales.

D'autre part, il faut mentionner que M. PETET n'a laissé aucune fortune ni à sa veuve, ni à sa fillette (celle-ci sera appelée à recueillir ultérieurement la succession modeste de sa grand-mère paternelle, âgée actuellement de 64 ans ).

A notre point de vue, les avances versées pendant le veuvage de M. PETET soit entre le 5.11.41 et le 25.10.45, qui ont servi à son entretien et à celui de son enfant, ne nous paraissent pas devoir être récupérées. Il en est autrement des sommes payées depuis le remariage de Mme PETET : Il ne nous paraît pas excessif, en effet, de recouvrer cet



argent sur M. et Mme RONDOT qui en ont bénéficié.

Bien entendu, nous n'émettons là qu'un simple avis, le Service de l'agent décédé restant juge de la décision qui lui paraîtra juste et opportune.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

L'assistante sociale,

Signature

Monsieur,

Nous venons de vérifier la situation de M. RONDOT, décédé le 12 mai 1934, 12 rue de Valenciennes à Paris.

Mme Vve RONDOT est mariée depuis le 12 mai 1934 avec M. RONDOT, ancien directeur du Service des Douanes à Paris. Elle prétend avoir été mariée, en 1934, au Service des Douanes, et même avoir été mariée la cessation de son mariage et un mariage avec M. RONDOT, ancien directeur du Service des Douanes.

Malgré cela, les versements périodiques ont continué comme précédemment; ils ont même été effectués en 1934, de l'année.

Mme RONDOT se refuse obstinément à reconnaître la situation réelle de M. RONDOT. Elle prétend qu'elle a été mariée, en 1934, au Service des Douanes, et même avoir été mariée la cessation de son mariage et un mariage avec M. RONDOT, ancien directeur du Service des Douanes. Elle prétend qu'elle a été mariée, en 1934, au Service des Douanes, et même avoir été mariée la cessation de son mariage et un mariage avec M. RONDOT, ancien directeur du Service des Douanes. Elle prétend qu'elle a été mariée, en 1934, au Service des Douanes, et même avoir été mariée la cessation de son mariage et un mariage avec M. RONDOT, ancien directeur du Service des Douanes.

D'autre part, il faut mentionner que M. RONDOT n'a pas de enfants légitimes ni de enfants naturels, ni de enfants adoptifs. Il n'a pas de enfants légitimes ni de enfants naturels, ni de enfants adoptifs. Il n'a pas de enfants légitimes ni de enfants naturels, ni de enfants adoptifs.

A notre point de vue, les versements périodiques de M. RONDOT sont dus à sa veuve, Mme RONDOT, et non à son épouse, Mme RONDOT. Il n'y a pas de enfants légitimes ni de enfants naturels, ni de enfants adoptifs. Il n'y a pas de enfants légitimes ni de enfants naturels, ni de enfants adoptifs.

Secrétariat Général des Anciens  
Combattants

Direction de  
la LIQUIDATION

1er Bureau

NOTIFICATION d'une décision  
portant rejet d'une demande de pension  
au titre de la loi du 31 Mars 1919 et  
des lois subséquentes

Paris, le 10 Juin 1943

Le Secrétaire Général aux Anciens Combattants  
fait connaître à  
Madame PETET, née WEBER Suzanne

domiciliée : 15, Rue de Vézelois à DANJOUTIN ( Territoire de Belfort)  
Veuve de M. PETET, Roger, Xavier, Ex-soldat au C.O.A.A. de DIJON  
décédé le 5 Novembre 1941 de " Tuberculose pulmonaire "  
que sa demande en vue d'obtenir une pension de veuve, ne peut être ac-  
cueillie, pour les motifs suivants :

- 1<sup>re</sup>) La preuve n'est pas faite que l'infirmité cause du décès soit im-  
putable au service;
- 2<sup>re</sup>) La preuve contraire ne peut être administrée;
- 3<sup>re</sup>) La présomption d'imputabilité prévue par l'article 3 de la loi du  
31 Mars 1919, modifié par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1941,  
ne pouvait bénéficier à son mari, l'affection en cause n'ayant été  
constatée ni durant l'incorporation, du 18 Septembre 1939, au 22 Juil-  
let 1940, ni dans les 30 jours qui ont suivi son hospitalisation pour  
maladie mentale.

Notification certifiée  
conforme à la décision  
Le Chef du 1er Bureau,  
Signé : L. MICALLEF

Pour le Secrétaire d'Etat, chargé du Secré-  
tariat Général des Anciens Combattants,  
Pour le Secrétaire Général et par délégation,  
Le Directeur de la Liquidation des Pensions  
Signé : L. BEAUVOIS

Danjoutin, le 4 Août 1943  
certifiée  
Pour copie/conforme à l'original

Pour le Maire  
L'Adjoint,  
Signature.



SNCF - EST

Paris, le 25 OCT 1946

N° MT.G2B4/Covv

Monsieur le Directeur du  
Service Central PSERVICE  
CENTRAL P

26 OCTO 1946

L'ex-ajusteur PETET Roger, Xavier, du dépôt de Belfort, né le 6 Avril 1912 et entré aux Chemins de Fer le 22.12.36, a été mobilisé le 18.9.39 et est décédé le 5 Novembre 1941 de "tuberculose pulmonaire" à la Maison de Santé de Fort-d'Aurelle, Hospice de Montpellier (Hérault) où il était depuis le 22.7.40 en traitement d'une commotion ressentie en juin 40, au cours du repliement de son unité cantonnée à Messigny (Côte-d'Or).

Cet agent était marié et père d'un enfant âgé actuellement de 7 ans.

Conformément aux instructions de la lettre P 7938 du 29.7.42, Mme Vve PETET a bénéficié depuis le 5.11.41 de l'allocation mensuelle constituant une avance à valoir sur la pension militaire susceptible de lui être allouée par l'Etat.

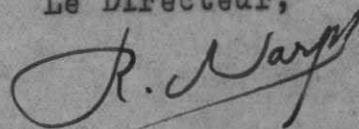
Or, cette dame après avoir effectué les démarches utiles en vue de l'obtention de la dite pension a été avisée le 10.6.43 par lettre du Secrétariat d'Etat à la Défense (dont ci-joint copie) que sa demande ne pouvait être accueillie favorablement. Ayant fait appel de cette décision au début d'Août 1943, elle vient de se voir confirmer le rejet de sa demande par jugement rendu le 25.7.46 par le Tribunal des Pensions de Besançon.

En conséquence, nous avons suspendu le paiement de l'allocation à compter du 1.9.46.

Compte tenu de ce qui précède, Mme PETET qui est remariée depuis le 25.10.45 avec M. RONDOT, préposé des douanes se trouve ainsi redevable envers la SNCF d'une somme de 62.969 f. représentant les allocations qui lui ont été versées du 5/11/41 au 31/8/46.

Conformément aux dispositions du nota de l'instruction jointe à votre lettre P 599 du 22 Avril 1944 et compte tenu du résultat de l'enquête effectuée par le Service Social (également ci-jointe) j'ai l'honneur de vous proposer soit de considérer cette somme comme acquise en totalité à cette dame au titre "Secours de guerre", soit de ne faire reprise que des sommes payées depuis son remariage (période du 25.10.45 au 1.9.46) soit 9222 f.

Le Directeur,



Le 1.186



3 0 OCTO 1946

Ière

N/

Pe 977

Monsieur le Directeur  
de la Région de l'EST,

Par lettre MT.G2B4/6.003 du 25 Octobre 1946, vous m'avez soumis la situation de Mme Vve PETET dont le mari, ex-ajusteur au Dépôt de BELFORT, est décédé le 5 Novembre 1941 à l'Hospice de MONTPELLIER où il avait été admis le 22 Juillet 1940 à la suite d'une commotion ressentie en Juin 1940 au cours du repliement de son régiment.

Mme PETET, qui avait bénéficié de l'allocation servie aux veuves d'agents mobilisés décédés aux Armées, vient de se voir refuser le bénéfice d'une pension militaire.

Etant donné que Mme PETET aurait déclaré, d'après le rapport de l'Assistante Sociale, qu'elle désirait voir cesser le paiement de l'allocation servie par la S.N.C.F. si un remboursement ultérieur pouvait lui être réclamé, et que néanmoins Nos services ont continué les paiements périodiques de l'allocation, j'estime qu'il n'y a pas lieu de faire rembourser à l'intéressée des sommes qui lui ont été versées tant avant qu'après son remariage.

P. le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Philippe

I5.I0.46  
PR.GG  
MTO.CI.8879

PARIS, le

16 OCT 1946

SERVICE  
CENTRAL P

19 OCTO 1946

Service Central du Personnel.

Je vous transmets ci-joint pour examen et avis une correspondance échangée avec la Mairie de Courbevoie au sujet d'allocations militaires précédemment versées à l'épouse d'un de nos agents déporté en Allemagne et dont on est sans nouvelles, Mr. PHILIPPE, Mle I39684, A/Ouvrier aux Ateliers de Levallois.

La lettre du 4 Octobre de la Mairie de Courbevoie indique que Mme PHILIPPE a été radiée des allocations militaires parce qu'elle recevait un secours mensuel de la SNCF. Elle mentionne dans cette même lettre que les Epouses d'employés d'Administration qui perçoivent le salaire du mari n'ont pas droit à cette allocation.

Nous estimons cependant que le secours versé par la SNCF ne doit pas faire obstacle au paiement des allocations militaires dont le montant doit venir en déduction de notre secours.

6.P.J.

Je vous demande de me faire connaître  
votre décision à ce sujet.

Le Chef de la Subdivision de la Comptabilité

*G. Clément*

*Pe 1.165*



23 OCTO 1946

Lr.9

PHILIPPE

lère

N/

Po 963

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité du Service du M.T.

Région de l'OUEST.

Par lettre MTO Ci 8879 du 16 Octobre, vous m'avez transmis une correspondance échangée avec la Mairie de Courbevoie qui a supprimé les allocations militaires qu'elle versait précédemment à Mme PHILIPPE, dont le mari, aide-ouvrier aux ateliers de Levallois, n'est pas rentré d'Allemagne où il avait été déporté.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient d'indiquer à la Mairie de Courbevoie que nous avons payé à Mme PHILIPPE, jusqu'au 30 Septembre 1945, la totalité de la rémunération qu'aurait perçue son mari s'il était resté en service, <sup>mari</sup> qu'à partir de cette date, nous ne lui attribuons plus qu'une allocation bienveillante, égale à la demi rémunération de son mari, cette allocation étant servie à titre d'avance sur la pension de l'Etat.

Dans ces conditions, s'il peut paraître normal que la Mairie de Courbevoie refuse de payer les allocations militaires à Mme PHILIPPE pour une période pendant laquelle elle a reçu la totalité de la rémunération de son mari, il n'est pas normal que ces allocations ne lui soient plus payées par la suite, étant donné que ce que verse la S.N.C.F. <sup>est</sup> simplement pour

...

Fdez

but de venir provisoirement en aide à cette dame, en attendant que l'Etat liquide la pension de victime de guerre.

Ci-joint en retour les pièces communiquées.

Pour le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

XIII

LOGEMENT DU PERSONNEL

Soix



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-EST

DIRECTION

Référence à rappeler :

N° P.E. II.

SERVICE  
CENTRAL P

PARIS, le 9 DEC 1946 193

20, BOULEVARD DIDEROT, 20  
ESCALIER de la TOUR - (Escalier D)

Téléphone : { DID. 85-10  
- 86-10  
- 99-80

Monsieur LE DIRECTEUR du SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL.

=====

3 p. j.  
J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Service VB est saisi par Mme POIX, Gabriel, veuve d'un Cantonnier (SM), décédé à la suite de maladie le 1er Février 1944, de la demande ci-incluse en vue de bénéficier des dispositions de la lettre de M. le Directeur Général Pe 1221 du 5 Novembre 1945.

Le Cantonnier POIX, mobilisé du 5 Septembre 1939 au 5 Octobre 1940, était atteint d'infiltration cortico-pleurite dans la région moyenne du poulmon gauche, ainsi qu'en fait foi le certificat dont ci-joint copie, délivré par le Service de Santé de la 14ème Région militaire, en Juin 1940.

A la suite du décès de son mari, Mme POIX ayant formulé une demande de pension militaire, l'Intendant militaire de Privas a, par certificat également ci-joint en date du 21 Septembre 1945, reconnu le droit de l'intéressée à des avances sur la pension proposée en sa faveur.

Il ne semble donc pas douteux que le décès du Cantonnier POIX soit imputable à une maladie contractée aux Armées.

Dans ces conditions, je n'aurais pas d'objection à accorder satisfaction à Mme Vve POIX, par extension du régime prévu au 1° et au paragraphe A du 2° de la lettre Pe 1221 précitée à l'égard des ayants-droit des Agents tués hors service par faits de guerre (mobilisés et assimilés).

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître votre décision.

J'ajoute que le Cantonnier POIX totalisant 5 ans 8 mois d'affiliation le règlement de sa situation à la S.N.C.F. a été effectué par le remboursement à sa Veuve des retenues opérées pour la Caisse des Retraites sur ses appointements.

P. LE DIRECTEUR DE LA RÉGION DU SUD-EST  
L'INGÉNIEUR EN CHEF

*[Signature]*

23/3/9/3

10 C. 4-2

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST  
VOIE ET BATIMENTS  
Service Général  
Personnel  
PB.2

Paris, le 7 janvier 1949

PIQUEPAILLE

*pour Dir*

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Attaché à la Direction Régionale

L'aide-ouvrier PIQUEPAILLE Henri, d'Ussel, ayant été tué le 10 juin 1944 au cours d'un engagement entre Résistants et troupes allemandes, nous avons été amenés à verser à sa mère, à partir du 11 juin 1944 (lendemain du décès), l'allocation prévue par la lettre P. 7.938 du 29/7/42, allocation constituant, aux termes de ladite lettre, une avance sur la pension que Mme PIQUEPAILLE était susceptible de recevoir de l'Etat. Mais, Mme PIQUEPAILLE n'avait pas été instituée déléataire de traitement par son fils. Dans ces conditions, conformément aux dispositions de votre transmission Pl. n° 1957 du 10/7/1946 sur lettre Pe. 28 du 7/1/1946, le Bureau de la Solde a cessé de payer à l'intéressée, à partir du 1er juillet 1946, l'allocation prévue par la lettre P. 7.938, et les sommes ainsi versées (soit 28.046 frs.) ont été considérées comme "secours bienveillants".

Or, d'après les correspondances ci-jointes en communication, Mme PIQUEPAILLE ayant formulé le 3 janvier 1948, auprès de l'Autorité militaire, une demande de délégation de solde du chef de son fils, va percevoir maintenant des prestations de l'Etat. Il semble alors que la somme de 28.046 francs versée à la mère de notre ex-agent au titre de la lettre P. 7938 ne devrait plus être considérée comme "secours bienveillant", mais à nouveau comme "avance sur pension de l'Etat" et que le remboursement devrait en être demandé à Mme PIQUEPAILLE.

Je vous prie de vouloir bien nous faire connaître si vous partagez cette manière de voir.

P/LE CHEF DU SERVICE DE LA VOIE  
ET DES BATIMENTS

signé: BLONDEL

REGION DU SUD OUEST  
DIRECTION  
Pl. N° 814

Copie transmise SERVICE CENTRAL P 14 MARS 1949  
à Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel

en le priant de bien vouloir nous faire connaître si, compte tenu de la modicité des ressources de Mme PIQUEPAILLE, nous pouvons faire

...

- 8 p. -

(1) Ressources indiquées sous la lettre, ci-jointe, du 2<sup>nd</sup> mars 1949 de l'Arms<sup>t</sup> de l'Armée

A abandon de tout ou partie de la somme de 28.046 frs. versée à l'inté-  
ressée au titre de la lettre P. 7938 du 29 juillet 1942.

Paris, le 14 MARS 1949

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

N/Réf. Pe 153

RETOURNE à Monsieur le Directeur  
de la Région du SUD-OUEST,

D'ACCORD pour A).

Paris, le 14 MARS 1949

/Le Directeur,

L'Ingénieur en Chef

Signé: ANDRÉ



11 DEC 1946

M<sup>me</sup> POIX

1ère

N/ Pe 1049

307.

Monsieur le Directeur  
de la Région du Sud-Est,

Par lettre PE II du 9 Décembre, vous m'avez demandé s'il convenait de faire bénéficier des dispositions de la lettre PE 1221 du 5 Novembre 1945, Madame POIX, dont le mari est décédé le 1er Février 1944 des suites d'une maladie contractée pendant sa mobilisation; et vous m'avez indiqué que Madame POIX devait bénéficier prochainement d'une pension de veuve de guerre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que dans ces conditions, il convient de faire bénéficier Madame POIX des avantages prévus par la lettre PE 1221.

P/ le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

fda

Sorte

- 5 MARS 1947 -

MINISTÈRE  
DES  
ANCIENS COMBATTANTS  
ET  
VICTIMES DE GUERRE

CABINET DU MINISTRE

B6 78 CP

Paris, le 5 MARS 1947

Le MINISTRE des ANCIENS COMBATTANTS  
& VICTIMES de GUERRE

à

Monsieur le Directeur Général de la S.N.C.F.  
88 Rue Saint-Lazare - PARIS



J'ai l'honneur de vous remettre inclus  
une note qui m'est transmise par M. MONDON, Député  
de la Moselle, et qui concerne Mme Veuve PORTE,  
domiciliée 57 Rue Millebrand à NOVEANT (Moselle), dont  
le mari est décédé en Allemagne. Mme PORTE désirerait  
obtenir une pension en raison des 25 années de service  
accompli par son mari à la S.N.C.F.

Je vous serais obligé de bien vouloir  
faire procéder à un examen bienveillant de cette  
question, et de faire connaître directement à M.  
MONDON, la suite qu'il vous est possible de réserver  
à son intervention.

*F. Mitterand*





Le 102

22 MARS 1947

Monsieur le Député ,

Le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre vient de me transmettre, en me demandant de vous renseigner directement, la lettre ci-jointe de Mme PORTE, domiciliée 57, rue Millerand à Novéant (Moselle), veuve d'un lampiste de la Société Nationale des Chemins de fer français mort en déportation.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application des dispositions bienveillantes prises par la S.N.C.F. en faveur des ayants-droit des agents de chemins de fer victimes de la guerre, il vient d'être attribué à Mme PORTE une allocation égale à la totalité des prestations familiales, augmentée de la moitié des éléments de rémunération qu'aurait perçus son mari sur la base des traitements successivement en vigueur mais diminuée des allocations militaires qui lui sont payées par l'Etat.

Le rappel dû au titre de cette allocation bienveillante pour la période du 1er octobre 1945 au 31 mars 1947, sera réglé le 1er avril prochain à l'intéressée qui recevra ainsi, déduction faite des avances déjà payées, une somme nette de 60.022 frs.

Cette allocation continuera à être versée à Mme PORTE sur le taux annuel de 95.094 frs aussi longtemps que l'Etat maintiendra aux ayants-droit de ses fonctionnaires victimes de la guerre, la délégation d'office de traitement instituée par le décret du 9 avril 1940. A partir du moment où l'Etat supprimera le régime de la délégation d'office (dans l'état actuel des textes le 1er avril 1947), la S.N.C.F. remplacera l'allocation susvisée par un secours renouvelable égal à la pension de réversion maximum prévue par le Règlement de retraites de la S.N.C.F. (3/8èmes de la rémunération de l'agent) déduction faite de la pension allouée par l'Etat.

Toutefois, la pension de réversion réglementaire acquise par Mme PORTE du fait des années de service accomplies par son mari au chemin de fer sera liquidée sous peu. Comme cette pension n'est pas cumulable avec les avantages bienveillants susvisés, seule la répartition des différents éléments sera modifiée sans que varie le total des sommes versées à l'intéressée - actuellement 95.094<sup>2</sup> par an -.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Député, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Monsieur MONDON  
Député de la Moselle  
Assemblée Nationale  
- PARIS -

LE DIRECTEUR GENERAL ,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le

88, Rue Saint-Lazare (9\*)

## 1. DIVISION

Ref.

Madame Veuve QUEGUINER

36, rue Anne-de-Bretagne

ST-BRIEUC

(Côte-du-Nord)

Madame.

Par lettre du 28 Mai dernier, vous avez bien voulu me demander si les récentes mesures relatives à l'augmentation du secours accordé aux veuves et orphelins des agents tués en service ou décédés des suites de leurs blessures pourraient être reportées à une date antérieure au 1er Mars 1943.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les dates limites pour l'ouverture du droit aux nouveaux taux ont été fixées au 1er Mars 1943 pour le secours accordé par la S.N.C.F. et au 11 Février 1943 pour celui accordé par le Comité de Solidarité.

~~Le décès de votre mari remontant au 14 Février, vous bénéficierez ainsi des nouveaux taux accordés par le Comité de Solidarité.~~

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Directeur,

Lith. A.C.M. 1

*nouveau  
 les lois applicables  
 en fait à la partie de  
 11 Février et en vertu de  
 à l'acte du 14 Mars 1943  
 14 Mars 1943  
 Par lettre  
 voulu me demander  
 à l'augmentation  
 orphelins des  
 des suites de  
 tées à une date  
 J'ai l'hon  
 dates limites p  
 taux ont été fi  
 cours accordé p  
 pour celui acc*

*D'une certaine  
inspiration du  
seigneur qui vous  
a été accordée*

Re

Signature

Quervel

---

Signature de M<sup>me</sup> QUERVEL  
venue d'un dépôt.

trois fr quine



1609

jamais eu aucune nouvelle  
en ce qui le concerne.

En espérant que vous  
réserverez un accueil favorable  
à ma demande, je vous prie  
d'agréer, Monsieur, mes  
respectueuses salutations.  
M. J. Guérin

14 NOV 1945

M. le Directeur du La Répar EST

- En te priant de bien vouloir me renseigner sur  
la situation de M<sup>me</sup> Guérin à cet égard, ainsi  
qu'il te sera appliqué les instructions relatives  
à la situation des déportés non rentrés (P1259, P1271, P495,  
P1062, P1155, P1221)

Le Directeur,

L'Ingénieur,

COMMUNICATION  
1945  
du 14 NOV 1945  
A RETOURNER AU  
SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

Inspecteur  
Signé: CLÉMENT

Pe 1915

1 copie  
copie à Ex  
on le prie de bien  
souhaiter de bien  
vouloir m'adresser mon  
projet de réponse.  
Pris le 22 NOV 1945

Saint-Dizier le 9. 11. 45.

1001  
Madame Guénel Henri  
10 rue de l'Ance  
Saint-Dizier (H. Collange)

Monsieur,

M. Monnier (P)  
46/41  
J'ai l'honneur de solliciter  
de votre haute bienveillance, afin  
de me faire parvenir un secours  
ou acompte.

Étant donné, les difficultés  
et me trouvant totalement sans  
ressources, je me vois dans l'obliga-  
tion de vous demander de vouloir  
bien faire diligence.

Mon mari était agent à  
la Compagnie à St-Dizier.

Il fut déporté à Compiègne  
le 12 août 1941 et déporté pour  
l'Allemagne le 6 juillet 1942.

Depuis cette date, je n'ai

J. JANV 1946

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS de FER FRANÇAIS  
RÉGION EST

Paris, le 29 DEC 1945

DR/P. 28

4736

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel

Par communication Pe 1985 ci-jointe, en retour, vous avez bien voulu me demander de vous renseigner sur la situation de Mme QUERUEL, femme du surveillant de Saint-Dizier, déporté par les Allemands depuis le 12 Août 1941, et dont elle est sans nouvelles.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme QUERUEL a reçu une allocation mensuelle égale aux  $\frac{3}{4}$  de la rémunération de son mari pour la période du 13 Août 1941 au 30 Novembre 1944 et une allocation mensuelle égale à la totalité de son traitement du 1er Décembre 1944 au 30 Septembre 1945.

Par suite de la liquidation à la date du 1er Octobre 1945 de la situation des agents déportés dont on est sans nouvelles, le questionnaire prévu par votre lettre Pe 1155 du 22 Octobre 1945 a été adressé à Mme QUERUEL le 26 Novembre dernier.

Toutefois, pour tenir compte de la suppression de l'allocation mensuelle et en attendant que Mme QUERUEL bénéficie des avantages prévus en faveur des ayants droit d'agents dont on est sans nouvelles (application de vos lettres Pe 1155 du 22-10-45 et Pe 1221 du 5-11-45), mon Service de l'Exploitation lui fait payer un acompte de 2.000 Frs à valoir sur les sommes qui lui reviendront pour les mois d'Octobre et de novembre écoulés.

POUR LE DIRECTEUR  
L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction

*Hannu*

Pe 8



5 JAN 1946

Ière

N/ Pe 20

Madame QUERUEL

104, rue de l'Aune  
SAINT-DIZIER  
Hte-Marne

Madame,

Comme suite à votre lettre du 9<sup>e</sup> Novembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la Région de l'EST dont dépendait votre mari, ancien déporté non rentré en France, vous a fait mandater un acompte de 2.000 Francs à valoir sur les sommes qui vous seront attribuées par la S.N.C.F., pour tenir compte de votre situation qui sera réglée de la façon suivante:

Le quart de la rémunération de votre mari qui avait été mis en réserve pour son retour, vous sera versé mensuellement et vous recevrez tant que l'Etat maintiendra en faveur des ayants droit de ses Fonctionnaires décédés par faits de guerre, le régime de la délégation d'office, une allocation servie à titre d'avance sur la pension de l'Etat, allocation égale à la moitié des éléments soumis à retenues que percevrait votre mari, augmentée de la moitié de l'indemnité de résidence et, le cas échéant, de la totalité des allocations familiales. Il vous sera ensuite attribué un secours ayant pour but de porter le total des prestations que vous recevez, tant de l'Etat que de la S.N.C.F., aux 3/8 de la dernière rémunération soumise à retenues que recevait votre mari.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

P. le DIRECTEUR,

L'Ingénieur,

Signé : PARIS

CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr. \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre :

Réseau ou Pays destinataire :

Gares de trit :

LOTISSEMENT EST

B

CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>se</sup>

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane ».

Complet ou Groupement condit<sup>el</sup> (B)

Guillard



Commissaire Recourt

Nous avons recueilli 3  
certificats de décès attestant le  
décès à Munich de M. Guillard.

Ces pièces ont été transmises au  
Ministère le 10-11-45, jusqu'ici  
nous n'avons reçu aucune confirmation  
à l'avis officiel.

Votre bien dévoué,

24  
1  
46

Son Pm.

lit

## Demande

Nom: FAYARD  
Date de naissance: 6 Juin 1902  
Situation de famille: Marié - 1 enfant  
Grade à la S.N.C.F.: Chef de manoeuvres  
Résidence de service: Paris  
Grade militaire: Sergent  
Domicilié à: Paris, 20 Bd. Diderot  
actuellement à: Stalag VII B - N° Mle 2151 - Kd° 392<sup>B</sup>

Exposé des motifs rendant nécessaire la mise en congé de captivité:

Agent indispensable assurant un emploi très important et dont l'absence prolongée est très préjudiciable à la bonne marche du service.

En raison des connaissances spéciales et de l'expérience acquise par l'intéressé, ainsi que du temps nécessaire pour sa formation professionnelle, il ne nous est pas possible de pourvoir à son remplacement par un agent nouveau.

SM/6

SERVICE CENTRAL 27 DEC 1945



PARIS, le 26 DEC 1945

MTO/PA

Monsieur le Directeur Général  
(Service Central du Personnel)

M. QUILLARD Roger, ajusteur aux Ateliers de Sotteville Q.M., a été détaché à la D.R.B. en Octobre 1942.

Il est décédé le 3 Avril 1945, à l'hôpital Kratenhaus Schabing à Munich, des suites de maladie. Ci-joint, copie du certificat établi par trois de ses camarades.

Nous avons cessé de payer l'indemnité d'éloignement à sa mère (M. QUILLARD était célibataire) en Août dernier. Nous lui avons néanmoins accordé un secours de 1500 Frs pour tenir compte des frais du Service religieux qu'elle avait fait célébrer à la mémoire de son fils en Juillet dernier.

Par lettre dont ci-joint copie, la Maison du Prisonnier et du Déporté de la Seine-Inférieure prétend nous faire continuer le paiement de l'indemnité d'éloignement, arguant du fait que le décès de M. QUILLARD n'est pas officiel, et rapportant inexactement le décès à un accident du travail.

Je vous serais obligé de me confirmer que cette demande n'est pas recevable.

3 P.J.

LE DIRECTEUR

2433

P.S. - Nous avons accusé réception parant et  
simplement à la Maison du Prisonnier

Pe 111



24 JAN 1946

1

Pe 438

Monsieur le Directeur  
de la Région OUEST

Objet: Situation  
de M. QUILLARD

Par lettre MTO/PA du 26 décembre dernier, vous m'avez soumis le cas de M. QUILLARD Roger, ajusteur aux ateliers de Sotteville, qui, détaché à la D.R.B. en octobre 1942, serait décédé en avril 1945 à l'hôpital de Munich.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun acte officiel de décès n'ayant été établi, il convient, par application de ma lettre Pe 438 du 24 mai 1945, de continuer à payer jusqu'au 30 septembre 1945 l'indemnité d'éloignement aux ayants-droit de M. QUILLARD. A partir du 1er octobre 1945, il y aura lieu, si la mère de M. QUILLARD remplit les conditions fixées par la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 de payer le régime transitoire prévu en faveur des ayants-droit des agents tués par faits de guerre. Jusqu'à plus ample informé, il convient de considérer que M. QUILLARD est décédé à la suite d'une maladie hors service.

P. le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé: FATALOT

*M. F. Guine*

4

MAISON DU PRISONNIER ET DU DEPORTE  
de la SEINE-INFERIEURE

Rouen, le 20 novembre 1945

Service: Secrétariat Social  
Réf. : D.338 JC/JB n° 1443

SERVICE FINANCIER  
SOTTEVILLE QUATRE MARES

Monsieur le Directeur,

Veillez trouver inclus copie de la lettre qui nous est adressée par le Conseiller Juridique de nos Services centraux.

Je crois devoir vous rappeler qu'il s'agit d'une affaire QUILLARD.

Le nommé QUILLARD Pierre ayant été désigné par vous pour le travail obligatoire en Allemagne, y a trouvé la mort par suite d'un accident du travail. Vous avez supprimé à Mme QUILLARD, depuis Juillet, la délégation de solde qui lui était servie. J'ose espérer que les mesures dilatoires employées par vous, pour justifier cette suppression, vont être entachées de nullité et que Mme QUILLARD touchera dans les délais les plus rapides, la mensualité qui lui était allouée, sans préjudice du rappel.

Veillez me tenir au courant de la suite donnée à la présente réclamation.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes distingués sentiments.

Pour le Directeur,  
Le Secrétaire Social,  
Signé: F. DEWASME.

MINISTERE  
des PRISONNIERS DE GUERRE  
DEPORTES & REFUGIES

Paris, le 13 novembre 1945

DIRECTION DES AFFAIRES  
SOCIALES

Service des Questions  
Familiales

MAISON DU PRISONNIER ET DU DEPORTE  
de la Seine-Inférieure

Références à rappeler:

A.S.C.T. N°

K - B/EK

R O U E N

OBJET: Délégation de solde

Madame,

En réponse à votre lettre du 31 octobre, référence D.338 JC/JB n° 1378, je m'empresse de vous aviser que tant que le décès du travailleur en Allemagne n'a pas été officiellement connu, la S.N.C.F. doit continuer à verser à la mère, une délégation de solde.

Par la suite, et lorsqu'il sera avéré que ce jeune homme est mort, sa mère aura droit à une pension d'ascendant; elle devra la demander aux représentants du Ministère des Pensions de son département.

Veuillez agréer, Madame, mes meilleures salutations.

Mme KRAEMER-BACH  
Conseiller juridique.



QUILLARD Roger

décédé le 3 avril 1945, par suite de maladie, à l'Hôpital:

KRATENHAUS SCHWABING

Inhumé au Cimetière: WESTFRIEDHOF, le 7 avril 1945

Allée 102 B - Tombe n° 201

---

Le 23 mars 1945, QUILLARD obtenait une cessation de travail pour blessure à la jambe gauche, par le Docteur POLLAK de la R.A.W. (blessure sans gravité). Le 26 mars, il était transporté à l'Infirmierie du Camp, se sentant indisposé.

Le 29 mars, la fièvre ne baissant pas (39°8) "l'infirmier" lui donne des comprimés.

Le 31 mars on doit faire venir le Docteur Russe BAZARNY qui déclare "forte angine" (40° de fièvre). Le 2 avril au matin, devant l'extrême faiblesse et le forte fièvre (40°4) l'on fait venir à nouveau le docteur russe qui maintient "forte angine". Le délégué du Camp faisant remarquer qu'il est impossible de lui donner les soins nécessaires à l'Infirmierie, le docteur demande son transfert à l'hôpital. Le Chef de Camp le fit transporter immédiatement par un cabriolet à cheval.

Dans la nuit du 2 au 3 avril 1945, entre 3 et 4 heures, notre camarade meurt: Salle 79.M.6

Il nous a été impossible de le voir après sa mort.

Signé:  
CHEVALIER Bernard

Signé:  
LEBLANC Etienne

Signé:  
GUILLEUX Roger.

Ramey

M. le Directeur de la Région Sud-Est



En le priant de bien vouloir me renseigner sur la situation  
de M. RAMEY.

S'il se trouve que l'intéressé a démissionné  
pour consacrer son activité à la Résistance, il y a lieu de  
faire application à sa venue des dispositions de lettres P1259,  
P1271, P 1441 et P 1221.

18 JAN 1946

Le Directeur  
L'Ingénieur  
*[Signature]*



PAXY  
M. Bastien.  
Pourriez-vous bien préparer  
la réponse à ma signature

22 JAN 1946  
LE DIRECTEUR DE LA RÉGION DU SUD-EST  
L'INSPECTEUR PRINCIPAL ADJOINT

*[Signature]*



Je desirerais aussi obtenir du Ministère des  
Précisions sur le décès et sur la situation militaire  
de mon fils.

Je voudrais également prendre contact  
avec l'amicale des déportés de Mauthausen  
et avec les chefs de la France combattante

Encore une fois Monsieur le Directeur Général,  
Je m'excuse de vous importuner, mais vous  
comprendrez ma situation et j'espère que vous  
voudrez bien m'aider dans la mesure du possible.

Je vous prie de croire Monsieur le Directeur  
Général, à mes sentiments très respectueux

Willy

Alfred Ramey  
Maire - Conseil Général  
St Privat d'allier (Haute. Gironde)

Gare Ministriel d'allier

Ne pouvant abandonner son poste à Dijon  
il essaya vainement de faire renouveler son contrat  
et ignorant le vrai état de sa personnalité, n'ayant  
pu encore une fois solliciter votre intervention, il  
fut déclaré démissionnaire d'office de la SNCF.

Arrêté par la Gestapo à Dijon le 9 mars 1944  
il a été interné à la prison de Dijon jusqu'au 2 avril  
date à laquelle il fut relâché sur Thurmuck, puis  
sur Bachau et enfin sur Mauthausen où il est  
décédé le 17/2/45.

Je n'ignore pas qu'officiellement il n'est plus  
rattaché à la SNCF. mais la décision a été prise  
sous le régime de Vichy.

Il nous laisse une veuve qui n'a pas encore  
21 ans et un enfant de deux ans.

A Je serais donc désireux de savoir si la SNCF  
peut faire quelque chose pour lui.

C'est pourquoi je serais désireux de me  
rendre à Paris vers la fin du mois et que je  
permets de vous demander s'il ne vous serait  
pas possible :

1. de m'accorder une courte entrevue

2. de m'accorder un transport gratuit pour moi-même

pour ma belle-fille et pour ma famille (Ma  
belle-fille et ma fille ont connu le chef qui  
de Paris dirigeait le centre de Résistance de  
Dijon et pourraient m'aider dans mes recherches)



16 JAN 1946  
St Privat d'allier H.E. / le 13 / 1 / 46.

V.B. N° 4

23 JANV 1946

CENTRAL DU PERSONNEL

Monsieur Goursat  
Directeur Général de la S.N.C.F.  
Paris,

Monsieur le Directeur Général,

Vous trouverez grande la liberté que je prends  
de lui adresser à vous. J'espère néanmoins que  
vous m'excuserez lorsque vous comparerez le but de ma requête

M. Philippe Ramey Roger était piqueter à  
la S.N.C.F. service T.B. à Breuville, Haute-Saône.  
Il arrivait du Puy où il s'occupait activement de la  
Résistance - Engagé volontaire pour la durée de la  
guerre et ayant été démobilisé le 15 août 1940 comme  
aspirant de l'aéronautique maritime il fut sollicité  
par les chefs de la France combattante de prendre  
la direction de base d'opérations aériennes de la  
Côte d'Or et de certaines régions limitrophes. Il  
accepta la mission - Et demanda alors par la voie  
ordinaire, un congé ~~motivé~~ sans solde qui lui  
fut refusé. C'est pourquoi par l'intermédiaire d'un  
personnage, dont nous ignorons l'identité, il vous fut  
présenté et obtint satisfaction.

Courant janvier il reçut l'ordre de  
l'Ingénieur en chef de l'aménagement de Clermont  
Feraud de reprendre son nouveau poste de  
piqueter (à moi-même si mes souvenirs sont exacts).



M Paris

M. JOURNAL n° - par Binkley &  
 Bureau de l'Épistémologie

Il faut par nous en pouvons pas  
 donner de permis.

Mais il convient de se réunir en  
 SE sur les conditions dans lesquelles  
 on se agit à la direction d'aujourd'hui.

Si on a en vue de la direction d'aujourd'hui,  
 il y a un - fait pour lui à partir de S -  
 et un pour le Bureau  
 d'aujourd'hui. Mais comme l'état actuel sans  
 la direction, il y a peut-être un rapport - faire  
 pour le fait d'aujourd'hui?

Date de chargement : \_\_\_\_\_  
Nature }  
du chargement }

**DÉTAIL P. V.**

Poids : \_\_\_\_\_

# **COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>** **GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de trit : \_\_\_\_\_

**Complet ou Groupement cond**

SERVICE CENTRAL P 22 FEV 1946

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS

PARIS, LE

21 FEV 1946  
20, Bd DIDEROT (12<sup>e</sup>)

RÉGION DU SUD-EST

DIRECTION

Pe VII

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,

En réponse à votre communication  
ci-jointe du 18 janvier dernier, j'ai l'hon-  
neur de vous faire connaître que Mme RAMEY  
Roger, veuve de l'ex-piqueur à l'essai  
considéré comme démissionnaire à dater du  
7 février 1944, vient de nous apporter la  
preuve que son mari avait quitté son service  
à la S.N.C.F. pour s'agréger à un organisme  
de résistance auquel il a été incorporé le  
1er septembre 1943.

En conséquence, je donne les ordres  
utiles pour que Mme RAMEY bénéficie des  
dispositions de vos lettres P.1259, P.1271,  
P.1441 et Pe.1221.

LE DIRECTEUR DE LA RÉGION DU SUD-EST  
L'INSPECTEUR PRINCIPAL ADJOINT

*[Signature]*

Pe 278



23 FEV 1946

Ramey

Re n° 254

Monsieur Alfred RAMEY  
Maire-Conseiller Général  
Saint-Privat d'Allier  
(Haute-Loire)

Monsieur le Conseiller Général,

Par lettre du 13 janvier 1946, vous m'avez demandé ce qu'entendait faire la S.N.C.F. à la suite du décès survenu en Allemagne où il avait été déporté, de votre fils Roger, ex-piqueur à Brioude, qui avait été déclaré démissionnaire d'office le 7 février 1944.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à la suite des renseignements complémentaires qui ont été fournis à la Région Sud-Est par Mme RAMEY veuve de votre fils, nous accorderons les avantages suivants prévus en faveur des ayants-droit de nos agents décédés au cours de leur déportation par nos instructions. Mme RAMEY recevra la rémunération intégrale qui aurait été payée à votre fils, pour la période comprise entre le 7 février 1944, date à laquelle il a été déclaré démissionnaire d'office, et la date de son décès, ou le 30 septembre 1945 si le décès de votre fils n'a pas été établi officiellement.

Par la suite, et tant que l'Etat maintiendra en faveur des ayants-droit de ses fonctionnaires décédés par faits de guerre le régime de la délégation d'office instituée par le décret du 9 avril 1940, nous attribuerons à Mme RAMEY, à titre d'avance sur la pension qu'elle doit recevoir de l'Etat, une allocation égale à la moitié des éléments de rémunération soumis à retenues et de la moitié de l'indemnité de résidence qu'aurait

*ainsi fait - qu'en*

.....

perçus son mari à la date de son décès. Cette allocation devra être remboursée jusqu'à concurrence du montant des arrérages de la pension de l'Etat, l'excédent éventuel étant acquis à Mme RAMEY à titre de secours.

Lorsque ce régime prendra fin, c'est-à-dire vraisemblablement lorsqu'interviendra le décret constatant la cessation des hostilités, nous attribuerons à Mme RAMEY un secours ayant pour but de porter les prestations servies tant par l'Etat que par la S.N.C.F. aux 3/8 de la dernière rémunération soumise à retenues de son mari. Ce secours sera considéré comme une pension et révisé comme les pensions.

Vous m'avez demandé également s'il m'était possible de vous accorder une courte entrevue, ainsi qu'un permis de transport gratuit pour vous même, votre belle-fille et votre famille.

J'ai le regret de vous informer qu'il ne m'est pas possible de donner satisfaction à ces deux demandes.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Général, l'assurance de ma considération distinguée

Le Directeur Général,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Transmis à Monsieur le Directeur  
de la Région SUD-EST

Comme suite à sa lettre Pe VII du 21 février 1946.

Le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Raymond



21 JUIL 1948

FÉDÉRATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS & VICTIMES DE GUERRE  
DES CHEMINS DE FER DE FRANCE ET DE L'UNION FRANÇAISE

Affiliée à l'Union Française des Associations de Combattants (U. F. A. C.)

SIÈGE SOCIAL :

61, Rue d'Anjou - PARIS (8°)

Tél. : ANJOU 71-52

C. Ch. Postaux Paris 1324.32

Paris, le

15 JUIL 1948

N° 397 S

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur le cas particulier de Mme RAYNAUD, veuve de l'ex-mécanicien de route RAYNAUD Georges de Bordeaux Bastide.

Ce dernier entra à l'ex-Réseau P.O. à Brive en 1923 comme apprenti où il resta jusqu'à son départ au service militaire le 10 Mai 1927.

Libéré en Novembre 1928, il ne fut, par suite de compression d'effectifs, réintégré que le 16 Octobre 1930, ce qui lui fit perdre près de 4 ans de services. 14 octobre 1929

Notre camarade étant décédé en captivité, il en résulte que sa veuve ne peut avoir de reversion de pension, le total des services de l'intéressé se chiffrant à 14 ans 1 mois et 6 jours (y compris 1 an 1/2 de service militaire).

Pour permettre à Mme Vve RAYNAUD d'obtenir cette pension de reversion la carrière de son mari pourrait être reconstituée conformément à votre note Pc 493 du 22 Novembre dernier puisqu'il était entré comme mineur et qu'il a perdu 4 ans en raison de son appel tardif.

Aussi vous demanderais-je de vouloir bien intervenir auprès du Service intéressé afin qu'il soit procédé à cette révision.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

Le Secrétaire Général,

  
V. LEYGNAT

Monsieur CHAMBON, Directeur du Service Central du Personnel

Pe 584

le  
M.  
M. le Directeur de la Région du Sud-Ouest

S.N.C.  
REG. 04 DU SUD-OUEST

29 JUIL 1948

En le priant de bien vouloir me renseigner.

M. Reynaud n'a-t-elle pas été admise  
au régime prison par la lettre Pe 1221 du 5. XI. 45?

Le Directeur,

L'Inspecteur,

*Cher*

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
Service Central du Personnel  
2, Rue Saint Lazare, PARIS (2)

16  
25 AOUT 1948

COMMUNICATION  
584  
du 28.7.1948  
A RETOURNER AU  
SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

52.21.23.8

RECEV.  
CENTRAL 1

25 AOUT 1948

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST  
Direction

Paris, le

24 AOUT 1948

Pl N° 3369

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel

VR: Pe 584 du 28-7-48

Suite à votre communication, rappelée ci-contre, d'une requête présentée par la Fédération Nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre des Chemins de fer de France et d'Union Française, concernant M. RAYNAUD Georges, ex-mécanicien de route au dépôt de Bordeaux-Bastide, décédé en captivité le 21 mai 1943.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cet ex-agent, ancien apprenti de la promotion 1921-1924, puis mineur ouvrier confirmé le 1er octobre 1925, avait démissionné le 10 mai 1927 pour accomplissement du service militaire; libéré le 27 octobre 1928, il avait été réadmis le 14 octobre 1929. La date du 16 octobre 1930, indiquée comme étant celle de sa réadmission est, en réalité, la date de son commissionnement comme ouvrier ajusteur monteur.

Etant donné qu'il s'est écoulé moins d'un an entre la date de libération du service militaire de M. RAYNAUD et celle de sa réadmission, les dispositions de votre lettre Pe 493 du 22 novembre 1947, ne sont pas applicables au cas de l'intéressé.

Je crois devoir préciser, par ailleurs, que Mme Vve RAYNAUD a été admise au bénéfice du régime

Ga

Pe 649

....



8481 TOUAC 3

spécial institué par votre lettre Pe 1221 du  
5 novembre 1945.

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,

*K. Luy*

lère

Pe 255

100.4.2

1<sup>re</sup> RAYNAUD  
26 AOUT 1948

Monsieur LEYGNAT  
Secrétaire Général  
de la Fédération Nationale  
des Anciens Combattants  
et Victimes de la Guerre  
61, rue d'Anjou - PARIS (8e)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 397 S du 15 juillet dernier, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme RAYNAUD dont le mari, mécanicien de route au dépôt de Bordeaux, est décédé en captivité le 21 mai 1943. Mme RAYNAUD désirerait que la carrière de son mari soit reconstituée de façon à ce qu'elle puisse bénéficier d'une pension de réversibilité.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. RAYNAUD étant décédé en captivité, il a été fait application à sa veuve du régime spécial prévu en faveur des ayants-droit de nos agents décédés par faits de guerre. Ce régime a pour but de porter le total des prestations servies, tant par l'Etat que par la S.N.C.F., et cela sans condition d'ancienneté, aux 3/8 de la dernière rémunération soumise à retenues que percevait l'agent décédé.

Dans ces conditions, l'application à Mme RAYNAUD des dispositions de la lettre Pe 493 devient sans objet. Je précise d'ailleurs que M. RAYNAUD ayant été réintégré moins d'un an après sa libération du service militaire, il n'était pas possible de faire à son cas application de la lettre Pe 493.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

/Le Directeur,

L'Ingénieur en Chef

Signé: ANDRÉ

Regnier



NANTEUIL-les-MEAUX, 1<sup>er</sup> Mai 1946

Monsieur le Directeur de la Compagnie  
des Chemins de fer de l'Est  
à PARIS.

Monsieur le Directeur,

Permettez moi de venir vous exposer les faits suivants :

Depuis un certain temps, je reçois, à de courts intervalles, de vos services, imprimés à remplir, et lettres sur lettres m'enjoignant de revêtir de ma signature le ou les dits imprimés où il est spécifié que mon mari M. FORTUNA REGNIER, employé depuis de longues années à votre Compagnie, arrêté par les Allemands le 15 mars 1943 et déporté en Allemagne, est décédé. Vos services exigent en conséquence que par ma signature, je me range à leur avis. Or, je refuse catégoriquement de donner cette signature pour plusieurs raisons.

D'abord, je n'ai reçu jusqu'ici aucun avis officiel du décès de mon mari, qui remonte, suivant vos services, à la date du 2 février 1945. Celle-ci est purement fantaisiste, attendu qu'à une date bien plus rapprochée, le 6 juillet 1945, Mme SUZZONNI, demeurant 92, avenue Philippe Auguste à Paris, a parfaitement entendu au poste de T.S.F. l'annonce que mon mari avait été capturé par les Russes en Allemagne et transporté, en qualité de grand malade, en Russie. Le même jour, ma fille, Mme REYNAUD, qui demeure à Colombes, a très bien entendu, elle aussi, la même annonce et tout heureuse de cette bonne nouvelle, me l'a fait connaître ainsi que Mme SUZZONNI.

J'ai, en conséquence, la certitude que mon mari n'est pas décédé ; qu'il est hospitalisé et ne peut m'écrire, ni faire donner de ses nouvelles étant à l'étranger et que très prochainement, il rentrera à son foyer.

Ma signature m'est enfin demandée afin de me faire obtenir, me dit-on, mon mari étant décédé, des secours renouvelables. Mais je demande pour quelle raison, avant de songer à des secours, on a omis de me faire l'envoi du montant des arrérages dus pour la période du mois de mars 1943 à novembre 1944 et pour tout ce qui m'est dû jusqu'à ce jour. Ces arrérages ont fait d'ailleurs

.....

l'objet d'une lettre que j'ai reçue de vos services où il était écrit, à la date du mois de Novembre 1945:  
" Je vous rembourse vos arrérages de mars 1943 au 30 Novembre 1944 ; ensuite des secours vous seront accordés, etc....."  
Or, je n'ai encore rien reçu , ni arrérages, ni secours d'aucune sorte. Je ne m'en explique pas les raisons d'autant moins qu'une loi récente accorde aux employés déportés ( c'est le cas de mon mari ) le bénéfice de leur traitement jusqu'au 31 Décembre 1946.

Aussi, j'ai cru devoir prendre la liberté, Monsieur le Directeur, dans ma bien pénible épreuve, de m'adresser à vous, afin que justice me soit enfin rendue et que je puisse disposer de tout ce qui m'est dû jusqu'à ce jour.

En vous remerciant à l'avance, je vous prie, Monsieur le Directeur, de vouloir bien m'excuser de la liberté que je prends dans cette circonstance et d'agréer, l'expression de mes sentiments très dévoués et les plus distingués.

Mme REGNIER Fortune

Madame REGNIER Fortune à NANTEUIL-les-MEAUX - 54, rue Galiéni  
(Seine-&-Marne)

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DE L'EST

DIRECTION

9579 VBpAL/ P G

PARIS, le

21, 23, Rue d'Alsace  
Téléphone : 30721 48-80  
TRUdaine 43-90

R.C. Seine n° 276.448 B

Monsieur le Directeur  
du  
Service Central du Personnel,

Par lettre Pm n° 1990/40732 du 5.10.45 de la Section des Prisonniers et des Déportés Civils, vous m'avez fait connaître que le Ministère des Prisonniers de guerre, déportés et réfugiés venait de vous aviser officiellement du décès de REGNIER, Fortuna, 50 ans survenu le 2 février 1945 à Léonberg.

Bien que l'âge indiqué ne corresponde pas exactement à celui du cantonnier principal REGNIER, Fortuna, de Meaux, arrêté par les allemands le 15 mars 1943 et déporté (cet agent est né le 24 février 1892) vous estimiez qu'il ne semblait faire aucun doute qu'il s'agissait bien de lui.

Or, par lettre ci-jointe, sa femme conteste qu'il soit décédé; elle affirme, en effet, n'avoir reçu aucun avis officiel et assure que sa fille et une autre personne lui ont déclaré avoir entendu à la TSF, le 6 Juillet 1945, que REGNIER Fortuna avait été délivré et transporté par les Russes en qualité de grand malade.

Par ailleurs, Mme REGNIER proteste parce que nous ne lui payons pas le salaire complet de son mari. Or, contrairement à ses affirmations nous lui avons versé :

1°) les 3/4 du salaire de son mari (le 1/4 restant étant mis en réserve, ainsi que la prime de fin d'année 1943 pour paiement éventuel au CTP REGNIER) pour la période du 15 mars 1943 au 31 décembre 1944 (lettre P 1271 du 13.11.44).

2°) le salaire intégral de son mari du 1er janvier 1945 au 30 septembre 1945.

Si, par la suite, nous ne lui avons rien payé, c'est parce qu'elle a refusé de signer le formulaire prévu par la lettre Pe 1155 du 22.10.45, puis n'a jamais consenti à remplir et à nous retourner l'exemplaire n° 5 de la liasse L 15 P 3 qui nous aurait permis de faire liquider par le service des Retraites le secours prévu par la lettre Pe 1221 du 5.11.45.

.....



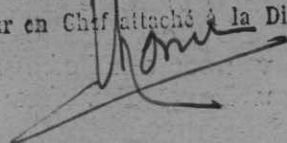
Malgré une démarche faite auprès d'elle par l'Assistante Sociale de Meaux, Mme REGNIER a maintenu son refus, s'obstinant à affirmer qu'elle a droit au paiement du salaire intégral de son mari.

-1 p-

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si nous devons continuer à considérer que nous sommes sans nouvelles du cantonnier principal REGNIER et, par conséquent, confirmer à sa femme que nous ne lui devons pas la totalité du salaire de son mari mais seulement une allocation à titre d'avance sur la pension de l'Etat au titre de victime civile de la guerre.

Le Directeur,  
POUR LE DIRECTEUR

L'Ingénieur en Chef attaché à la Direction



RÉGNIER 10.C.42  
20 AOUT 1946

1  
Re 837

Monsieur le Directeur  
de la Région EST

Par lettre 9579 VBpAL/PG du 25 juillet dernier, vous m'avez demandé comment devait être réglée la situation de Mme RÉGNIER Fortuna dont le mari, employé principal à seaux, n'est pas rentré de sa déportation en Allemagne.

D'après les renseignements que nous avons reçus du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, M. RÉGNIER serait décédé le 2 février 1945 à Léonberg. Cependant Mme RÉGNIER proteste contre le fait que nous considérons son mari comme décédé et prétend avoir appris par la radio que celui-ci serait actuellement retenu en Russie comme grand malade.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient d'expliquer à Mme RÉGNIER que nous ne pouvons, depuis le 1er octobre 1945, que lui attribuer les prestations prévues en faveur des agents tués par faits de guerre. Il est bien entendu que si son mari rentrerait en France le rappel de sa solde intégrale lui serait attribué.

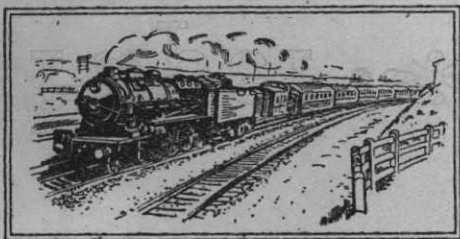
P. le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

Remon



2 JANV 1946



Tél. TRUdaine 58-54  
58-55



FÉDÉRATION NATIONALE DES

**Travailleurs des Chemins de Fer**

DE FRANCE, DES COLONIES &amp; PAYS DE PROTECTORAT

19, RUE BAUDIN, 19

PARIS - IX. 19, Rue Pierre Semard

PARIS - IX.

Compte Chèques Postaux  
Paris 1913-99

Paris, le 29 Décembre 1945

Monsieur CAMBOURNAC  
Directeur du Personnel  
de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare  
PARIS (8°)

N° I4.I36 T/P

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention  
sur la situation de Madame RENON, dont le mari était brigadier  
de manoeuvre à LISIEUX.

Cet agent a été envoyé en Allemagne, à DRESDEN,  
par décision de la S.N.C.F., en Décembre 1942.

Depuis le 14 Février 1945, cette femme n'a plus de  
nouvelles de son mari. A cette époque, il se trouvait dans une  
clinique, laquelle aurait été bombardée et entièrement rasée.

Depuis le départ de la France de son mari, Mme  
RENON ne perçoit qu'une allocation de 950 frs par mois.

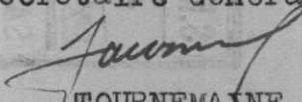
Nous ne savons pas exactement dans quelles condi-  
tions M. RENON est parti en Allemagne, mais il semble que la  
somme allouée soit vraiment minime. Nous pensons que les veuves  
ou présumés veuves d'agents, désignés pour aller travailler en  
Allemagne, doivent être traitées dans les mêmes conditions que  
les victimes civiles de la guerre.

Nous vous demandons de bien vouloir examiner cette  
situation.

Dans l'attente de votre réponse,

Croyez, Monsieur le Directeur, à nos sentiments  
distingués.

Le Secrétaire Général :

  
TOURNEMAINE

-4 JAN 1946 M. le Directeur de la Région Ouest

- En le priant de bien vouloir  
me mettre à même de répondre  
(application circulaire des lettres  
11441 et R 1221)

SECRETARIAT	
1	2
3	4
5	6
7	8
9	10
11	12

le Directeur

L'Ingénieur

A. R. R. R.

S.N.C.F. : OUEST			
- 5 JANV 1946			
EX	MT	VB	AG
SA	SH	EC	TS

EXPLOITATION
- 8 JANV 46
SERVICE GENERAL

11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)  
11441 (8e)

11441 (8e)

11441 (8e)

11441 (8e)



11441 (8e)

Paris, le 3 Octobre 1945

Service Général  
lère Subdivision  
8ème Section B

EX.O.N° 15

Madame,

Par mesure bienveillante, la S.N.C.F. vous a attribué, jusqu'au 30 Septembre 1945 une indemnité d'éloignement du chef de votre mari M. Maurice RENON.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, à partir du 1er Octobre 1945, ces sommes ne vous seront plus mandatées, mais qu'il vous sera attribué toutefois, à titre d'avance sur les sommes que vous êtes susceptible de recevoir de l'Etat, en votre qualité d'ayant droit de victime civile ou militaire de la guerre, une allocation égale à la moitié des éléments de rémunération soumis à retenue et de l'indemnité de résidence de M. RENON et à la totalité des allocations familiales, sauf si elles vous sont payées d'autre part.

Cette allocation n'est pas cumulable avec la solde payée par l'autorité militaire. A u cas ou vous continueriez à percevoir une telle somme, seule la différence entre l'allocation de la S.N.C.F. et cette somme pourrait vous être versée.

L'allocation qui vous est attribuée par la S.N.C.F. sera mise en paiement, dès que vous aurez renvoyé, dûment complété, le questionnaire ci-joint.

Le remboursement de cette avance ne vous sera ultérieurement réclamé, que jusqu'à concurrence des arrérages de la pension que vous recevrez de l'Etat, le surplus vous étant, le cas échéant, définitivement acquis à titre de secours.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Madame RENON  
Bourg Ouës  
SERQUIGNY (Eure)

P. Le Chef du Service Général  
de l'Exploitation  
Signé: PRUNIER



EXPLOITATION  
Service Général  
1ère Subd.-3ème Section

Paris, le

14 JAN 1946

R. 8/2/46

EX.O. N° 15  
2 pièces

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel

Suite à votre transmission du 4 courant de la lettre ci-jointe, émanant de la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de fer, relative à la situation de Mme RENON, femme du brigadier (Mle 195897) à Lisieux, détaché à la DRB, le 9/12/42, dont on est sans nouvelles.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous avons assuré le paiement de l'indemnité d'éloignement de 950f. à Mme RENON jusqu'au 30 Septembre 1945, notre agent étant parti en Allemagne dans les équipes constituées par application de l'Avis du Personnel du 23 Novembre 1942.

L'intéressée bénéficie <sup>depuis le 1<sup>er</sup> Octobre</sup> du régime des prestations prévues par la lettre P. 1441 du 7 Février 1945, en application de la lettre Pe 1155 du 22 Octobre, qui prescrit de considérer comme décédés, les agents dont on est sans nouvelles ou dont le décès est officiel.

L'allocation mensuelle servie à Mme RENON, s'élève actuellement à 2.178f. représentant la demi-rémunération basée sur les éléments soumis à retenue pour Caisse des Retraites et l'indemnité de résidence, en vigueur au 1<sup>er</sup> Octobre 1945 (lettre Pe 1221 du 5 Novembre 1945).

Les mandats des sommes dues à Mme RENON ont été adressées à la gare de Conchès le 28 Décembre dernier.

Le mandatement a eu lieu tardivement, parce que l'intéressée ne nous a retourné que fin Décembre, l'engagement par lequel elle accepte de rembourser à la S.N.C.F. le montant de l'allocation accordée, lors de la liquidation de la pension qui lui sera servie par l'Etat.

Je vous communique ci-joint, copie des deux lettres adressées à Mme RENON au sujet de l'engagement en question.

R. LE CHEF DE L'EXPLOITATION

Le Chef Ser. (nora)

Pe 207

ITATION.

Y.D.

Arrondissement de

1

2

3

4

5

6

7

8

9

els	01						A958du1.4		4MC
nents	02								
	03								
	04								
	05								
ble de C. de R.	06								
de C. de R.	07	958	958	958	958	928	958	958	958
	08								
	09								
	10								
mobilisés	11								
	12								
	13	1331	1331	1331	1331	1331	1276	1331	1276
	14								
ix Attachés)	15								
de logement	16								
suppléaires	17								
gations	18								
rfaire C. R.	19								
d'uniforme	20								
ep. de log <sup>t</sup>	21								
imposables	22								
	23								
es	24							30	
	25								
	26	32	32	32	32	32	32	32	32
Est 0,35 %	27								
	28								
uvrière	29								
	30								
	31								
ABLE	32	2257	2257	2257	2257	2227	2202	2227	2202
	33								
zône)	34								
donnée	35								
ements	36		100						
	37		310	589		510		92	
nt assigné-	38								
	39	19		100	122			100	
	40								
te	41		31						
age	42								
	43								
espondance	44								

*tous fs guerre*  
12 FEV 1946*Renon*

1°

N/

Pe. 46

Monsieur TOURNEMAINE  
Secrétaire Général de la  
Fédération Nationale des  
Travailleurs des Chemins de Fer

19, Rue Pierre Sémart

PARIS (9ème).

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 14.136 du 29 Décembre, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme RENON dont le mari, brigadier de manoeuvres à LISIEUX, serait décédé en Allemagne où il avait été envoyé comme travailleur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que conformément à nos instructions, la Région de l'Ouest a payé à Mme RENON une indemnité d'éloignement de 950 F par mois jusqu'au 30 Septembre 1945, aucun acte officiel de décès n'ayant été établi au nom de M. RENON.

A compter du 1er Octobre 1945, Mme RENON bénéficiera du nouveau régime de prestations qui permettra de lui attribuer une allocation mensuelle de 2.178 F, représentant la demi rémunération soumise à retenues et la moitié de l'indemnité de résidence qu'aurait perçues son mari s'il avait été en service au 1er Octobre 1945.

J'ajoute que les sommes dues à Mme RENON ont été adressées à la gare de CONCHES le 28 Décembre dernier, dès que Mme RENON nous a fourni l'engagement par lequel elle accepte de rembourser à la S.N.C.F. les sommes qui lui seront versées par l'Etat lors de la liquidation de la pension qui lui sera attribuée comme victime civile de la guerre.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

LE DIRECTEUR,

Le Chef du Service Central  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT



CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr. \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)  
GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup> (1)

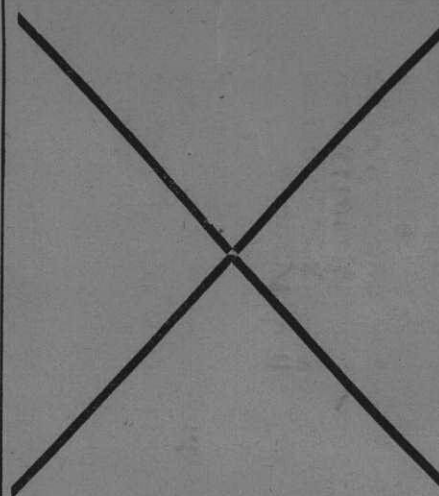
(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de tr<sup>it</sup> \_\_\_\_\_

LOTISSEMENT EST



CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>re</sup>

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane ».

Complet ou Groupement Condit<sup>el</sup> ( ☒ )

Rieu

Arrondissement de Matériel  
de Mulhouse  
ML9 SG20/1817

MULHOUSE, le 12 juillet 1948

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division G 2ème Section A  
PARIS (2ème)

J'ai l'honneur de vous soumettre le cas de l'ex-manoeuvre RIEU René, des Ateliers de Mulhouse, qui se présente comme suit : né le 17.11.08, RIEU est entré au Réseau comme manoeuvre à l'essai le 30.3.37 et fut commissionné le 30.3.38.

Le 2.10.39 l'intéressé a été mobilisé.

Après sa démobilisation RIEU n'a pas été repris en service par les autorités Allemandes, étant de nationalité française. Des demandes d'embauchage, adressées par lui à la DR sont restées sans suites sous le prétexte que sa nationalité française ne permet pas de l'occuper à la Deutsche Reichsbahn. En conséquence, il fut obligé de travailler dans l'Industrie privée.

Le 7.2.43 l'intéressé a été arrêté pour vol et incarcéré à la prison départementale de Mulhouse.

Par jugement du Sondergericht Strasbourg du 2.3.44, RIEU a été condamné à 5 ans 1/2 de réclusion sous l'inculpation de crime contre §2 VVO ( délit de droit commun ).

Le 15.3.44 il fut transféré à la prison de Ludwigsbourg, où il est décédé le 1.2.45 à la suite d'une tbc pulmonaire.

Mme RIEU, qui vient nous saisir de cette affaire, prétend que le transfert de son mari à la maison de correction de Ludwigsbourg serait plutôt à considérer comme déportation politique, tout au plus que suivant jugement du Tribunal de 1ère Instance de Mulhouse en date du 8.2.47, RIEU est considéré décédé comme déporté politique et ses 2 enfants ont été reconnus comme Pupilles de la Nation.

D'autre part, Mme RIEU est bénéficiaire d'une allocation d'attente de 15.600 Fr par an et d'une pension d'orphelin de 41.040 Fr pour les 2 enfants, servie par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si dans ces conditions il y a lieu de faire application à cette veuve des dispositions de la lettre P 1441 du 7.2.45 et de proposer également l'admission à l'Oeuvre des Pupilles SNCF des Orphelins RIEU âgés de 13 et 8 ans.

Le Chef d'Arrondissement  
signé: WOLFF



SM

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

CENTRAL A

PARIS, 1<sup>e</sup>

3 AOUT 1948

2 AOUT 1948

RÉGION DE L'EST

SERVICE SOCIAL

AS X3 346 SUBDIVISION

Pupilles SNCF

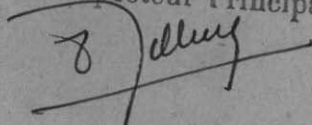
---

Monsieur le Chef Adjoint du Service  
Central du Personnel,

J'ai l'honneur de vous adresser,  
ci-joint, copie d'une lettre du 9<sup>ème</sup>  
Arrondissement de Matériel de Mulhouse,  
concernant la proposition d'admission à  
l'Oeuvre des pupilles des orphelins de  
l'ex-agent RIEU René des Ateliers de Mulhouse

Je vous serais obligé de vouloir bien  
me faire connaître s'il est possible de  
donner une suite favorable à cette demande,  
il est à noter que les enfants sont  
reconnus pupilles de la Nation.

L'Inspecteur Principal



Service Central du Personnel  
Division Centrale du Service Social  
et Médical

Copie

10 AOÛT 1948

2ème division.

-----  
proposition d'admission  
à l'Oeuvre des pupilles  
de la S.N.C.F.  
-----

Monsieur le Directeur Général,

no 5411.

La Région de l'Est m'a saisi d'une proposition d'admission à l'Oeuvre des pupilles de la S.N.C.F. des deux orphelins actuellement âgés de 13 et 8 ans de l'ex-manoeuvre RIEU René, des Ateliers de Mulhouse.

Cet agent fut mobilisé le 2 Octobre 1939.

Ayant été démobilisé après l'occupation de notre pays par les armées allemandes, il ne fut pas réintégré au chemin de fer par les autorités d'occupation, en raison de sa nationalité française et travailla dans l'industrie privée.

Il fut, par la suite, arrêté le 7 Février 1943, incarcéré à la prison départementale de Mulhouse et transféré le 2 Mars 1944 à la prison de Ludwigsbourg où il décéda de maladie le 1er Février 1945.

Suivant jugement du Tribunal de première instance de Mulhouse, en date du 8 février 1947, RIEU fut considéré comme déporté politique et ses orphelins furent admis en qualité de pupilles de la Nation.

Par ailleurs, sa veuve bénéficie d'une allocation d'attente de 15.600 Frs par an et d'une pension de 41.040 Frs pour ses enfants, servies par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la guerre.

Compte tenu de ce qui précède et bien que l'ex-agent ne fut pas occupé au chemin de fer au moment de son arrestation par les Allemands, je crois devoir vous soumettre la proposition de la Région de l'Est avec avis favorable.

Le Directeur,  
Le Chef Adjoint  
du Service Central du Personnel  
Signé: FLAMENT

*D'accord*  
*10/8*  
*Remand*  
*Signé:*

B6.H.17.8.48.

Service Central du Personnel  
Division Centrale du Service Social  
et Médical

*Copie*

h° 5609.

Admission à  
l'Oeuvre des Pupilles de  
la S.N.C.F.

19 AOUT 1948

Le Chef Adjoint du Service Central  
du Personnel,

À  
Monsieur MONET, Ingénieur en  
Chef, attaché à la Direction de la  
Région de l'EST,

Comme suite à votre lettre AS-X3-A4  
du 2 courant concernant les orphelins de  
l'ex-manoeuvre RIEU, René, des Ateliers  
de Mulhouse, mort en déportation, je  
vous informe que M. le Directeur Général  
a donné son accord pour l'admission à  
titre exceptionnel de ces orphelins à  
l'Oeuvre des Pupilles de la S.N.C.F.

Signé. FLAMENT



SOCIÉTÉ NATIONALE

des SERVICES  
CENTRAUX

27 SEPT 1948

RIEU

10C-4-2

EMINS de FER FRANÇAIS

RÉGION de l'EST

SERVICE SOCIAL  
3<sup>e</sup> SUBDIVISION

Retourne' au  
Service Central du Personnel

Paris, le 23.9.48

Le Chef de la 3<sup>e</sup> Subdivision

*Rieu*

9 SEPT 1948

REGION DE L'EST

SERVICE SOCIAL

3<sup>e</sup> SUBDIVISION

AS/X3/A4 - N° 742

Pupilles  
S.N.C.F.

Monsieur le Chef Adjoint du  
Service Central du Personnel,

Par lettre AS/X3/A4 du 2 Août 1948, je  
vous adressais copie d'une lettre du 9<sup>ème</sup>  
Arr<sup>t</sup> de Matériel à Mulhouse demandant s'il y  
avait lieu de faire application, à la veuve  
de l'ex-manoeuvre RIEU René des Ateliers de  
Mulhouse, mort en déportation, des disposi-  
tions de la lettre P.I44I du 7 février 1945  
et de proposer également l'admission à  
l'Oeuvre des Pupilles de la S.N.C.F. des  
deux orphelins.

Votre note 5609, 2<sup>ème</sup> Division du  
19 août 1948 donnait l'accord de M. le  
Directeur Général, à titre exceptionnel,  
quant à l'admission à l'Oeuvre de ces orphe-  
lins, mais ne mentionnait rien au sujet de  
l'application de la lettre P.I44I.

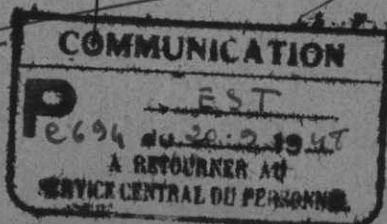
En conséquence, j'ai l'honneur, afin de  
pouvoir renseigner le Service du Matériel et  
de la Traction, de vous demander s'il peut  
être fait application de cette lettre pour  
la famille de l'agent.

L'Inspecteur Principal

27 SEP 1948

M. le Directeur de la  
Région de l'Est.

Vous pouvez faire  
application à M. et Mme  
Rieu des dispositions de la lettre  
P.I44I du 7 février 1945.  
L'Inspecteur Principal, Adjoint



Rigoulot



Letras romas au D-D

(m. Hogue) le 18.1.46

n'est pas un romo.

376

438

1002 x

1199 x

1221 x

1252 x

1291 manque

1342 x

50

1441

manque 7.2

1292

S.N.C.F.

26 Décembre 1945

Secrétariat de la  
Direction Générale

N O T E

M. LEVY-LAMBERT fait connaître que M. RIGOULOT, Employé principal au Service V.B. du Sud-Est, et actuellement Adjudant au D.O., a été victime d'un attentat, le Dimanche 23 Décembre vers 20h30, à 300 mètres de KAISERSLAUTERN, au cours d'une tournée de service.

Deux civils ont tiré sur la voiture dans laquelle il avait pris place ainsi qu'un Officier.

M. RIGOULOT est mort à l'hôpital de KAISERSLAUTERN quelques instants après l'attentat.

Une enquête est ouverte, mais aucune sanction ne semble avoir été prise jusqu'ici.

Les obsèques de M. RIGOULOT ont lieu aujourd'hui à KAISERSLAUTERN. Son corps sera ramené à GRAY.

Il était marié, sans enfant.

DETACHEMENT D'OCCUPATION  
des  
CHEMINS DE FER

27 DEC. 1945

24 Décembre 1945

27 DEC 1945

PRESIDENCE de SARREBRUCK  
n° D. 1029 .-

Monsieur TOUBEAU  
Président du D.O.S.  
à

Monsieur le Chef du D.O.  
Spire

J'ai l'honneur de vous rendre compte du décès de Monsieur RIGOULOT, survenu dans les circonstances suivantes :

M. COUTURIER, M. SCHIFFLOT, M. RIGOULOT, accompagnés d'une auxiliaire de la Croix-Rouge, s'étaient rendus en auto dans un moulin des environs de KAISERSLAUTERN, lorsque, à environ 3KM. de cette ville, vers 20 h. leur auto croise un groupe de deux hommes vêtus de blousons, qui, immédiatement après leur passage, tirèrent sur la voiture une dizaine de balles de révolvers. L'une d'elles traversa la paroi du véhicule et le corps de M. RIGOULOT à hauteur du rein.

M. COUTURIER, qui conduisait accéléra l'allure tandis que M. RIGOULOT se plaignait aussitôt d'avoir été atteint. Il fut transporté sans délai à l'hôpital de KAISERSLAUTERN où il ne tarda pas à expirer sous les yeux du chirurgien qui avait été appelé à son chevet.

Je me suis rendu au Gouvernement Militaire de KAISERSLAUTERN qui a fait procéder à une enquête.

L'attentat a été commis à environ 300 m. des premières maisons de KAISERSLAUTERN alors que la route, à flanc de coteau est bordée par un bois sur un côté et par une voie ferrée en contrebas. On n'a jusqu'ici, aucune précision sur les agresseurs qui pourraient être aussi bien des soldats américains, des polonais que des allemands.

KAISERSLAUTERN est un relais de couchage des troupes américaines qui y arrivent généralement vers 14 h. et se dispersent un peu partout sur les routes et dans les cafés. On y constate des vols fréquents d'autos.

J'ai demandé au Service de Base, par message, d'aviser la famille. Un cercueil zincé a été commandé et on décidera de la date des obsèques dès que l'on connaîtra le désir de Mme RIGOULOT. Je ferai le nécessaire, le cas échéant, pour faciliter son passage à FORBACH et pour l'accueillir à son arrivée en territoire occupé. Je vous communiquerai la date de la cérémonie dès que je serai fixé sur ce point.

COPIE  
à Monsieur le Directeur  
Général.

L'Ingénieur en Chef,  
Chef du Service de l'Occupation

Signé TOUBEAU

Pe 28

à la Direction  
- copie au Service de Base  
- copie au Service de Base  
- copie au Service de Base  
11-1-46



ROESER

Con 10-C-42

ROESER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
MAIRIE  
D'ECKBOLSHEIM

Département du Bas-Rhin  
Arrondissement de Strasbourg-Campagne

Eckbolsheim, le 7 Juin 1946

A T T E S T A T I O N

-----

Il est certifié par la présente que  
Monsieur ROESER HENRI PHILIPPE, expéditionnaire  
né le 17.7.1912 à LAUTERBOURG  
demeurant à ECKBOLSHEIM, Rue Ste. Odile N<sup>o</sup>. 6/II  
a été incorporé de force dans la WEHRMACHT  
le 20.4.44 et n'est pas encore rentré à ce jour.

En foi de quoi nous délivrons la présente attestation



LE MAIRE:

*pro J. H. Boute*



Monsieur le Chef  
du 8<sup>e</sup> Arrondiss. de Traktion  
S. N. C. F.  
Boulevard Wilson. STRASBOURG

Eckbolsheim le 7 Juin 1946

8<sup>e</sup> Arrondissement de Traktion  
STRASBOURG  
No d'entrée  
- 9 JUIN 1946  
Classé en

M 50/46

Madame Berthe Roeser

Rue Sainte Odile . 6.

à Eckbolsheim

à Monsieur le Chef du  
8<sup>e</sup> Arrondissement de Traktion  
S. N. C. F. à Strasbourg.  
Boulevard du Président Wilson

J'ai le regret de vous faire savoir,  
que je me suis présentée le 6 courant au  
service de la S. N. C. F. pour toucher  
l'allocation qui m'avait été allouée  
jusqu'au 3 Mai, et qu'il m'a été  
déclaré que je n'avais plus droit à un  
secours de votre part. Mon mari  
Roeser Henri était occupé à vos services  
jusqu'au moment de son incorporation  
dans l'armée allemande. Jusqu'à ce  
jour je me suis vue seule de lui et  
ai deux enfants en bas âge à ma charge.  
Je me permets de vous adresser un  
certificat de la Mairie de Eckbolsheim  
attestant que mon mari a été comme  
la plus grande partie des Alsaciens



incorporé de force et ne s'est pas engagé  
volontaire. Espérant que vous voudrez bien  
prendre ma demande de secours en considé-  
ration, je vous prie de croire à l'assurance  
de mon profond respect.

Rue de Berthe

---

Pièce jointe :

1 attestation de la Mairie de  
la commune d'Echolsheim

22 JUIN 1946

Arrondissement de Traction  
de Strasbourg

N° 6579/1150/46

Strasbourg, le

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
Division G

ROESER, expéditionnaire à l'Arrondissement de Traction de STRASBOURG est suspendu de ses fonctions à compter du 23.11.1944 par application de l'ordonnance du 27.6.1944 (Liste N° 64 transmise à DTRA par Con N° 17731 PA 4 du 31.5.1945).

Cet agent, membre du parti NSDAP a été incorporé d'office dans la Wehrmacht le 20.4.1944 et n'est pas rentré jusqu'à ce jour.

Conformément à la décision N° 2489 BD du 5.10.1945 de Mr. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (votre transmission N° MT G2 440 950 du 27.11.1945) les agents incorporés d'office dans la Wehrmacht, suspendus de leurs fonctions par applications de l'ordonnance du 27.6.1944, doivent bénéficier de leur demi-traitement comme tous les agents suspendus dans les mêmes conditions.

A En conséquence, ROESER avait droit, à partir du 1.12.1944 au demi-traitement plus les allocations familiales et je me propose de donner des instructions au bureau de solde, en vue du paiement des sommes pouvant revenir à sa femme qui était en possession d'une délégation réglementaire donnée sous l'occupation.

Cependant, la question se pose de savoir quelle somme il y a lieu de payer à Mme ROESER à partir du 1.10.1945, date à partir de laquelle les agents non encore rentrés sont présumés décédés.

B A mon avis, l'action d'épuration devant être abandonnée contre un agent décédé, ainsi que Mr. le Ministre l'a fait savoir à Mr. le Président de la Commission d'Épuration par sa lettre N° 2206 du 25.7.1945, il y a lieu de traiter ROESER comme s'il n'avait pas été suspendu et de payer, en conséquence à sa femme à partir du 1.10.1945 les prestations prévues par la lettre N° 1441 du 7.2.1945; c'est-à-dire, la demi-rémunération (traitement + JR) plus les allocations familiales, à titre d'avance sur les sommes qu'elle est susceptible de recevoir de l'Etat.

Je vous prie de bien vouloir me donner votre accord.

L'Ingénieur de la Traction  
Chef du 8e Arrondissement:

Monsieur le chef du TRA,

D'accord pour A)

Sur ce qui concerne B), Roester ayant appartenu au parti nazi, il ne peut être fait application à sa veuve des dispositions de la lettre sus-visée.



BUREAU DU PERSONNEL

8e Arrondissement de Traction

Strasbourg

N° 459/46146

Retourner à

à M. le Chef du Service

Division G

après nécessaire fait

5 JUIN 1946

Chef du 8e Arrondissement

M 1782/194 898  
26.6.46

-4 JUL 1946

Roester



**Deutsche Reichsbahn**  
**Reichsbahndirektion Karlsruhe**  
**Regiekohlenversorgung (Elsaß)**  
 Dienstfernsprecher: 1179 und 1831  
 Reichsfernsprecher: 1499

Sämtliche Spalten sind vollständig und deutlich durch den Verteiler  
 (ausgenommen Unterschrift des Bestellers) auszufüllen.

**Kohlenbezugsort:**

**Verteiler: Name:**

## Brennstoffbezugschein \*

Lohnempf.  
 O. Beamte  
 Beamte  
 Ruhestand  
 Hinterbliebene

Der Unterzeichnete

(Zu- und Vorname)

(Rmtsbezeichnung)

(Dienststelle)

(Zuständige Bahnhofs- oder Werkkasse)

bestellt hiermit bei der Regiekohlenversorgung zur Lieferung:

	Einzelpreis	RM.	Rpf.
1 50 kg Braunkohlenbriketts			1.22
2 " fettnuß II	1.50		12.00
3 " Esprit			3.00
4 " Anthrazit Eisformbriketts			
5 " Koks			
6 " "			
7 " "			
8 " "			
9 " "			
10 " "			
11 " "			
12 " "			
13 " "			
14 " "			
15 " "			
16 " "			
17 " "			
18 " "			
19 " "			
20 " "			
21 " "			
22 " "			
23 " "			
24 " "			
25 " "			
26 " "			
27 " "			
28 " "			
29 " "			
30 " "			
31 " "			
32 " "			
33 " "			
34 " "			
35 " "			
36 " "			
37 " "			
38 " "			
39 " "			
40 " "			
41 " "			
42 " "			
43 " "			
44 " "			
45 " "			
46 " "			
47 " "			
48 " "			
49 " "			
50 " "			
51 " "			
52 " "			
53 " "			
54 " "			
55 " "			
56 " "			
57 " "			
58 " "			
59 " "			
60 " "			
61 " "			
62 " "			
63 " "			
64 " "			
65 " "			
66 " "			
67 " "			
68 " "			
69 " "			
70 " "			
71 " "			
72 " "			
73 " "			
74 " "			
75 " "			
76 " "			
77 " "			
78 " "			
79 " "			
80 " "			
81 " "			
82 " "			
83 " "			
84 " "			
85 " "			
86 " "			
87 " "			
88 " "			
89 " "			
90 " "			
91 " "			
92 " "			
93 " "			
94 " "			
95 " "			
96 " "			
97 " "			
98 " "			
99 " "			
100 " "			
101 " "			
102 " "			
103 " "			
104 " "			
105 " "			
106 " "			
107 " "			
108 " "			
109 " "			
110 " "			
111 " "			
112 " "			
113 " "			
114 " "			
115 " "			
116 " "			
117 " "			
118 " "			
119 " "			
120 " "			
121 " "			
122 " "			
123 " "			
124 " "			
125 " "			
126 " "			
127 " "			
128 " "			
129 " "			
130 " "			
131 " "			
132 " "			
133 " "			
134 " "			
135 " "			
136 " "			
137 " "			
138 " "			
139 " "			
140 " "			
141 " "			
142 " "			
143 " "			
144 " "			
145 " "			
146 " "			
147 " "			
148 " "			
149 " "			
150 " "			
151 " "			
152 " "			
153 " "			
154 " "			
155 " "			
156 " "			
157 " "			
158 " "			
159 " "			
160 " "			
161 " "			
162 " "			
163 " "			
164 " "			
165 " "			
166 " "			
167 " "			
168 " "			
169 " "			
170 " "			
171 " "			
172 " "			
173 " "			
174 " "			
175 " "			
176 " "			
177 " "			
178 " "			
179 " "			
180 " "			
181 " "			
182 " "			
183 " "			
184 " "			
185 " "			
186 " "			
187 " "			
188 " "			
189 " "			
190 " "			
191 " "			
192 " "			
193 " "			
194 " "			
195 " "			
196 " "			
197 " "			
198 " "			
199 " "			
200 " "			

Rechnungsbetrag

Ich verpflichte mich, vorstehenden Rechnungsbetrag, innerhalb drei Monaten dadurch zu bezahlen,  
 daß er über die Hebelisten der Bahnhofs- oder Werkkasse von meinen Bezügen einbehalten wird.

ferner erkläre ich mich damit einverstanden, daß der Schuldbetrag sofort durch die zuständige  
 Bahnhofs- oder Werkkasse in Abzug gebracht wird, wenn ich aus dem Eisenbahndienst durch freiwilligen  
 Austritt, Tod oder Entlassung ausscheide.

Die Brennstoffe bleiben bis zur vollständigen Bezahlung Eigentum der Regiekohlenversorgung.

30/12.42

den

194

Wohnung:

Gauenbergstr. 6 A.

(Eigenhändige Unterschrift des Bestellers)

\*) Brennstoffbezugschein dreifach an das Kohlenbüro Straßburg einreichen. Eine Abschrift erhält der Besteller mit Tilgungsplan durch die Verteilungsstelle zurück.

\*\*) Nichtzutreffendes ist zu streichen.

## Rateneinzug

(wird vom Kohlenbüro ausgefüllt)

Jahr	Jan.	febr.	März	April	Mai	Juni	Juli	Aug.	Sept.	Okt.	Nov.	Dez.
1943		8,22	8,-									
1944												



Arrondissement de Traction  
de Strasbourg

Strasbourg, le 22 Juin 1946

N° 6579/1150/46

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
- Division G -

ROESER, expéditionnaire à l'Arrondissement de Traction de STRASBOURG, est suspendu de ses fonctions à compter du 23.11.1944 par application de l'ordonnance du 27.6.1944 (Liste N° 64 transmise à DTRA par Con N° 17731 PA 4 du 31.5.1945).

Cet agent, membre du parti NSDAP, a été incorporé d'office dans la Wehrmacht le 20.4.1944 et n'est pas rentré jusqu'à ce jour.

Conformément à la décision N° 2489 BD du 5.10.1945 de Mr. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (votre transmission N° MT.G2.A40 950 du 27.11.1945) les agents incorporés d'office dans la Wehrmacht, suspendus de leurs fonctions par applications de l'ordonnance du 27.6.1944, doivent bénéficier de leur demi-traitement comme tous les agents suspendus dans les mêmes conditions.

( En conséquence, ROESER avait droit, à partir du 1.12.1944 au  
(demi-traitement plus les allocations familiales et je me propose de  
A (donner des instructions au bureau de solde, en vue du paiement des  
(sommes pouvant revenir à sa femme qui était en possession d'une délé-  
(gation réglementaire donnée sous l'occupation.

Cependant, la question se pose de savoir quelle somme il y a lieu de payer à Mme ROESER à partir du 1.10.1945, date à partir de laquelle les agents non encore rentrés sont présumés décédés.

( A mon avis, l'action d'épuration devant être abandonnée contre  
(un agent décédé, ainsi que Mr. le Ministre l'a fait savoir à Mr. le  
(Président de la Commission d'Epuration par sa lettre N° 2208 du 25.7.  
(1945, il y a lieu de traiter ROESER comme s'il n'avait pas été suspendu  
B (et de payer, en conséquence, à sa femme, à partir du 1.10.1945 les  
(prestations prévues par la lettre N° 1441 du 7.2.1945, c'est-à-dire  
(la demi-rémunération (traitement + JR) plus les allocations familiales  
(à titre d'avance sur les sommes qu'elle est susceptible de recevoir  
(de l'Etat.

Je vous prie de bien vouloir me donner votre accord.

Bureau du Personnel  
Communication  
N° MTG2B4/898  
du 26.6.46  
à retourner

/ L'Ingénieur de la Traction  
Chef du 8e Arrondissement :  
signé: MUCKENSTURM

Monsieur le Chef du TRA 8

D'accord pour A)

En ce qui concerne B) ROESER ayant appartenu au parti nazi il ne peut être fait application à sa veuve des dispositions de la lettre susvisée.

/ Le Chef du Service  
Le Chef de la Subdiv. du Personnel  
signé: KEUFFER

Arrondissement de Traction  
de Strasbourg

Strasbourg, le 4 juillet 1946

-----  
N° 1150/46/t1 A6

Retourné à

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
- Division G -

après nécessaire fait.

L'Ingénieur de la Traction  
Chef du 8e Arrondissement :  
signé: MONTCOURANT.



L.H.

Arrondissement de Traction  
de Strasbourg

Strasbourg, le -2 SEPT 1947

N° 6402/1150/46/tl A6

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
- Division G -

Par ma lettre N° 6579/1150/46 du 22 Juin 1946, dont copie ci-jointe, je vous avais soumis le cas de l'XP ROESER Henri, de mon bureau d'Arrondissement, suspendu de ses fonctions à compter du 23.11.44 du fait qu'il était membre du parti NSDAP. Cet agent incorporé de force dans la Wehrmacht le 20.4.1944, mais non rentré jusqu'à présent, étant suivant les instructions en vigueur à considérer comme décédé à partir du 1.10.45, je vous ai proposé de classer Mme ROESER à partir de cette date parmi les bénéficiaires des dispositions de la lettre N° 1441 du 7.2.45. Vous n'avez toutefois pas jugé possible de donner suite à ma proposition, l'intéressé ayant appartenu au parti nazi (Communication MT.G2.B4/898 du 26.6.46).

Or, suivant la lettre N° 2439 du 21 février 1947 de la Commission d'Épuration, adressée à M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports dont copie a été adressée à M. le Directeur et dont j'ai reçu directement copie de la Commission d'Épuration, toute action d'épuration a été abandonnée à l'encontre de cet agent disparu, sauf, à reprendre la procédure en cas de réapparition de l'intéressé.

Dans ces conditions, la question se pose de savoir s'il n'y aurait pas lieu, en raison de ce fait nouveau, d'appliquer à Mme ROESER, qui a 2 enfants à sa charge, à compter du 1.10.1945, les dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 Novembre 1945 concernant le régime des réformés et tués par faits de guerre, tout comme les autres agents ex-A.L. enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Je vous prierais de bien vouloir me faire connaître votre décision.

/ L'Ingénieur Principal  
Chef du 2e Arrondissement :

*M. Kellum*

*Demandes avis  
du S<sup>e</sup> des Retraites  
avis négatif de M. Tardivel  
8/9/47*

P-3-9-47

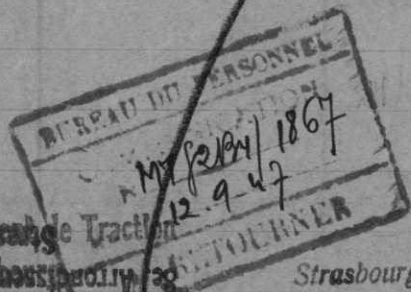


Monsieur le Chef du TRAS

La décision de la Commission d'Évaluation ne modifie  
pas la position prise à l'égard de la famille de cet agent en  
ce qui concerne la répartition des dispositions de la  
lettre Pe 1221.

EN CHEF DU SERVICE  
DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

Thief



8e Arrondissement de Traction  
Strasbourg

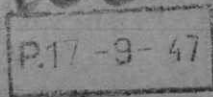
Strasbourg, 16 SEPT 1947

N° 1150/46-446

Retourner  
à M. le Chef du Service MT  
- Div. 4 -  
après avoir pris note.



Roeser



L'INGÉNIEUR PRINCIPAL  
CHEF DU 8e ARRONDISSEMENT DE TRACTION

Luc

1/27

# Commissionnés

Agents décédés pendant le mois de Décembre 1940

Noms	Prénoms	Emplois	Résidence	Créditement	date du décès
Marmottin	Valentin, Jules, Henri	Mécan. de route	Dépôt de Nancy	16.800 <sup>f</sup>	3.12.40 H.S.
Vercelli	Roger, Georges	Chauffeur de route	Dépôt de Taires	11.100	7.12.40 H.S.
Girot	Ambroise, Léopold	Mécan. de route	Dépôt Neufchâteau	16.800	4.12.40 H.S.
Balusseau	Maurice, Henri	Totassier	Dépôt de Noisylès	10.350	7.12.40 H.S.
Sivières	Joseph, Edmond	Mécan. de route	Dépôt de La Fillette	16.800	12.12.40 H.S.
Paris	Louis, Frédéric	Elève-mécanicien	Dépôt Neufchâteau	13.000	13.12.40 E.S.
Carillon	Arthur, Auguste, Gabriel	Mécan. de route	Dépôt de Châlons	16.000	17.12.40 H.S.
Lejeune	Georges, Louis	Chef de brig. d'ouv.	Poste de Reims	13.600	12.12.40 H.S.
Maspéro	Louis	Peintre	H. Noisy le Sec	12.470	18.12.40 H.S.
Durin	Georges, Edouard	Contrôleur d'arrond.	Terminance Charleville	28.960	29.12.40 H.S.

C o p i e

Paris, le 1er Octobre 1947

MINISTERE DES  
ANCIENS COMBATTANTS  
ET VICTIMES DE GUERRE

-----  
Direction de l'Etat-Civil  
et des Recherches  
1er Bureau  
Etat-Civil Militaire  
37, rue de Bellechasse  
PARIS-7ème

AVIS OFFICIEL DE DECES N° 324.851 AL  
(Document à remettre à la famille)  
annulant l'acte de disparition n° 324.851 du  
9.7.1947  
-----

Le Service de l'Etat-Civil, des Successions et des Sépultures Militaires est avisé du décès de :

NOM R O E S E R

Prénoms Henri Philippe

Date et lieu de naissance: 17.7.1912 à Lauterbourg (Bas-Rhin)

Décès ( Date : en Mars 1945 dans l'armée allemande

( Lieu : à Kirsanow - Russie

Causes du décès

Adresse de la famille : Epouse - 6, rue Ste Odile à ECKBOLSHEIM  
(Bas-Rhin)

Origine du renseignement : Liste de la Mission française de  
Recherches en Russie.

Pour copie conforme

Strasbourg, le 9/XII 47

/ L'Ingénieur Principal  
Chef du 8e Arrondissement :  
LE CHEF DE BUREAU :

*[Signature]*

POUR L'INSPECTEUR GENERAL  
Directeur de l'Etat Civil et  
des Recherches p.i.  
signature





Seckolsheim, le 21 Décembre 1947.



Monsieur l'Ingénieur Principal  
Chef de l'Arrondissement de Traction  
de Strasbourg.

1 pièce annexée.

Je vous prie de me faire parvenir l'acte de décès de mon mari Roeser Henri, ex. expéditionnaire au Bureau d'Arrondissement de Strasbourg.

Mon mari fut incorporé d'office dans la Wehrmacht et est suivant l'acte ci-joint décédé en Russie en mars 1945.

N'ayant pas encore touché l'allocation servie dans des pareils cas, je vous prie de vouloir bien faire le nécessaire afin que je puisse entrer en jouissance de cette allocation.

Sans l'attente d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer Monsieur l'Ingénieur principal l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Berthe Roeser.

(adresse: Seckolsheim, 6 rue St. Otilie.)

Berthe Roeser.

10 JANV 1948

N° 131/1809/47/tl A6

BUREAU DU PERSONNEL

COMMUNICATION

Transmis

à Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

- Division G -

SERVICE DES RETRAITES

15 JAN 1948

N°

DIVISION

BUREAU

la demande ci-jointe, présentée par Mme ROESER Berthe, veuve de l'expéditionnaire ROESER Henri, de mon Bureau d'Arrondissement, tendant à obtenir le bénéfice du régime des réformés ou tués par faits de guerre, accordé aux ayants-droit d'agents enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Par mes lettres N°s 6579/1150/46 du 22.6.46, et 6402/1150/46/tl A6 du 2.9.47, je vous avais déjà exposé le cas de cet ex-agent, mais vous n'avez pas jugé possible de donner satisfaction à Mme ROESER (Vos cions MT G2 B4/N°s 898 du 26.6.46 et 1867 du 12.9.47).

En présence du fait que, suivant l'avis officiel dont copie ci-jointe, notre ancien agent est décédé, en mars 1945, à KIRSANOW (Russie), je vous prierais d'examiner à nouveau, s'il n'y aurait pas possibilité de faire bénéficier Mme ROESER des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5.11.45 et de me faire connaître votre décision.

Subdivision du Personnel

M. T. Est

N° MT 8247/2004

Transmis à Monsieur le Chef du Service des Retraites en le priant de lui faire connaître sa décision.

LE CHEF DE SERVICE

DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

L'Ingénieur Principal  
Chef du 8e Arrondissement :

160

14.1.48

Thief

<sup>L</sup>  
ROESER

- 1 MARS 1948

lère

N/ Pe 75

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction de la Région de l'Est,

Par transmission n° MT G2 B4 2007 du 14 janvier, vous avez demandé à Monsieur le Chef du Service des Retraites s'il y avait lieu de faire bénéficier des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945, Mme ROESER, dont le mari, expéditionnaire au 3ème Arrondissement de Traction de Strasbourg, incorporé de force dans la Wehrmacht, est décédé en Russie en mars 1945. Vous vous êtes, jusqu'à présent, refusé à attribuer le régime prévu par la lettre Pe 1221 à Mme ROESER, compte tenu du fait que son mari était membre du parti nazi.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient d'inviter Mme ROESER à demander à bénéficier d'une pension de veuve de guerre. Si cette pension lui est accordée par l'Etat, vous pourrez la faire bénéficier du régime prévu par la lettre Pe 1221.

En attendant, si la situation de l'intéressée le justifie, vous pouvez lui accorder un secours non renouvelable.

Ci-joint en retour les pièces communiquées.

/Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé: BOURRIÉ

COPIE transmise à

Monsieur le Chef du Service des Retraites,

pour le tenir informé.

/Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé: BOURRIÉ



# ROGE

*Manceuvre, au dépôt de Nogent-Vincennes*

*1 Exemple classé  
aux accidents du fer  
de guerre*

S.N.C.F.		SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
Age	Sex	48-0-41	Fon
		Principale	

*Tuë au cours du bombardement du train d'évacuation  
du dépôt de Nogent-Vincennes.*

---

D

SERVICE  
CENTRAL P

6 SEPT 1940

CHEMINS DE FER  
D'ALSACE ET DE LOBBINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION  
3, BOULEVARD DU PRÉSIDENT WILSON  
STRASBOURG

Adresse téléphonique: FERALSLO, Strasbourg

N° 3018

Rappeler dans la réponse le N°  
et la référence qui précèdent

OBJET:

Monsieur le Directeur du Service Central P,

*Mr Lefort*

Le manoeuvre ROGE, du dépôt de Nogent-Vincennes, a dû être tué le 14 Juin 1940, au cours du bombardement du train d'évacuation du dépôt de Nogent-Vincennes, en gare de Montereau. Son corps n'a pu être identifié.

Mme ROGE a à sa charge 4 enfants, âgés de 12, 9, 5 et 1 ans. Elle ne peut obtenir le bulletin de décès de son mari et il n'est pas possible, en conséquence, de procéder, quant à présent, à la liquidation de la pension de réversibilité et de la pension accident.

En égard à la situation particulièrement digne d'intérêt de Mme ROGE, j'ai décidé de la faire bénéficier des dispositions prévues en faveur des femmes d'agents mobilisés tués ou disparus. Les sommes qui lui seront ainsi payées le seront à titre d'avance et seront reprises sur la pension de réversibilité qui lui sera allouée.

Je suis d'avis d'opérer ainsi dans tous les cas de l'espèce qui se présenteraient; mais comme la question intéresse toutes les Régions, j'ai cru devoir vous la soumettre pour décision.

A: Le Directeur de l'Exploitation,

Le Chef des Services Administratifs

*Donn*

S.N.C.F.		
ROGE		
R <sup>ce</sup>	D <sup>er</sup>	F <sup>ce</sup>
48-0-41		

Paris , le 6-940

Monsieur le Directeur du Service Central P.,

Le manoeuvre ROGE, du dépôt de NOGENT-VINCENNES, a dû être tué le 14 juin 1940, au cours du bombardement du train d'évacuation du dépôt de Nogent-Vincennes, en gare de Montereau. Son corps n'a pu être identifié.

Mme ROGE a à sa charge 4 enfants, Agés de 12, 9, 5 et 1 ans. Elle ne peut obtenir le bulletin de décès de son mari et il n'est pas possible, en conséquence, de procéder, quant à présent, à la liquidation de la pension de réversibilité et de la pension accident.

En égard à la situation particulièrement digne d'intérêt de Mme ROGE j'ai décidé de la faire bénéficier des dispositions prévues en faveur des femmes d'agents mobilisés tués ou disparus. Les hommes qui lui seront ainsi payés le seront à titre d'avance et seront reprises sur la pension de réversibilité qui lui sera allouée.

Je suis d'avis d'opérer ainsi dans tous les cas de l'espèce qui se présenteraient, mais comme la question intéresse toutes les Régions, j'ai cru devoir vous la soumettre pour décision.

Le Directeur de l'Exploitation,  
P. Le Directeur de l'Exploitation,  
Le Chef des Services Administratifs,

signé : JOUFFROY

26 SEPT. 1940

Dans le cas signalé ci-dessus, il y a lieu de faire liquider la pension réversibilité et la pension accident.

LEFORT.

COPIE au Service des Retraites.



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION RÉGIONALE NORD - 18, RUE DE DUNKERQUE PARIS-X<sup>e</sup>

Tél. TRUdaine { 97-90 et la suite  
99-40 et la suite } Tr. ar TRUdaine 33

Adr. Télégr. NAFERNORD

R. C. Seine 276.448 B

V/réf. : 1155 du 22/10/45 N/réf. : DR/N.2/47 D. 3005

Objet :

Paris, le 28 OCT 1947 19

ROGER

Communiqué à Monsieur le Directeur du  
Service central du Personnel  
(1ère Division)

S.N.C.F. RÉGION DU NORD
30 OCT 1947
DIRECTION RÉGIONALE PERSONNEL

en le priant de me faire connaître sa décision  
en ce qui concerne les sommes qui pourraient être  
versées au fils naturel reconnu de M. ROGER,  
Lucien, déporté et décédé en Allemagne.

Pour ma part, je serais d'avis de lui verser  
les sommes mises en réserve jusqu'au 31 juillet  
1944, date présumée du décès (soit 52.780f).

LD 31/10/47

*D'accord pour A) sous  
 réserve toutefois que Roger fils  
 apporte la preuve qu'il est seul  
 légitime, les sommes en cause  
 revenant à la succession de la D<sup>re</sup>  
 de l'Administration au Personnel*

L'Ingénieur en Chef,  
Attaché à la Direction

*Amat*

COMMUNICATION
1336
du 29-10-1947
RETOURNER AU SERV. CENTRAL DU PERSONNEL

Rouse

pj 2 13

S.N.C.F.  
MT - SE

Ateliers de  
Machines  
d'Oullins

N° 1182 B/10  
016

26 MARS 1945

COPIE -  
Oullins, 14/3/45

*Soumis le 2 mars 1945  
à Monsieur le Directeur du Personnel,  
S.N.C.F.,  
en le priant de bien vouloir  
donner ses instructions.*

1 p. jte

Je vous transmets une lettre de  
Mme ROUX Marie, femme de l'ouvrier spé-  
cialiste ROUX Antoine de nos ateliers,  
en vous priant de vouloir bien nous  
faire connaître ce qu'il y a lieu de  
faire à l'égard de l'intéressée.

ROUX Antoine a été porté disparu  
lors du bombardement aérien d'Oullins,  
le 6-8-44 (l'intéressé n'était pas en  
service).

Aucune pièce officielle de décès  
n'ayant pu nous être fournie, nous  
avons placé notre agent en position  
d'absence irrégulière.

Par ailleurs, Mme ROUX a obtenu  
un secours de 2 000 f le 16-10-1944.

P. le Chef d'arrondissement  
Ateliers de Machines,  
Le Chef de bureau,  
signature.

1 p. jte

Der: 7121-8/0 (8)

19 MAR 1945

SOU MIS à M. le Directeur  
de la Région.

Je serais d'avis, bien qu'aucune pièce  
officielle ne constate le décès de notre agent,  
de considérer l'intéressé comme "tué hors  
service par fait de guerre" et de faire béné-  
ficiaire Mme ROUX des avantages prévus par la  
lettre P. 1441 du 7-2-45 du S.C.P. en faveur de  
cette catégorie d'ex-agents.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,  
P.O. Le Chef de la Subd. du Personnel ffons,

Re 297

*[Signature]*





- COPIE -

Oullins, le 25-2-1945

Monsieur,

Je soussignée Mme ROUX, veuve de M. ROUX Antoine, agent aux ateliers de machines d'Oullins, décédé le 6 août 1944, ai l'honneur de vous rappeler que les allocations familiales, ne me sont pas accordées depuis cette date.

J'ai trois enfants dont un seul travaille et je me trouve actuellement dans une situation pécuniaire assez difficile.

J'insiste auprès de vous pour que satisfaction soit donnée au plus tôt à ma demande, et dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma profonde considération.

(signé) Mme ROUX  
12 bis, rue Baudin  
OULLINS (Rhône)

28 MARS 1945

Roux

1

Pe n° 193

Monsieur le Directeur  
de la Région SUD-EST

Vous m'avez transmis, le 24 mars courant, une lettre de Madame ROUX, dont le mari, ouvrier spécialiste aux ateliers d'Oullins-Machines, a été porté disparu à la suite du bombardement du 6 août 1944, et vous m'avez demandé comment il convenait de régler la situation de cette dame.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient de considérer M. ROUX comme ayant été tué <sup>hors</sup> service par faits de guerre et de faire bénéficier Madame ROUX des avantages prévus par la lettre P.1441 du 7 février 1945.

/ Le Directeur,

A. Paris

Routier



S. N. C. F.

Région du NORD

Don de l'Expl.

Services Admi-  
nistratifs.M. AURENGE

Je suis d'accord à priori sur la solution  
proposée par M. CAMBOURNAC.  
Voudriez-vous me dire si elle  
soulève de vos part des ob-  
jections?  
s: FATALOT

8 DECEMBRE 1941.

Monsieur le Directeur Général

- Service Central P -

DR/N2/48

VR: 6197 du  
10.9.41

L'aide-ouvrier ajusteur ROUTIER, Marcel, du dépôt  
de BOULOGNE, a été tué par fait de guerre, le 12 octobre  
1941, dans les circonstances exposées ci-après :

Cet agent, qui devait prendre son service à 13 h. 30  
a été tué par bombe d'avion, à 13 h. 25, en traversant  
le passage à niveau voisin de la cabine 6 de la gare de  
BOULOGNE, à 1 km environ du dépôt.

Comme les parcours entre le domicile et l'établisse-  
ment d'attache ne sont pas susceptibles d'entrer dans le  
décompte des heures de travail, il s'agit manifestement  
ici d'un accident hors service (3ème alinéa de la lettre  
P.6197 en date du 10 septembre de M. BARTH).

Cependant, étant donné les conditions de travail et  
d'existence imposées aux agents de la côte, je vous propose  
en application des dispositions de la lettre P.6197 visée  
ci-dessus, d'attribuer aux ayants-droit (femme et une en-  
fant de 4 ans) de ROUTIER, par voie de secours, la rente-  
accident à laquelle ils auraient eu droit si la loi du  
9 avril 1898 avait pu être appliquée.

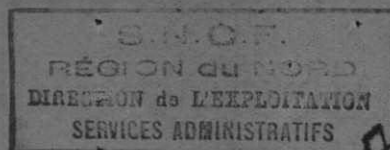
Le Directeur de l'Exploitation,  
signé : CAMBOURNAC

Copie à Service Central P

9 DEC 1941

Copie pour Service Central P

D.



- 8 DEC 1941

*M. Faurange*  
*Je suis d'accord à propos de M. Cambournac - le solitaire me propose de lui donner son salaire - 20 DEC 1941*

L'ingénieur en Chef  
au Service Central du Personnel

Monsieur le Directeur Général

- Service Central P -

DR/N2/48

VR: 6197 du  
10.9.41

L'aide-ouvrier ajusteur ROUTIER, Marcel, du dépôt de BOULOGNE, a été tué par fait de guerre, le 12 Octobre 1941, dans les circonstances expos es ci-après :

Cet agent, qui devait prendre son service à 13 h 30 a été tué par bombe d'avion, à 13 h 25, en traversant le passage à niveau voisin de la cabine 6 de la gare de BOULOGNE,   1 Km environ du dépôt.

Comme les parcours entre le domicile et l'établissement d'attache ne sont pas susceptibles d'entrer dans le décompte des heures de travail, il s'agit manifestement ici d'un accident hors service (3 me alinéa de la lettre P. 6197 en date du 10 Septembre de M. BARTH).

Cependant, étant donné les conditions de travail et d'existence impos es aux agents de la côte, je vous propose en application des dispositions de la lettre P.6197 vis e ci-dessus, d'attribuer aux ayants-droit de ROUTIER, par voie de secours, la rente-accident à laquelle ils auraient eu droit si la loi du 9 Avril 1898 avait pu être appliqu e.

Le Directeur de l'Exploitation,

Signé : CAMBOURNAC

Copie   Service Central P

DEC 41



S. N. C. F.

Région du NORD

Don de l'Expl.

Services Administratifs.

M. AURENGE

Je suis d'accord à priori sur la solution  
proposée par M. CAMBOURNAC.  
Voudriez-vous me dire si elle  
soulève des objections?  
s: FATALOT

Monsieur le Directeur Général

- Service Central P -

DR/N2/48

VR: 6197 du  
10.9.41

L'aide-ouvrier ajusteur ROUTIER, Marcel, du dépôt de BOULOGNE, a été tué par fait de guerre, le 12 octobre 1941, dans les circonstances exposées ci-après :

Cet agent, qui devait prendre son service à 13 h. 30 a été tué par bombe d'avion, à 13 h. 25, en traversant le passage à niveau voisin de la cabine 6 de la gare de BOULOGNE, à 1 km environ du dépôt.

Comme les parcours entre le domicile et l'établissement d'attache ne sont pas susceptibles d'entrer dans le décompte des heures de travail, il s'agit manifestement ici d'un accident hors service (3ème alinéa de la lettre P.6197 en date du 10 septembre de M. BARTH).

Cependant, étant donné les conditions de travail et d'existence imposées aux agents de la côte, je vous propose en application des dispositions de la lettre P.6197 visée ci-dessus, d'attribuer aux ayants-droit (femme et une enfant de 4 ans) de ROUTIER, par voie de secours, la rente-accident à laquelle ils auraient eu droit si la loi du 9 avril 1898 avait pu être appliquée.

Le Directeur de l'Exploitation,  
signé : CAMBOURNAC

Copie à Service Central P



9 DEC 1941

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD

LE DIRECTEUR  
DE  
L'EXPLOITATION18, Rue de Dunkerque  
PARIS-X<sup>e</sup>Tél. : TRUDAINE  
99-40, 99-41, 99-42, 99-43  
Inter 33Adresse Télégraphique  
NAFERNORD

DR/N2/48

VR: 6197 du  
10.9.41*M. Fatalet**Y'a eu un  
mais consulté le  
et vous (d'abord)  
à priori  
à l'entrepreneur  
le 8 DEC 1941*

- 8 DEC 1941

19

L'aide-ouvrier ajusteur ROUTIER, Marcel, du dépôt de BOULOGNE, a été tué par fait de guerre, le 12 Octobre 1941, dans les circonstances exposées ci-après :

Cet agent, qui devait prendre son service à 13 h 30, a été tué par bombe d'avion, à 13 h 25, en traversant le passage à niveau voisin de la cabine 6 de la gare de BOULOGNE, à 1 Km environ du dépôt.

Comme les parcours entre le domicile et l'établissement d'attache ne sont pas susceptibles d'entrer dans le décompte des heures de travail, il s'agit manifestement ici d'un accident hors service (3ème alinéa de la lettre P. 6197 en date du 10 Septembre de M. BARTH).

Cependant, étant donné les conditions de travail et d'existence imposées aux agents de la côte, je vous propose en application des dispositions de la lettre P.6197 visée ci-dessus, d'attribuer aux ayants-droit de ROUTIER, par voie de secours, la rente-accident à laquelle ils auraient eu droit si la loi du 9 Avril 1898 avait pu être appliquée.

Le Directeur de l'Exploitation,

*Carbure**Quels sont-ils ?**à demander au  
Hnt - par 1/4h -  
me rendre l'affaire  
ensemble -**9-211*

Copie à Service Central P

*La femme  
une fille de Hans 1/2*

Routier

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau A. II

Dossier N° 48016 ML

(Prière de rappeler dans la réponse  
les indications ci-dessus)

PARIS, LE 20 décembre 1941

45, rue Saint-Lazare (9°)

Téléph. : Pigalle 95-85

Tél. TRinité 29-94

Compte Chèques Postaux

PARIS 1753-50

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel de la S.N.C.F.

affr. Routier

1 pièce

Se 20 décembre courant, vous m'avez communiqué la copie d'une lettre adressée par M. le Directeur de l'Exploitation de la Région Nord à M. le Directeur Général, concernant l'aide-souier ajusteur Routier Marcel, du dépôt de Boulogne, qui a trouvé la mort le 12 octobre 1941, lors d'un bombardement aérien à Boulogne 7 mer.

Cet Agent qui devait prendre son service à 13<sup>h</sup> 30 a été tué par une bombe d'aviation à 13<sup>h</sup> 25, lors de la traversée du P.N. voisin de la cabine 6, de la gare de Boulogne, à 1 km. environ du dépôt.

M. le Directeur de la Région Nord estime qu'il s'agit, en la circonstance, d'un accident hors service; il est cependant d'avis, en regard aux conditions de travail et d'existence imposées aux agents de la côte, d'attribuer par voie de secours, aux ayants droit de Routier, (veuve et un enfant de 4 ans), les rentes accident auxquelles ils auraient eu droit, si la loi du 9 avril 1898 avait pu être appliquée.

Pour me demander de vous faire connaître si la solution proposée soulève de ma part des objections.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord avec M. le Directeur de la Région Nord en ce qui concerne la non applicabilité de la loi du 9 avril 1898, en l'espèce. On ne peut admettre, en effet, que l'accident dont il s'agit soit réputé comme étant survenu en service, Roulier, au moment où il a été tué n'était ni au temps ni au lieu de son travail et ne ayant droit ne peuvent prétendre au bénéfice des dispositions de la loi sus. visée.

Etant donné toutefois, les conditions exceptionnelles signalées par M. Cambournac, je ne vois aucune objection, en ce qui me concerne, à ce que la proposition d'allocation de rentes bénévoles en faveur de M<sup>me</sup> ve Roulier et de son enfant soit adoptée.

Je vous retourne, ci-jointe, la pièce communiquée.

Le Chef du Contentieux,

/Aucourt



Bl.V.8.1.42

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

Routier

10 JAN 1942



Monsieur le Directeur de l'Exploitation  
de la Région du NORD,

Suite à votre note DR-112/48 du 8 décembre dernier concernant la situation de l'aide-ouvrier ajusteur ROUTIER, du dépôt de BOULOGNE, tué par un bombardement aérien alors qu'il se rendait à son travail.

*après avis du contentieux*

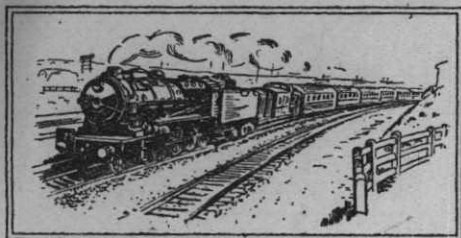
J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur votre proposition d'attribuer aux ayants droit de M. ROUTIER, par voie de secours, la rente-accident à laquelle ils auraient eu droit si la loi du 9 avril 1898 avait pu leur être accordée.

Le Directeur,

L'Ingénieur en Chef  
du Service Central du Personnel  
Signé : FATALOT

Rouzier

15 NOV 1944



Tél. TRUdaine 58-54  
, , 58-55



N° 4.968 T/P

FÉDÉRATION NATIONALE DES

# Travailleurs des Chemins de Fer

DE FRANCE, DES COLONIES & PAYS DE PROTECTORAT

19, RUE BAUDIN, 19 Pierre Semard Compte Chèques Postaux  
PARIS - IX° PARIS - IX° Paris 1913-99

Paris, le 14 Novembre 1944

Monsieur CAMBOURNAC  
Directeur du Personnel de la  
S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare  
PARIS (9°)

*Mr Tatalot*  
Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de Madame ROUZIER, veuve de notre camarade ROUZIER Joseph, surveillant du service électrique, fusillé lâchement par les Allemands le 11 Avril 1944.

Nous demandons à la S.N.C.F. de bien vouloir accorder un secours immédiat à la veuve de ce camarade qui, à sa charge, a deux enfants âgés respectivement de 13 et 11 ans.

Notre camarade ROUZIER était affecté à St-CLAUDE (jura)

Dans l'espoir d'une suite favorable,

Croyez, Monsieur le Directeur, à nos sentiments distingués.

Un Secrétaire Général



*M. Rouzier  
Rouzier Joseph  
liens?*

*SE  
pour le cas où  
s'agit d'instruction  
- bien de donner un  
immédiat*



M. Fatalot -

Contrairement à votre annotation  
portée sur la lettre de la Fédération Nationale,  
les instructions récentes envoyées aux Régions  
ne peuvent pas s'appliquer au cas ROUZIER.

La lettre P1258 précise qu'on devra payer  
un rappel de soldes à la famille des anciens agents  
licenciés, révoqués ou déclarés démissionnaires d'office  
qui n'auraient été réintégrés, pour la période comprise  
entre la cessation de service et le décès.

Ce n'est pas le cas de ROUZIER qui  
était en activité et qui a été fusillé, sans jugement  
ni incarcération, aussitôt après son arrestation (pièce X).

La situation de M<sup>me</sup> ROUZIER se pose  
contre règle par le projet en cours sur les mesures  
à prendre en faveur des agents tombés par faits de  
guerre et de la famille des tris par faits de guerre ou  
fusillés par les allemands.

C'est en se basant sur ce  
projet d'instruction qui a été préparé la transmi-  
sion au Sud-Est.

17.XI.44

# Installations fixes, Outillage

## Division du Matériel

M. LEBON Ingénieur principal

### Installations

de dépôts, entretiens,  
magasins, gares

d'ateliers et entretiens

Appareils de levage et de  
Tournage.

Etablis<sup>t</sup> des commandes d'ins-  
tallations.

Etab<sup>t</sup> des commandes d'instal<sup>ons</sup>  
Correspondance relative aux  
appareils à vapeur

Etab<sup>t</sup> du matériel disponible  
(compresseurs, cabestans, transpor-  
mateurs, postes d'essai de frein)

Déclarations de mise en service  
des générateurs de vapeur et  
d'acétylène

Fichier installations

Mise à jour des tableaux d'en-  
gins de levage et de tournage  
Situations d'avancement des  
travaux.

Fichiers chaudières fixes et  
locomobiles.

M. Dufont Insp. divis<sup>u</sup>

M. Grobon Insp. divis<sup>u</sup>

+ Capit. Ten -

### Outillage

### Fourniture d'énergie électrique

*Acquisition des machines*

Préparation des programmes,  
commandes, acquisition, transport,  
réparation, recensement, électri-  
fication des machines-outils.

Correspondance avec les fournis-  
seurs, arond<sup>ts</sup> et les autres

Divisions au sujet des acquisitions  
d'outillage et de matériel fixe

Etab<sup>t</sup> des commandes d'achat  
(appel d'offres, lettres, commandes)  
et règlement

Régularisation trimestrielle  
des inventaires -

Normalisation - Fichier ma-  
chines outils

Réparation des traités -  
Prises d'eau - groupes moto-  
pompes.

Etude et correspondance rela-  
tive à la préparation des  
traités

Fichier des traités de fourni-  
ture d'énergie électrique

M. Martin Ing. adjoint

M. Godon Insp. div<sup>u</sup>

M. Thiollière Insp. divis<sup>u</sup>

Bureau

(voir détail du travail, tableau 1)

M. Chevallier. chef de Bureau.

SERVICE CENTRAL

TRANSMIS à Monsieur le Directeur  
de la Région du SUD-EST,

S.A.C.F.

SERVICE CENTRAL

1ère Division

DU PERSONNEL

118 NOVE 1944

P1285

Des instructions sont en préparation pour fixer les mesures à prendre en faveur des agents blessés ou tués par faits de guerre ou à la suite de circonstances nées de l'occupation.

Il est envisagé d'attribuer à <sup>la famille des</sup> agents tués ou fusillés pour des faits politiques, des motifs inconnus ou pris comme otages pour des faits sans rapport avec le service, les mêmes avantages que ceux prévus par la lettre P. 7938 du 29 juillet 1942 pour la famille des agents mobilisés décédés.

En attendant la paration de ces instructions, vous voudrez bien attribuer à Mme ROUZIER une avance sur l'allocation qui lui sera attribuée conformément aux dispositions envisagées.

Paris, 1<sup>er</sup>

P. le 1<sup>er</sup> 18 NOVE 1944

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel,

Signé: FATALOT



FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER  
19, rue Pierre Sémard - Paris IX<sup>e</sup>

N° 4.968 T/P

Monsieur CAMBOURNAC,  
Directeur du Personnel de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare - PARIS (9<sup>e</sup>)

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de Mme ROUZIER, veuve de notre camarade ROUZIER Joseph, surveillant du service électrique, fusillé lâchement par les Allemands le 11 avril 1944.

Nous demandons à la S.N.C.F. de bien vouloir accorder un secours immédiat à la veuve de ce camarade qui, à sa charge, a deux enfants âgés respectivement de 13 et 11 ans.

Notre camarade ROUZIER était affecté à St-Claude (Jura)

Dans l'espoir d'une suite favorable, croyez, Monsieur le Directeur, à nos sentiments distingués.

Un Secrétaire Général,  
Signé : TOURNEMAINE.

Salmon

TRANSMIS au Service des Retraites  
Service Général pour la suite utile.

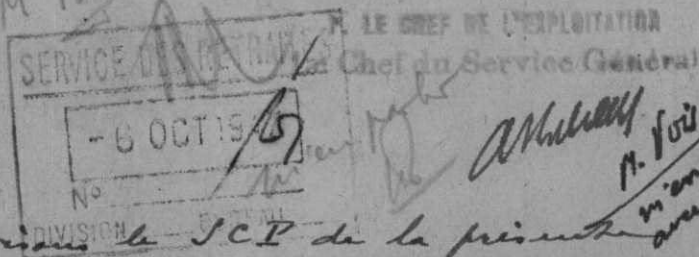
2<sup>e</sup> Subdivision

RECEVÉ 2

M. SALMON Fernand, Mle 167.194,  
ex-AGTP au Dépôt de Batignolles, est  
décédé le 15 Décembre 1942 en dépor-  
tation. Il comptait 21 ans d'affi-  
liation à la Caisse des Retraites.

1 pièce

Paris, le - 3 OCT 1947



Sous avis de la  
transmission.



Proposé le : 14 octobre 1947  
LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES,

Monsieur le Conseiller Municipal,

Par lettre du 2 septembre 1947, vous avez bien voulu appeler mon attention sur la situation de Mme SALMON demeurant 5 rue Henri Martin à Asnières, veuve d'un agent de la Société nationale des Chemins de fer français décédé en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'allocation bienveillante prévue par la S.N.C.F. en faveur des ayants droit d'agents tués par faits de guerre a bien été liquidée au profit de Mme SALMON mais les paiements faits à ce titre ont dû être momentanément suspendus à compter du 1er février 1947 pour récupération d'un trop perçu.

Mme SALMON, en effet, contrairement à l'engagement qu'elle avait souscrit, a omis de déclarer à la S.N.C.F. les allocations militaires qu'elle recevait de la mairie de sa résidence, avantages non cumulables avec l'allocation bienveillante que nous lui servions. Elle a perçu, de ce fait, pour la période du 1er octobre 1945 au 31 janvier 1947 une somme supérieure de 39.090 frs à celle qu'elle aurait dû régulièrement recevoir.

Par mesure bienveillante, et bien que Mme SALMON occupât un emploi salarié, le reversement immédiat de cette somme n'a pas été exigé mais le paiement de l'allocation bienveillante a été suspendu jusqu'à complète récupération de la somme payée en trop.

Le compte de l'intéressée, mis à jour à chaque échéance, ne laissait plus apparaître au 1er août 1947 qu'un solde débiteur de 1.184 frs.

Cette somme a été reprise sur les arrérages, payables d'avance, dus à Mme SALMON pour la période du 1er août au 31 décembre 1947. Un mandat de 8.138 frs représentant le solde dû à l'intéressé a été adressé par mandat poste à domicile le 10 octobre 1947 et il est à présumer qu'à l'heure actuelle l'intéressée en a encaissé le montant.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Municipal, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Monsieur André OUZOULIAS  
Conseiller Municipal  
de PARIS

Service Général

2<sup>e</sup> Subdivision

4 SECTION 2

2

Paris, le 3 OCT 1947

SERVICE DES RETRAITES	
- 6 OCT 1947	
N°	
DIVISION	BUREAU

SERVICE CENTRAL P - 4 OCTO 1947

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,

Le 15 Septembre dernier, vous nous avez transmis sous votre n° 05926 pour projet de réponse à la signature de M. le Président du Conseil d'Administration, une lettre de M. André OUZOULIAS, Conseiller Municipal de Paris, intervenant au sujet de Mme SALMON, 5, rue Henri Martin à Asnières, qui se plaint de ne toucher aucune pension pour sa fille.

Je vous informe que nous avons transmis l'affaire au Service des Retraites pour la suite utile, M. SALMON, ex-AGTP au Factage étant décédé en déportation le 15 Décembre 1942 en comptant 21 ans d'affiliation.

P. LE CHEF DE L'EXPLOITATION

Le Chef du Service Général

*A. Michel*

Si

EX.O. dal

RECLAMATIONS POUR DETTES

---

Communiqué à l'Arrondissement de \_\_\_\_\_

avec prière de donner connaissance de la lettre ci-jointe à

M. \_\_\_\_\_ Mle \_\_\_\_\_

et de nous renseigner sur ses intentions après l'avoir invité à préciser,  
par écrit, s'il nous autorise à en faire part au réclamant.

Paris, le \_\_\_\_\_

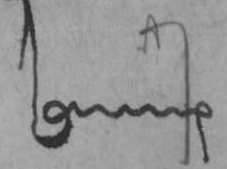
\_\_\_\_\_ pièce à retourner

Pr. LE CHEF DE L'EXPLOITATION,  
LE CHEF DE LA DIVISION ADMINISTRATIVE



SCB CENTRAL DU PERSONNEL

PROJET DE RÉPONSE À LA SIGNATURE DE M. LE  
PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'G. L.' or similar, written over the printed text.

28  
CONSEIL MUNICIPAL  
DE PARIS

Original classé au Cabinet

de Paris, le 22 Septembre 1947

12 SEPT 1947 354  
DIRECTION GÉNÉRALE

DIRECTION GÉNÉRALE

1 SEP 1947

Monsieur le Président

D 8809 10

15  
J'interviens auprès de vous au sujet  
d'un ancien agent technique des chemins  
de fer, M. SALMON, 5, rue Henri Martin, à  
Asnières.

15  
Cette personne est décédée il y a  
quelques années et sa fille ne touche  
aucune pension des Chemins de fer.

EX  
Voudriez-vous faire examiner ce  
cas d'une façon très sérieuse et tâcher  
de venir en aide à cette veuve d'un membre  
du personnel de la S.N.C.F.

Veillez agréer, Monsieur le Président  
l'assurance de mes sentiments les meilleurs

André OUZOULIAS.

Transmis à Monsieur le  
Directeur Général pour  
préparer la réponse  
à la demande de  
Monsieur le Président

05926/1

Rép. W

Ce timbre doit rester  
adhérent à la pièce

Monsieur FLOURET,

Président du Conseil d'Administration  
de la S.N.C.F.

# COMMUNICATION

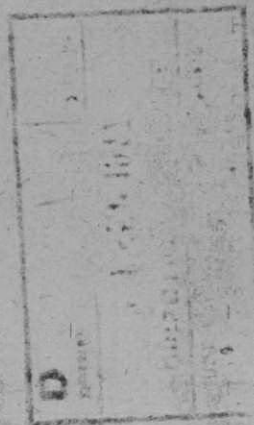
**Pd** 16 SEPT 1947  
A BELLEREN AU  
SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

*Communiqué à M. le Directeur  
de la Région de l'Ouest  
Pour examen et éléments de réponse  
Paris, le 16 SEPT 1947*

le Directeur du Service Central du Personnel

*L'Inspecteur Principal Adjoint,*  
S.N.C.P., 88

17 SEPT 1947		
EX	MT	VB
<del>SA</del>	SM	TS





S. N. C. F.

SECRÉTARIAT  
DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Service Central du Personnel

13 OCT 1947

Monsieur le Directeur Général me prie de vous rappeler l'affaire désignée ci-dessous qui a été transmise  
à vos services le 13.9.47

80/E.4293 Imp. MAULDE et RENOU, Paris (1377) (9-41)

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT	SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	RÉPONSE
28 Oct. 2/9	Cetle du 2.9.47 de M. Auzoulias, Conseiller Municipal.  Octroi d'une pension de reversion à M. et Mme Valmon fille d'un agent technique décédé.	Transmis à M. le D <sup>r</sup> de la Région de l'Ouest pour réponse rapide et comme suite à ma communication, Pd du 16 sept 1947 Paris, le E 8 OCT 1947 le Directeur du Service Central du Personnel

Le

3-10-1947  
L'Inspecteur Général,  
L'Inspecteur Principal Adjoint

L'Inspecteur Divisionnaire

Copie pour Sec GENERAL DU PERSONNEL

SALMON

SERVICE  
GENERAL P

7 NOV 1947

1004.2

6 NOV. 1947

2

N/Réf. Re

D 8809/0

Monsieur le Conseiller Municipal,

Par lettre du 2 septembre dernier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la situation de Mme SALMON, dont le mari, agent technique principal au dépôt de Batignolles, est décédé le 15 décembre 1942 en Allemagne où il avait été déporté.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à nos instructions, il avait été alloué à Mme SALMON, à titre d'avance sur sa pension militaire, une allocation bienveillante égale à la demi rémunération qu'aurait perçue son mari s'il était resté en service.

Cette allocation n'était pas cumulable avec les allocations militaires auxquelles pouvait prétendre Mme SALMON.

Contrairement à l'engagement qu'elle avait souscrit de nous faire connaître les allocations qu'elle recevrait de l'Etat, Mme SALMON a omis de déclarer qu'elle recevait de la mairie de sa résidence une allocation militaire. Grâce à ce cumul, Mme SALMON a perçu pour la période du 1er octobre 1945 au 31 janvier 1947, une somme supérieure de 39.090 francs à celle qu'elle aurait dû régulièrement recevoir.

Par mesure bienveillante, et bien que Mme SALMON occupât un emploi salarié, le reversement immédiat de cette somme n'a pas été exigé, mais le paiement de l'allocation bienveillante a été suspendu jusqu'à complète récupération de la somme payée en trop.

Le compte de l'intéressée, mis à jour à chaque échéance, ne laissait plus apparaître au 1er août 1947 qu'un solde débiteur de 1.184 francs.

...

Monsieur André GUZOUILLAS  
Conseiller Municipal  
de PARIS

Cette somme a été reprise sur les arrérages, payables d'avance, dus à Mme SALMON pour la période du 1er août au 31 décembre 1947. Un mandat de 8.138 francs représentant le solde dû à l'intéressée a été adressé par mandat poste à domicile le 10 octobre 1947 et il est à présumer qu'à l'heure actuelle l'intéressée en a encaissé le montant.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Municipal, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président du Conseil  
d'Administration,

Signé : Marcel FLOURET



Schaff

Paris, le

23 JUL 1945

RÉGION EST  
Copie à M. OUDOTTE  
Paris, le 23 juillet 1945  
POUR LE CHIEF DES SERVICES ADMINISTRATIFSMonsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

N° 24/6

Le cantonnier SCHAFF Paul, de Sermaize-les-Bains, et sa femme, ont été tués par les allemands le 29 août 1944. Ils ont laissé 6 enfants dont l'aîné est âgé de 12 ans.

La grand'mère des enfants, Mme BASSLER, a été désignée comme tutrice par le conseil de famille, mais n'assume en fait la charge d'aucun des enfants: 3 de ceux-ci sont à la maison d'enfants de la S.N.C.F. de Château-Thierry, les 3 autres placés dans diverses familles de St-Dizier et Sermaize-les-Bains, à la diligence de Melle CHADE, Assistante Sociale à St-Dizier.

Conformément aux dispositions de votre lettre P. 1441 du 7 février 1945, les enfants SCHAFF peuvent recevoir de la S.N.C.F. une avance à valoir sur la pension qui sera attribuée par l'Etat, mais étant donné la situation particulière dans laquelle se trouvent ces enfants, la question se pose de savoir entre quelles mains cette allocation pourra être versée.

Il ne paraît pas indiqué d'en faire bénéficier Mme BASSLER, tutrice, puisque celle-ci n'assume pas la charge effective des enfants. D'autre part, il ne paraît pas possible de verser l'avance de la S.N.C.F. à Melle CHADE, Assistante Sociale, puisque, lorsque la pension sera liquidée, c'est Mme BASSLER qui en recevra les arrérages, et peut seule prendre l'engagement prescrit par lettre P. 7938 du 29 juillet 1942.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Le Directeur,

POUR LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
L'inspecteur Principal Adjoint

Signé : MÉDARD

## TITRE V

### *Mesures temporaires d'admission à la retraite par anticipation*

ART. 7. — Pendant une durée de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret et en vue de résorber les excédents d'effectifs, les agents pourront, sur leur demande, être admis à la retraite avec pension à jouissance immédiate, sous la réserve que la date à laquelle ils rempliraient les deux conditions d'âge et d'ancienneté requises pour l'admission à la retraite normale ne soit pas éloignée de plus de trois ans.

Le montant des pensions accordées aux intéressés sera celui des pensions auxquelles ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés en fonctions jusqu'à la date précitée, avec la rémunération dont ils jouissaient au moment de leur départ. Ils bénéficieront des mêmes avantages accessoires que les titulaires de pensions normales.

ART. 8. — Pendant une durée de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret pourront, sur leur demande, être admis à la retraite avec pension immédiate les agents comptant au moins 15 années d'affiliation et 50 ans d'âge pour les hommes ou 45 ans d'âge pour les femmes.

Le montant des pensions accordées aux intéressés sera celui des pensions qui leur auraient été attribuées s'ils avaient cessé leur service par réforme. Ils bénéficieront des mêmes avantages accessoires que les titulaires de pensions de réforme.

Pour l'application des dispositions du présent article, il sera tenu compte des services militaires accomplis dans les armées de terre et de mer en sus de la durée légale pendant la guerre 1914-1919, dans la détermination du droit à la pension de retraite et dans le calcul de la quotité de ladite pension suivant les modalités de l'article 4 du statut actuel des retraités, mais sans que soient exigées des intéressés les conditions d'appartenir aux classes 1911 et suivantes et d'avoir présenté leur candidature à un emploi des réseaux dans les six mois qui ont suivi leur démobilisation. La limite d'âge de 50 ans prévue au premier alinéa du présent article sera abaissée d'un nombre d'années égal à celui des années supplémentaires d'affiliation qui leur aura été accordé.

ART. 9. — Chaque trimestre les réseaux fixeront, dans chaque catégorie d'emplois, en tenant compte des besoins du service, le nombre des agents susceptibles d'être admis à la retraite par application des articles 7 et 8 ci-dessus.

ART. 10. — Dans le cas où le nombre des agents ayant demandé la retraite anticipée dans les conditions prévues aux articles 7 et 8 ci-dessus n'atteindrait pas les chiffres fixés par les réseaux conformément à l'article 9, il pourra être procédé d'office à la mise à la retraite anticipée des agents en surnombre dans chaque catégorie, compte tenu des situations d'âge et de famille dans la mesure des nécessités du service. Cette mesure ne sera applicable qu'aux agents qui auraient rempli les conditions d'âge et d'ancienneté pour l'admission à la retraite normale dans un délai maximum de cinq ans.

Le calcul de la pension s'effectuera dans les conditions de l'article 8.

ART. 11. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux ceintures et au contrôle commun aux grands réseaux de chemins de fer français ainsi qu'aux personnels affiliés à leurs règlements de retraites.

ART. 12. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 13. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 28 février 1934.

ART. 14. — Le président du conseil, le ministre des finances et le ministre des travaux publics seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,*

GASTON DOUMERGUE.

*Le Ministre des Finances,*

GERMAIN-MARTIN.

*Le Ministre des Travaux publics,*

P.-E. FLANDIN.



23 JUIL 1945

N° 24/6

M. Lecourt

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

Le cantonnier SCHAFF Paul, de Sermaize-les-Bains, et sa femme, ont été tués par les allemands le 29 août 1944. Ils ont laissé 6 enfants dont l'aîné est âgé de 12 ans.

La grand'mère des enfants, Mme BASSLER, a été désignée comme tutrice par le conseil de famille, mais n'assume en fait la charge d'aucun des enfants: 3 de ceux-ci sont à la maison d'enfants de la S.N.C.F. de Château-Thierry, les 3 autres placés dans diverses familles de St-Dizier et Sermaize-les-Bains, à la diligence de Melle CHADE, Assistante Sociale à St-Dizier.

Conformément aux dispositions de votre lettre P. 1441 du 7 février 1945, les enfants SCHAFF peuvent recevoir de la S.N.C.F. une avance à valoir sur la pension qui sera attribuée par l'Etat, mais étant donné la situation particulière dans laquelle se trouvent ces enfants, la question se pose de savoir entre quelles mains cette allocation pourra être versée.

Il ne paraît pas indiqué d'en faire bénéficier Mme BASSLER, tutrice, puisque celle-ci n'assume pas la charge effective des enfants. D'autre part, il ne paraît pas possible de verser l'avance de la S.N.C.F. à Melle CHADE, Assistante Sociale, puisque, lorsque la pension sera liquidée, c'est Mme BASSLER qui en recevra les arrérages, et peut seule prendre l'engagement prescrit par lettre P. 7938 du 29 juillet 1942.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître votre décision.

Le Directeur,

POUR LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS  
L'Adjoint

lij

Pe 1189

## TITRE V

### *Mesures temporaires d'admission à la retraite par anticipation*

ART. 7. — Pendant une durée de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret et en vue de résorber les excédents d'effectifs, les agents pourront, sur leur demande, être admis à la retraite avec pension à jouissance immédiate, sous la réserve que la date à laquelle ils rempliraient les deux conditions d'âge et d'ancienneté requises pour l'admission à la retraite normale ne soit pas éloignée de plus de trois ans.

Le montant des pensions accordées aux intéressés sera celui des pensions auxquelles ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés en fonctions jusqu'à la date précitée, avec la rémunération dont ils jouissaient au moment de leur départ. Ils bénéficieront des mêmes avantages accessoires que les titulaires de pensions normales.

ART. 8. — Pendant une durée de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent décret pourront, sur leur demande, être admis à la retraite avec pension immédiate les agents comptant au moins 15 années d'affiliation et 50 ans d'âge pour les hommes ou 45 ans d'âge pour les femmes.

Le montant des pensions accordées aux intéressés sera celui des pensions qui leur auraient été attribuées s'ils avaient cessé leur service par réforme. Ils bénéficieront des mêmes avantages accessoires que les titulaires de pensions de réforme.

Pour l'application des dispositions du présent article, il sera tenu compte des services militaires accomplis dans les armées de terre et de mer en sus de la durée légale pendant la guerre 1914-1919, dans la détermination du droit à la pension de retraite et dans le calcul de la quotité de ladite pension suivant les modalités de l'article 4 du statut actuel des retraités, mais sans que soient exigées des intéressés les conditions d'appartenir aux classes 1911 et suivantes et d'avoir présenté leur candidature à un emploi des réseaux dans les six mois qui ont suivi leur démobilisation. La limite d'âge de 50 ans prévue au premier alinéa du présent article sera abaissée d'un nombre d'années égal à celui des années supplémentaires d'affiliation qui leur aura été accordé.

ART. 9. — Chaque trimestre les réseaux fixeront, dans chaque catégorie d'emplois, en tenant compte des besoins du service, le nombre des agents susceptibles d'être admis à la retraite par application des articles 7 et 8 ci-dessus.

ART. 10. — Dans le cas où le nombre des agents ayant demandé la retraite anticipée dans les conditions prévues aux articles 7 et 8 ci-dessus n'atteindrait pas les chiffres fixés par les réseaux conformément à l'article 9, il pourra être procédé d'office à la mise à la retraite anticipée des agents en surnombre dans chaque catégorie, compte tenu des situations d'âge et de famille dans la mesure des nécessités du service. Cette mesure ne sera applicable qu'aux agents qui auraient rempli les conditions d'âge et d'ancienneté pour l'admission à la retraite normale dans un délai maximum de cinq ans.

Le calcul de la pension s'effectuera dans les conditions de l'article 8.

ART. 11. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux ceintures et au contrôle commun aux grands réseaux de chemins de fer français ainsi qu'aux personnels affiliés à leurs règlements de retraites.

ART. 12. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 13. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi du 28 février 1934.

ART. 14. — Le président du conseil, le ministre des finances et le ministre des travaux publics seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 avril 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,*

GASTON DOUMERGUE.

*Le Ministre des Finances,*

GERMAIN-MARTIN.

*Le Ministre des Travaux publics,*

P.-E. FLANDIN.

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

N/Réf. Pe

*Schaff*  
PARIS, le 20 JUIL 1945

Monsieur le Directeur de la Région  
de l'EST,

10-7-1-2  
Par lettre n° 2956 du 23 juillet 1945,  
vous m'avez soumis le cas des enfants SCHAFF,  
orphelins d'un cantonnier de Sermaize-les-Bains  
qui a été tué par les allemands avec sa femme  
le 29 août 1944.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
qu'il conviendra de suspendre provisoirement  
le paiement de l'allocation prévue par la lettre  
P.7938 du 29 juillet 1942 étant donné que la  
tutrice des enfants SCHAFF, Mme RASSLER, n'assume  
en fait la charge d'aucun des 6 enfants.

Il conviendra d'inviter Mlle. CHADE  
Assistante Sociale à St-Dizier à se mettre en  
rapport avec les familles chez lesquelles sont  
placés 3 des enfants afin de venir en aide, le  
cas échéant, à ces familles.

P. Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT



## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr. \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagens

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de trit : \_\_\_\_\_

Complet ou Groupage con

26 JUIL 1945

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

PARIS, le

1ère Division

N/Réf. Pa

Monsieur le Directeur de la Région  
de l'EST,

Par lettre n° 2956 du 23 juillet 1945,  
vous m'avez soumis le cas des enfants SCHAFF,  
orphelins d'un cantonnier de Sermaize-les-Bains  
qui a été tué par les allemands avec sa femme  
le 29 août 1944.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
qu'il conviendra de suspendre provisoirement  
le paiement de l'allocation prévue par la lettre  
P.7938 du 29 juillet 1942 étant donné que la  
tutrice des enfants SCHAFF, Mme BASSLER n'assume  
en fait la charge d'aucun des 6 enfants.

Il conviendra d'inviter Mlle. CHADE  
Assistante Sociale à St-Dizier à se mettre en  
rapport avec les familles chez lesquelles sont  
placés 3 des enfants afin de venir en aide, le  
cas échéant, à ces familles.

P. Le Directeur,

Signé : FATALOT

CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr° \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre :

Réseau ou Pays destinataire :

Gares de trit :

Complet ou Groupement con



**TITRE II**

---

**PERSONNEL N'APPARTENANT PAS  
AU CADRE PERMANENT**

---

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL  
Domaine

le 29 janvier 1946.

Note pour Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel

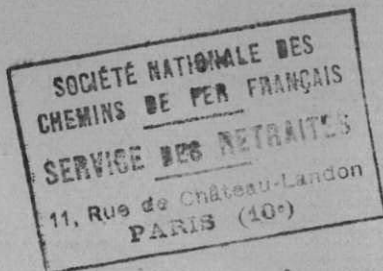
Je viens de recevoir Mme Pierre SEMARD, qui était sans logement, et à qui nous avons procuré une maison provisoire à NOISY-LE-SEC. - Il s'agit d'une maison-type qui lui a été attribuée d'accord avec le Ministère de la Reconstruction et M. QUATREMAIRE, Maire de NOISY-LE-SEC.

Au cours de la conversation que j'ai eue avec elle, Mme Pierre SEMARD s'est plainte qu'elle ne touchait de la S.N.C.F. - en attendant la liquidation de sa pension de retraite - qu'une délégation de solde de 897 fr par mois.

J'ai tenu à vous en informer, craignant une mise en cause possible des Services.

M. Baugé va nous  
adresser le décompte mensuel  
de M. Semard  
31/1/46  
F.H.

G. Bouchereau



Le 2 février 1946.

**Note sur la situation de Mme Vve SEMARD**

-----

Mme Vve SEMARD reçoit, depuis le 1er août 1942, du Service de l'Exploitation du Sud-Ouest, une allocation mensuelle de 897 frs soit 10.764 frs par an (1/2 rémunération du mari en application de la lettre P. 7938 du Service Central du Personnel du 29 juillet 1942).

En conformité des décisions prises par le Conseil d'Administration dans sa séance du 24 octobre 1945, cette allocation doit être portée à 15.919 frs par an avec effet du 1er février 1945. Nous mandons ce jour une somme de 4.725 frs représentant le rappel dû au 31 décembre 1945.

A noter que cette allocation constitue en partie une avance sur la pension de victime civile de la guerre susceptible d'être liquidée au profit de Mme Vve SEMARD.

Nous mandons également ce jour une somme de 19.886 frs représentant le reliquat d'arrérages dû au 31 mars 1946 sur la pension de réversibilité, payable d'avance, qui vient d'être liquidée à son profit.

C'est donc au total une somme de 24.611 frs qui est mise à disposition de Mme Vve SEMARD à la Caisse de Paris-Nord et nous en avons avisé l'intéressée.



Payable par

SERVICE DES RETRAITES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

HOULGATE (Calvados)

R. C. Seine n° 276-448 B

1<sup>re</sup> DIVISION

2<sup>e</sup> BUREAU

Houlgate, le

Montant du mandat

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est procédé actuellement à la constitution de votre dossier de retraite et que le calcul de votre pension sera effectué dès que les éléments utiles à ce calcul auront été réunis.

Votre pension étant payable d'avance, il vous est versé, en attendant que le montant en ait été fixé, une somme de Frs.....:

(y compris une indemnité spéciale temporaire) à valoir sur le 1<sup>er</sup> trimestre, soit (

Cette somme fait l'objet d'un mandat adressé à la gare désignée ci-dessus où vous pourrez vous présenter à partir du pour l'encaissement.

Le solde vous sera payé dès que possible et il vous sera remis à ce moment une lettre de notification du chiffre de votre pension.

Veuillez agréer, M  
ma considération distinguée.

, l'assurance de

P. LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES,

2 FEB 1946

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
SERVICE DES RETRAITES - 11, rue de Château-Landon (10<sup>e</sup>)

Téléphone : NORD 77-23

R. C. Seine n° 276.448 B

Paris, le 2 II 1946

Monsieur le Directeur,

Veuillez vous bien vouloir  
ci-joint copie de la note  
concernant le cas Semard, note  
que je fais parvenir ce jour  
à Monsieur le Directeur Général.

Veuillez agréer Monsieur le  
Directeur l'assurance de ma  
respectueuse salutation.

Yr.

M. F. F. F. F.

*[Signature]*

*[Signature]*

M. Paris  
M. M. M.  
I think some of your  
com me j'ai pu vous en dire  
je n'ai pas d'avis sur ce point  
à quel service vous en  
opinion?

EXPLOITATION  
Service Général  
3ème Section B

C.2

Décompte de l'allocation mensuelle accordée à titre d'avance sur pension, à Mme SEMARD, depuis le 9 mars 1942 en exécution des prescriptions du § B de la lettre P.1441 du 7-2-45 et de la lettre P.7938 du 29-7-42 :

Traitement brut mensuel.....	1.008
1/12 brut de la P.F.A.....	91
Indemnité de résidence .....	172
Indemnité spéciale temporaire .....	522
Total des Eléments de rémunération stabilisés au jour du décès de cet ex-agent .....	1.793

Montant allocation à titre d'avance sur pension (1/2 des Eléments ci-dessus .....	897 frs
---	---------



Le 2 février 1946.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES  
CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
SERVICE DES RETRAITES  
11, Rue de Château-Landon  
PARIS (10<sup>e</sup>)

Note sur la situation de Mme Vve SEMARD

Mme Vve SEMARD reçoit, depuis le 1<sup>er</sup> août 1942, du Service de l'Exploitation du Sud-Ouest, une allocation mensuelle de 897 frs soit 10.764 frs par an (1/2 rémunération du mari en application de la lettre P. 7938 du Service Central du Personnel du 29 juillet 1942).

En conformité des décisions prises par le Conseil d'Administration dans sa séance du 24 octobre 1945, cette allocation doit être portée à 15.919 frs par an avec effet du 1<sup>er</sup> février 1945. Nous mandations ce jour une somme de 4.725 frs représentant le rappel dû au 31 décembre 1945.

A noter que cette allocation constitue en partie une avance sur la pension de victime civile de la guerre susceptible d'être liquidée au profit de Mme Vve SEMARD.

Nous mandations également ce jour une somme de 19.886 frs représentant le reliquat d'arrérages dû au 31 mars 1946 sur la pension de réversibilité, payable d'avance, qui vient d'être liquidée à son profit.

C'est donc au total une somme de 24.611 frs qui est mise à disposition de Mme Vve SEMARD à la Caisse de Paris-Nord et nous en avons avisé l'intéressée.

FEC 3 9<sup>e</sup> ann.  
1-2-45  
Lrty

T <sup>r</sup>	50.472
PPA	2.532
IR	2.784
	<hr/> 55.788
1/2 R	24.894
	<hr/>
Pension	3613
IST	8000
Ment	362
	<hr/> 11.975
	<hr/>
Allocation	15.919

Payable par

SERVICE DES RETRAITES

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

HOULGATE (Calvados)

R. C. Seine n° 276-448 B

1<sup>re</sup> DIVISION

2<sup>e</sup> BUREAU

Houlgate, le

Montant du mandat

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est procédé actuellement à la constitution de votre dossier de retraite et que le calcul de votre pension sera effectué dès que les éléments utiles à ce calcul auront été réunis.

Votre pension étant payable d'avance, il vous est versé, en attendant que le montant en ait été fixé, une somme de Frs.....:

(y compris une indemnité spéciale temporaire) à valoir sur le 1<sup>er</sup> ( ) trimestre, soit. r( )

Cette somme fait l'objet d'un mandat adressé à la gare désignée ci-dessus où vous pourrez vous présenter à partir du pour l'encaissement.

Le solde vous sera payé dès que possible et il vous sera remis à ce moment une lettre de notification du chiffre de votre pension.

Veuillez agréer, M  
ma considération distinguée.

, l'assurance de

P. LE CHEF DU SERVICE DES RETRAITES,

SERVICE P - 4 FEB 1946

4 FEB 1946

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**  
SERVICE DES RETRAITES - 11, rue de Château-Landon (10<sup>e</sup>)

Téléphone : NORD 77-23

R. C. Seine n° 276.448 B

Paris, le 25 1946

Respectfully,  
 to the Director General,

Voici la petite note que  
vous avez bien voulu me demander  
d'établir sur ce qui concerne  
la situation de M<sup>me</sup> Samard.

Votre respectueux et dévoué

See Central P

Belmont

M. Monahan

Pe 204



M. Jeanini

25/10

Avez-vous à rendre  
qq'ny au sujet de M. Jeanini  
Semant ?

(Bil S.G.D.G.)  
déposit

MONOBLOC  
CY. PARIS

hon

cl

acc

8.2.46

JEUDI

298-67

6 H. 27 - 16 H. 42

LUNE

LE 27 LE 4

25

ST CRÉPIN

OCTOBRE

OCTOBRE

L M M J V S D

16 17 18 19 20 21

22 23 24 25 26 27 28

29 30 31

Démarche effectuée au Sud-Ouest (M. CARREAU) pour que la situation de Mme SEMARD soit revue. En effet, conformément aux dispositions de la lettre Pz 1421 du 17. xii. 45, la rétrogradation dont avait été frappé M. SEMARD à la suite du séjour de 1938 doit être annulée.

Le pécunier de réversibilité et l'allocation de Mme SEMARD seront en conséquence calculés sur les traitements de l'éch. 5 et non de l'éch. 3.

Les instructions utiles ont été données à l'arrondissement Et de Tonn par M. CARREAU.

M. FATALOT, dont l'attention avait été attirée par la Fédération Nationale sur la situation de Mme SEMARD, a été renseigné.

classe

cel 9.545

Series





# UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION SUD-EST

4, Square Georges-Lesage, PARIS (XII<sup>e</sup>)

UNION N° 5892

Chèque Postal : PARIS 549-07

Téléphone : DIDEROT 24-06

ORGANES OFFICIELS

"Le Cheminot Syndicaliste"

"Le Cheminot du P. L. M."

96° 2.211 JM/GR

Pièces jointes : 4

Objet : Affaire SERIEYS.-

Paris, le 24 Octobre 1946

*D. La* Monsieur CLOS  
Ingénieur au Service Central du Matériel *P*  
88, rue Saint-Lazare  
PARIS  
-----

*M. Lumb*  
Monsieur l'Ingénieur,

Suite à un accord qui était intervenu avec le service central du personnel de notre Fédération, il avait été décidé que tous les cas particuliers intéressant la situation des déportés, seraient soumis directement par mes soins en tant que Responsable de notre Commission Fédérale à Monsieur PARIS Ingénieur au Service Central du Personnel.

Monsieur PARIS ayant été nommé à la Région SUD-EST celui-ci m'a fait connaître que pour les cas en question c'est à vous que je devrais les faire parvenir, j'ai donc l'honneur de vous adresser aujourd'hui un dossier qui m'est transmis par nos camarades de l'Union des Syndicats de la Région SUD-OUEST, concernant la régularisation de la situation de notre camarade SERIEYS employé à la gare d'AUSTERLITZ et qui fut arrêté le 13 Juin 1944, déporté et décédé en Allemagne.

Je vous demande de bien vouloir faire examiner ce qui a été fait en faveur de la famille et de donner des instructions pour tout ce qui doit revenir à celle-ci sur la base de la lettre P du Service Central.

Je vous demande de me retourner par retour du courrier le dossier et me faire connaître votre décision.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Secrétaire Général :

*Pe 1.193*

RÉGION DU SUD-OUEST EXPÉDIENT  
 ENTRÉE  
 21.17.02.10.1.000 Ex. 6 NOV 1946  
 Fichet de contrôle à lais- Cachet de la  
 ser attendant à la lettre Direction Rle  
 n° ..... du .....  
 de .....  
 RÉGION DU SUD-OUEST  
 31 OCT 1946  
 12 NOV 1946  
 Réception le 21.12.1946 Date Visa  
 Courrier de la Directeur !  
 le ..... !  
 Envoi au Service ..... !  
 le ..... 31.10.46 !  
 Réception au Secrét. du Sec !  
 le 6-11-46 94 !  
 Réception au Secrét. de la !  
 Div. intéressée le 6-11-46 !  
 Renvoi à la Direction 28-11-46 !  
 Régionale le ..... !  
 Réception au Secrétariat !  
 de la Direc. Rle le ..... !  
 Réponse soumise à la signa-  
 ture le ..... !  
 Envoi de la réponse au  
 demandeur le ..... !

ent de la Région SUD-OUEST  
 RÉGION DU SUD-OUEST  
 31 OCT 1946  
 30 OCT 1946  
 me mettre à même

al adj. C. F.  
 6 NOV. 1946  
 RÉGION SERVICE DES A.  
 A. A. SECRÉTARIAT C.

RÉGION DU SUD-OUEST  
 31 OCT 1946  
 30 OCT 1946  
 me mettre à même

UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION SUD-EST  
 123-DUS-NOIRS AU 20 STADIUMS DES NOIRS

RÉGION DU SUD-OUEST  
 31 OCT 1946  
 30 OCT 1946  
 me mettre à même

7/16 5/12

S.N.C.F.

REGION DU SUD-OUEST

DIRECTION

Pl. 6131

Paris, le

- 7 DEC 1946

V.R. Pe II93 du

30-10-1946

Agent déporté en

Allemagne

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

SERVICE  
CENTRAL P

J'ai l'honneur de vous faire connaître, comme suite à votre communication rappelée en marge et ci-jointe, en retour, que M. SERIEYS, Louis, homme d'équipe à l'essai à Paris-Austerlitz, a bénéficié d'un secours du 14 juin 1944, date de son incarcération jusqu'au 30 novembre 1945, date à laquelle cet avantage a cessé d'être attribué aux agents déportés dont nous étions sans nouvelles conformément aux dispositions de votre lettre Pe II55 du 22 octobre 1945.

Le montant du secours mandaté durant cette période a été de 18.113 frs, mais il n'a été versé à la famille de l'intéressé (célibataire), qui n'était nullement dans le besoin, qu'une somme de 6856 frs pour lui faciliter la confection et l'envoi des colis; le reste, soit la somme de 11.257 frs, a été mis en réserve en attente du retour de M. SERIEYS.

Aucun ayant-droit n'étant habilité à bénéficier des dispositions des lettres P. 7938 du 29 juillet 1942 et P. 1441 du 7 février 1945, puisqu'il n'y avait pas de délégataire de solde désigné, la somme de 11.257 frs ne pourra être versée qu'à la succession de M. SERIEYS, Louis.

Ce versement sera effectué lorsque nous serons en possession du certificat de propriété demandé à M. SERIEYS, ~~Père~~, le 23 novembre dernier.

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,

Pe 1308



[illegible]

11 DEC 1946

SERIEYS

lère

Pe 1051

Monsieur JEANNOT  
Secrétaire Général de  
l'Union des Syndicats  
de la Région du SUD-EST  
4, Square Georges-Lesage  
PARIS 12<sup>e</sup>

1pi

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre 2211 du 24 octobre dernier, vous m'avez communiqué la lettre de M. SERIEYS dont le fils, ex-homme d'équipe à l'essai à PARIS-AUSTERLITZ, est décédé en Allemagne où il avait été déporté.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à nos instructions, les ayants-droits de M. SERIEYS pourront bénéficier de la solde entière de notre ex-agent pour la période comprise entre le 14 Juin 1944, date à laquelle M. SERIEYS a été arrêté, et le 30 Novembre 1945, date à laquelle nous avons cessé de payer la solde entière des agents déportés dont nous étions sans nouvelles. Mais, étant donné que les parents de M. SERIEYS n'étaient pas des légataires de solde, nous ne pourrions payer ces sommes que lorsque la succession aura été liquidée.

Je précise, toutefois, que la Région du SUD-EST avait déjà versé aux parents de M. SERIEYS, une somme de 6.856 francs pour leur permettre d'envoyer des colis à leur fils. Il reste à liquider la somme de 11.257 francs.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Inspecteur Principal adjoint,

Signé: CLOS

*CLOS*

Ce/MB - 19.9.44

COPIE

S.N.C.F. (Région Ouest)

Exploitation

Service Général

2ème Subdivision

4e Section A

n° 7

*Simonin*

Retourné à Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,



en lui faisant connaître qu'il est bien exact que M. SIMONIN, planton à la Division du Service Général, a trouvé la mort dans les circonstances relatées dans la lettre ci-jointe.

Cet agent avait assuré son service le samedi 15 juillet toute la journée et avait été autorisé à prendre le train de 17 h.56 pour rentrer à son domicile à Meulan. En raison de la destruction des ponts, il était obligé de se rendre aux Mureaux via Saint-Nom la Bretèche et de passer ensuite la Seine en barque. La traversée eut lieu la nuit par suite du retard du train à l'arrivée aux Mureaux (5 heures)

-3 p.jointes-

Paris, le 11 Septembre 1944.  
Le Chef du Service Général  
de l'Exploitation  
Signature.

20 SEPT 1944

Service Central  
du Personnel

L'accident dont M.S. a été victime ne  
peut être considéré comme survenu E.S.

1ère Division

Voulez-vous bien en aviser l'intéressé

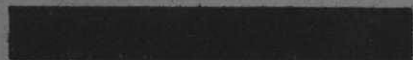
FATALOT.

*d. 17 Guerre*



main doivent l'être au CRAYON BLEU, en gros caractères

**LOTISSEMENT EST**



**CHARGE ET FREINAGE**

**Poids**

**Brut**

**Poids**

**Frein**

**West"**

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosives ou inflammables », « Plomb de douane ».

Sire



Union N° 5892

Chèq. Postal: Paris 549-07

ORGANES OFFICIELS

Le Cheminot Syndicaliste

Le Cheminot du P.L.M.

N° MH/MJ 1473

Pièces jointes

## Union des Syndicats de la Région Sud-Est

4, Square Georges-Lesage, PARIS (XII<sup>e</sup>)

le 28 Déc. 1945

Monsieur PARIS, Ingénieur  
Service Central du Personnel  
88, rue St Lazare

PARIS 9<sup>e</sup>

Monsieur l'Ingénieur,

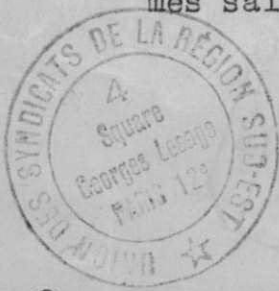
Je reçois, ce jour, de notre camarade  
VUILLEMIN Robert, une lettre me demandant  
des renseignements quant à la situation  
faite à sa mère suite au décès de son  
mari à Buckenwald, notre camarade SIRE,  
cheminot au dépôt de Toulouse, arrêté le  
23 Juillet 1944.

Je vous transmets cette lettre en vous  
demandant de vouloir bien examiner avec la  
Caisse des Retraites quelle est la situa-  
tion réelle de l'intéressé en tant qu'affi-  
liation et me tenir au courant afin que  
je puisse renseigner l'intéressée.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur,  
mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Général de l'Union

Membre du Bureau Fédéral



*[Signature]*  
JEANNOT

Lisez, faites lire, abonnez-vous au "CHEMINOT SYNDICALISTE"

Re 11



MT

M. le Directeur de la Région Sud-Ouest

-4 JAN 1946

— En le priant de bien vouloir me renseigner  
sur les prestations auxquelles peut prétendre  
Mme LIE l'application de la lettre 2e 1221

du 11 nov. 45)

3 JANV 1946

le Directeur.



L'Ingenieur  
J. G. [Signature]

PENSION DE RETRAITE A SERVIR A LA VEUVE DE  
L'EX-CONTREMAITRE SIRE Elie DU DEPOT DE  
TOULOUSE, DEPORTE EN ALLEMAGNE, DECEDE AU CAMP  
DE BUCKENWALD

-----

Le contremaître de 1<sup>o</sup> classe SIRE Elie du dépôt de Toulouse, très vraisemblablement décédé à Buckenwald (affirmation d'un témoin digne de foi) laisse à la survivance une veuve sans enfants à charge, habile à recevoir une pension de retraite SNCF et une pension de l'Etat (d'ailleurs déjà demandée) lorsque le décès sera officiel.

Dans cette situation, Mme SIRE bénéficie du régime transitoire - demi-traitement - prévu au 1<sup>o</sup> page 3 de la lettre Pe 1221 du 5-11-45.

Le Service local MT l'a exactement renseignée sur ce point.

MINISTRE P - 9 MARS 1946

Lg 6-3

S.N.C.F.  
MT - SO

Paris, le 8 mars 1946

PA2

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel

VR: Transm. Pe 11  
du 3-1-46 d'une  
lettre MH/MJ 1473  
du 28-12-45 de  
l'Union des Syndicats  
de la Région du S.E.

3 PJ

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint une note renseignant sur la suite donnée à la requête qui a fait l'objet de la correspondance rappelée ci-dessus et en retour les pièces communiquées.

P. LE CHEF DU SERVICE  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION.

*Héger*

Pe 347



12 MARS 1946

*Sire*

1°

N/ Pe

3K

**OBJET :**  
Pension de  
Madame SIRE.

Monsieur JEANNOT  
Secrétaire Général de  
l'Union des Syndicats de  
la Région du SUD-EST,

4, Square Georges Lesage

PARIS (12ème)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 1473 du 28 décembre 1945 vous m'avez transmis la lettre ci-jointe en retour par laquelle M. VUILLEMIN Robert demande à être renseigné sur les prestations que la S.N.C.F. accordera à sa mère Mme SIRE dont le mari, Contremaître de 1ère classe au dépôt de TOULOUSE a été déporté en Allemagne où il serait décédé à BUCHENWALD.

1 PJ.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Région du SUD-OUEST a avisé Mme SIRE qu'il lui serait fait application des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 c'est-à-dire qu'il lui sera attribué à titre d'avance, sur la pension de l'Etat, une allocation égale à la moitié des éléments soumis à retenue et à la moitié de l'indemnité de résidence qu'aurait perçue M. SIRE s'il était resté en service. Cette allocation qui sera remboursable jusqu'à concurrence du montant des arrérages de la pension de l'Etat, sera maintenue tant que l'Etat maintiendra en faveur des ayants droit de ses fonctionnaires décédés par faits de guerre le régime de la délégation d'office du décret du 9 avril 1940, c'est-à-dire vraisemblablement jusqu'au décret constatant la cessation des hostilités.

Par la suite, il sera attribué à Mme SIRE un secours ayant pour but de porter le total des prestations servies tant par l'Etat que par la S.N.C.F. aux 3/8ème de la rémunération soumise à retenue de M. SIRE. Ce secours sera assimilé à une pension et révisé comme les pensions.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'INGENIEUR,

Signé : PARIS

*Jus f g.*

XXII

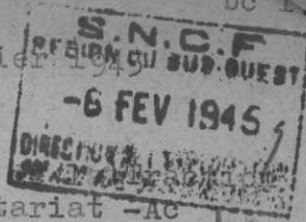
APPRENTIS

---

Solfe



AP 100.52/8



Monsieur le Chef du Service du Matériel et  
Division du Service Général - Secrétariat - Ac

-CAS D'UN AGENT BLESSE EN DEHORS DU SERVICE , PAR FAIT DE GUERRE,  
ALORS QU'IL ETAIT EN SITUATION DE MALADIE -

L'ouvrier ajusteur-monteur SOLLE René , des Ateliers de Tours,  
qui était en situation de maladie depuis le 5.6.44 et replié à  
Cinq-Mars-la-Pile(I & L) devait reprendre son service le 22.8 sui-  
vant prescription du médecin de la S.N.C.F.

Se rendant à cette date à bicyclette de cette localité, située  
à 19 Km de Tours, auprès du Chef du Centre S.N.C.F. à Tours-Nord  
(partie de la ville située au Nord de la Loire et isolée de son  
centre du fait des événements de guerre) il fut blessé par l'explosion  
d'une mine qui avait été déposée par l'armée allemande sur le côté  
de la route et qu'il avait heurtée avec sa bicyclette. A la suite  
de cette blessure l'ajusteur-monteur SOLLE a été hospitalisé et il  
n'a repris son service que le 16.1.45.

De ce fait, cet agent a touché pendant la période du 6.12.44 au  
15.1.45 inclus la rémunération prévue du 185ème au 365ème jour de  
l'interruption de service (chap. II , Titre I, Fascicule X du Règle-  
ment du Personnel).

Je vous serais obligé , étant donné les conditions particulières  
de la prolongation d'interruption de service de l'ajusteur-monteur  
SOLLE de vouloir bien nous faire connaître s'il y a lieu de faire  
application de ces dispositions à l'égard de cet agent et de lui  
faire subir la réduction de congé régulier pour sa période d'absence  
du 22.8.44 au 16.1.45 .

L'INGENIEUR ADJOINT DES ATELIERS

Ac.- Transmis à Monsieur le Chef des SERVICES ADMINISTRATIFS

Il s'agit bien d'un accident hors service, mais dans des  
circonstances particulières: explosion d'une mine, le 22 août,  
en venant reprendre son service après maladie.

Si nous admettons que le fait de venir ainsi reprendre le servi-  
ce soit un commencement de reprise, et si nous faisons à titre excep-  
tionnel application large de l'article 26 page 1608 fascicule X du  
Règlement du Personnel, l'origine de l'arrêt se trouve reportée au  
23.8 et l'agent reçoit la solde entière pour toute son interruption.

Quant à la réduction de congé consécutive à cette interruption  
nous n'avons pas d'instructions qui permettent de l'éviter et la  
même question se pose pour d'autres accidents hors service par faits  
de guerre .

Dringlichkeitsvermerk :

LT A S SSD

(SSD nur v. Kdt persönl.)

Angenommen :

Aufgenommen :

Datum 19

um :

von :

durch :

Befordert :

Datum :

um :

an :

durch :

Rolle :

Fernschreiben : von Bbv u. Trsp. Kdtr. Paris-Süd Nr. am um

Paris. 19

An Bbv und Trsp. Kdtr. Paris Ost, Paris West, Paris Nord, Bordeaux, Nancy, Toulouse, Lyon

Gen. d. Trspw. West

"Olga"

37  
Büro Bbv L Paris Süd

Trsp. Kdtr. ( ) Paris-Süd

SERVICE  
CENTRAL

9 FÉV. 1945

Je vous serais obligé de vouloir bien nous indiquer ce  
qu'il convient de répondre aux Ateliers de TOURS

Paris, le 5 février 1945

1'INGENIEUR ADJOINT  
CHEF DE LA SUBDIVISION DU PERSONNEL  
DU MATERIEL ET DE LA TRACTION

DIRECTION REGIONALE

S.-O.

P. Sa

Transmis à Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,  
Avec prière de vouloir bien nous faire connaître  
sa décision

Paris, le 8 FÉV 1945  
LE DIRECTEUR DE LA RÉGION DU SUD-OUEST

Kil

M. Lecomte

6



Dringlichkeitsvermerk :

LT | A | S | SSD

(SSD nur v. Kdt persönl.)

Angenommen :  
Aufgenommen :

Datum \_\_\_\_\_ 19

um : \_\_\_\_\_

von : \_\_\_\_\_

durch : \_\_\_\_\_

Befördert : \_\_\_\_\_  
Datum : \_\_\_\_\_

um : \_\_\_\_\_

an : \_\_\_\_\_

durch : \_\_\_\_\_

Rolle : \_\_\_\_\_

Fernschreiben : von Bbv u. Trsp. Kdtr. Paris-Süd Nr. \_\_\_\_\_ am \_\_\_\_\_ um \_\_\_\_\_

Paris. \_\_\_\_\_ 19

An Bbv und Trsp. Kdtr. Paris Ost, Paris West, Paris Nord, Bordeaux, Nancy, Toulouse, Lyon

Gen. d. Trspw. West \_\_\_\_\_

“ Olga ” \_\_\_\_\_

37 Bbv L Paris Süd  
Büro

(Name u. Dienststellung)

Trsp. Kdtr. (\_\_\_\_) Paris-Süd

(Name u. Dienstgrad)

Paris, le

13 FEVR 1945

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

SOLLE

Monsieur le Directeur  
de la Région du SUD-OUEST,

Bonjour

Vous m'avez soumis, le 8 février 1945, le cas de l'ouvrier SOLLE René des ateliers de Tours qui a été blessé par l'explosion d'une mine allemande alors qu'il venait reprendre son service à l'expiration d'un congé de maladie.

## CHANCE ET L'HEIMAT

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Règlement du Personnel précisant à l'article 26 du fascicule X (page 1608) que "est considéré comme dernier jour de l'interruption pour maladie la veille du jour auquel le médecin de la S.M.C.F. fixe la reprise du service", les deux interruptions de service de SOLLE doivent être considérées comme distinctes.

Par ailleurs, il conviendra de faire à SOLLE application de la lettre P.1441 du 7 février 1945.

/Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

main doivent l'être au CRAYON BLEU, en gros caractères

**LOTISSEMENT EST**

**U**

**CHARGE ET FREINAGE**

**Poids**

**Brut**

**Poids**

**Frein**

**West"**

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosives ou inflammables », « Plomb de douane ».

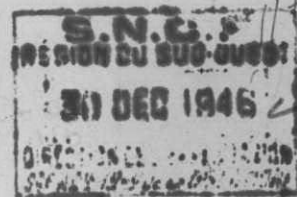
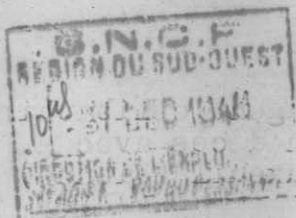


Sonntag

Cette affaire pourrait être passée à la Région de l'Est qui aurait plus de facilité pour trouver une solution équitable.

Je vous serais obligé des instructions que vous pourriez me donner à ce sujet.

Le Chef du 2e Arrondissement VB,



PB2

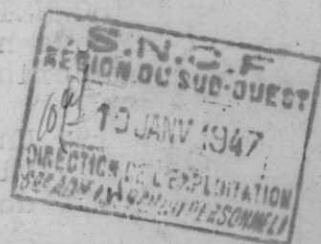
Monsieur le Directeur de la Région Sud-Ouest,

A notre avis, les bénéficiaires du secours prévu par la lettre Pe 1221 doivent être les mêmes que les bénéficiaires de la rente-accident, en l'occurrence M. et Mme Schneider, parents adoptifs aux termes des dispositions légales.

Je vous serais obligé de vouloir bien nous faire connaître si vous partagez cette manière de voir.

Paris, le 28 Décembre 1946,

CHIEF DU SERVICE DE LA VOIE ET DES BATIMENTS



PL 26

Transmis à Monsieur le Directeur du Service Central du Personnel,  
Avec prière de vouloir bien nous faire connaître sa décision.

Paris, le 6 JAN. 1947

Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

Communiqué à M. le Directeur de la Région Sud-Ouest

- En lui rappelant que la lettre Pe 28 du 7 janvier 1946 a limité aux ascendants à charge qui étaient titulaires d'une délégation de traitement l'attribution du régime provisoire prévu par la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945.



Le Directeur,  
de l'Administration du Personnel

Tours, le 20.12.46



Secours Pe 1221  
Affaire SONDAG

Monsieur le Chef du Service VB,

Le CT Joseph SONDAG agent célibataire tué en service à Maillé le 25.8.44, vivait avant son décès avec M. et Mme SCHNEIDER son oncle et sa tante habitant Buxeuil (Vienne)

En décembre 1944, nous avons demandé à M. SCHNEIDER une pièce d'hérédité en vue du paiement d'une somme de 1268 Frs à la succession du CT SONDAG, Monsieur SCHNEIDER qui avait regagné sa région d'origine (Calembourg, commune de Laumesfeld (Moselle) nous a répondu le 20.2.46 en nous invitant à nous adresser à M. Jean-Pierre SONDAG, père de notre ex-agent, propriétaire à Calembourg, commune de Laumesfeld.

Le 31.8.46, M. SONDAG nous a adressé la pièce demandée en réclamant les sommes dues à la succession de notre ex-agent.

M. et Mme SCHNEIDER n'étant pas ascendants directs, et M. et Mme SONDAG n'étant pas à charge, nous avons estimé que le secours Pe 1221 ne pouvait être accordé ni aux uns, ni aux autres.

Cependant un procès-verbal de conciliation pour l'attribution d'une rente accident ayant été établie en faveur de M. et Mme SCHNEIDER en qualité de parents adoptifs, par le Tribunal de Chihon, nous nous sommes rapprochés du greffe de ce Tribunal et nous avons appris que celui-ci détenait:

1°) Un certificat du Maire d'Anzeling (Moselle) attestant que la victime vivait chez son oncle et sa tante, M. et Mme SCHNEIDER depuis 1922.

2°) Un acte dressé devant le Maire de Laumesfeld le 13.12.45 et signé de SONDAG Jean-Pierre qui dit:

" Je soussigné SONDAG Jean Pierre transmets mes droits paternels sur mon fils Joseph SONDAG, à Joseph SCHNEIDER et Marie SONDAG son épouse qui ont depuis 22 ans fait les dépenses pour lui donner une bonne éducation".

En raison de ce dernier certificat qui est en contradiction avec la déclaration de M. SONDAG datée du 31.8.46 rapportée ci-dessus ne doit-on pas considérer M. et Mme SCHNEIDER comme parents adoptifs et ascendants directs?

Il semble que de nouvelles correspondances échangées avec les familles SCHNEIDER et SONDAG n'apporteraient probablement pas d'éclaircissement, seule une enquête effectuée sur place serait à notre avis suffisamment précise pour permettre de décider si oui ou non il convient d'accorder ou de refuser le secours Pe 1221 à M. et Mme SCHNEIDER.



17.18 7.2

10c-4-2

REGION DU SUD-OUEST

Direction  
Pl N° 410

SONDAG

SERVICE  
CENTRAL P

10 FEB 1947

VR : Pe 38 du 9/1/47

Retourné à Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

après avoir fait le nécessaire auprès de notre Service  
intéressé.

Paris, le 10 FEV. 1947

/LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,

*[Signature]*

Scrim

19 SEPT 1947

20 SEPT 1947

ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ST-BRIEUC, le 15-9-47

M. Marcel HAMON  
Député des Côtes du Nord  
15 rue Vicairie  
ST-BRIEUC

à

M. le Directeur Général  
de la S.N.C.F. - PARIS

SCE CENTRAL DU PERSONNEL  
PROJET DE REPONSE A LA SIGNATURE DE  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

SERVICE  
CENTRAL P

22 SEPT 1947

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur Madame SORIN, demeurant, 15, rue de la Petite Haie à DINAN (C. du N.), qui percevait un secours de 3.000 Frs par mois, jusqu'au 31 mars dernier, en tant que veuve d'un employé de la S.N.C.F.

Monsieur SORIN, déporté le 14 janvier 1943, est décédé au début de 1944 en Allemagne, laissant une veuve et un jeune fils. Le secours alloué à la veuve lui a été supprimé par vos services, parce que, soi-disant, elle percevait une délégation de solde. Or, elle n'a jamais rien perçu au titre de son mari en dehors de ce secours. Elle se trouve donc sans ressource et a un fils de 14 ans à charge.

D'autre part, au moment de sa déportation, M. SORIN totalisait 25 ans, moins trois<sup>ans</sup> de services à la S.N.C.F. En conséquence la veuve et son fils peuvent prétendre au bénéfice de la retraite qui devait revenir à M. SORIN.

Je vous demanderais, Monsieur le Directeur Général, de bien vouloir examiner la situation de Mme SORIN avec bienveillance, de déterminer ses droits au bénéfice de la retraite et de rétablir le secours qui lui était alloué en attendant que son cas soit réglé.

Avec mes remerciements pour la suite qu'il vous sera possible de réserver à ma requête, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

M. Hamon

059431

Rép. 9/10



SERVICE DES RETRAITES

24 SEP 1947

N° 812

DIVISION BUREAU

Chef du Service des Retraites,  
 de la ~~Direction~~ *la Région de la Seine*

En la présence de deux autres examinateurs

et une vérification sur la situation de  
 M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> SORIN. (Appel en lettre P. 1221  
 du 5. XI. 45.)

*h. Tardieu* / Le Directeur  
*W. Tardieu* / *Cherrier*

COMMUNICATION

P 1208 du 23.9.1947

A RETOURNER AU  
 SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL

*Paul*

Proposé le 6 octobre 1947  
Le Chef du Service des Retraites.

11 OCT. 1947

Monsieur le Député,

D 409/0

Par lettre du 15 écoulé, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la situation de Mme SORIN, veuve d'un mécanicien de manoeuvre du dépôt de DOL, décédé en déportation qui, bien que ne percevant pas encore la délégation de solde qui doit lui être accordée par l'Autorité Militaire, s'est vu suspendre le paiement des avantages que lui servait la Société Nationale des Chemins de fer français.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application des dispositions transitoires prises en faveur des ayants-droit d'agents tués par faits de guerre, la Société Nationale des Chemins de fer français servait à Mme SORIN depuis le 1er octobre 1945, une allocation bienveillante égale à la demi rémunération de son mari.

Cette allocation, qui n'était pas cumulaire avec les avantages susceptibles d'être alloués par l'Etat, a été payée sans aucune déduction jusqu'au 31 mars 1947. Elle a été suspendue à compter du 1er avril 1947 à la suite de la correspondance échangée avec le Centre d'Administration Territoriale de RENNES au sujet de la délégation de solde militaire allouée à l'intéressée. Les arrérages dus depuis le 1er avril 1947 au titre de cette délégation de solde doivent être intégralement payés à Mme SORIN; notre Service des Retraites intervient d'une façon pressante auprès du Centre susvisé pour que celui-ci lui verse d'urgence les sommes dont il est redevable.

J'ajoute que le régime des délégations de solde ayant pris fin le 1er août 1947, il a été fait application à Mme SORIN du régime définitif de secours prévu en faveur des ayants-droit d'agents tués par faits de guerre. Le montant du secours renouvelable qui lui est ainsi attribué s'élève, allocations familiales comprises, à 46.536 fr. par an. Un mandat de 17.093 fr. représentant, déduction faite de la cotisation à la Caisse de Prévoyance, les arrérages dus à Mme SORIN pour la période du 1er août au 31 décembre 1947 a été adressé à la gare de DINAN le 24 septembre dernier et il est à présumer qu'à l'heure actuelle l'intéressée a encaissé cette somme.

Monsieur Marcel HAMON  
Député des Côtes du Nord  
15, Rue Vicairie à ST-BRIEUC  
(Côtes du Nord)

.../...

Par ailleurs, je crois devoir vous préciser que la pension de réversibilité à laquelle Mme SORIN peut prétendre du fait des services accomplis par son mari à la S.N.C.F. ne pourra être liquidée que lorsque nous serons en possession d'un bulletin officiel constatant le décès de notre agent; mais en tout état de cause, il convient de noter que la liquidation de cette pension n'accroîtrait pas le montant des avantages qui lui sont servis par nos soins, car le taux de cette pension viendrait en déduction du montant du secours renouvelable susvisé.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Député, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE DIRECTEUR GENERAL,

Signé: ARMAND

Monsieur Marcel HANON  
Député des Côtes du Nord  
15, rue Pasteur à St-Brieuc  
(Côtes du Nord)



10/10  
Copie pour <sup>1069</sup> <sup>1064-2</sup> <sup>SERVICE CENTRAL P 11 OCTO 1947</sup> <sup>M<sup>me</sup> SORIN</sup> <sup>11 OCT. 1947</sup>  
SC<sup>o</sup> CENTRAL DU PERSONNEL

D 2209/0

Monsieur le Député,

Par lettre du 15 décembre, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la situation de Mme SORIN, veuve d'un mécanicien de manoeuvre du dépôt de DOL, décédé en déportation qui, bien que ne percevant pas encore la délégation de solde qui doit lui être accordée par l'Autorité Militaire, s'est vu suspendre le paiement des avantages que lui servait la Société Nationale des Chemins de fer français.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application des dispositions transitoires prises en faveur des ayants-droit d'agents tués par faits de guerre, la Société Nationale des Chemins de fer français servait à Mme SORIN depuis le 1er octobre 1945, une allocation bienveillante égale à la demi rémunération de son mari.

Cette allocation, qui n'était pas cumuleable avec les avantages susceptibles d'être alloués par l'Etat, a été payée sans aucune déduction jusqu'au 31 mars 1947. Elle a été suspendue à compter du 1er avril 1947 à la suite de la correspondance échangée avec le Centre d'Administration Territoriale de RENNES au sujet de la délégation de solde militaire allouée à l'intéressée. Les arrérages dus depuis le 1er avril 1947 au titre de cette délégation de solde doivent être intégralement payés à Mme SORIN; notre Service des Retraites intervient d'une façon pressante auprès du Centre susvisé pour que celui-ci lui verse d'urgence les sommes dont il est redevable.

J'ajoute que le régime des délégations de solde ayant pris fin le 1er août 1947, il a été fait application à Mme SORIN du régime définitif de secours prévu en faveur des ayants-droit d'agents tués par faits de guerre. Le montant du secours renouvelable qui lui est ainsi attribué s'élève, allocations familiales comprises, à 46.536 F par an. Un mandat de 17.093 F représentant, déduction faite de la cotisation à la Caisse de Prévoyance, les arrérages dus à Mme SORIN pour la période du 1er août au 31 décembre 1947 a été adressé à la gare de DINAN le 24 septembre dernier et il est à présumer qu'à l'heure actuelle l'intéressée a encaissé cette somme.

Monsieur Marcel HARON  
Député des Côtes du Nord  
15, Rue Vicairie à ST-BRIEUC  
(Côtes du Nord)

.../...

Par ailleurs, je crois devoir vous préciser que la pension de réversibilité à laquelle Mme SORIN peut prétendre du fait des services accomplis par son mari à la S.N.C.P. ne pourra être liquidée que lorsque nous serons en possession d'un bulletin officiel constatant le décès de notre agent; mais en tout état de cause, il convient de noter que la liquidation de cette pension n'accroîtrait pas le montant des avantages qui lui sont servis par nos soins, car le taux de cette pension viendrait en déduction du montant du secours renouvelable susvisé.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Député, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

LE DIRECTEUR GENERAL, *ayl*

Signé : ARMAND

Taffourau



4559

FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER DE FRANCE  
DES COLONIES & PROTECTORATS  
211, Rue Lafayette — PARIS-X<sup>e</sup>



Union N° 5892

Chèq. Postal: Paris 549.07

ORGANES OFFICIELS  
Le Cheminot Syndicaliste  
Le Cheminot du P.L.M.

S.N.C.F. : 127 12/11  
Pièces jointes

- 5 DEC. 1945

EX	MT	VB	AG
SA	SH	EC	TS

## Union des Syndicats de la Région Sud-Est

4, Square Georges-Lesage, PARIS (XII<sup>e</sup>)

le 29. Nov. 1945

Monsieur PARIS, Ingénieur  
Service Central du Personnel  
88, rue St Lazare

PARIS 9<sup>e</sup>

Je vous sou mets une réclamation qui nous est transmise par notre Syndicat du MANS et qui a trait à la situation de Mme TAFFOUREAU Madeleine, dont le mari, distributeur au magasin matériel de cette localité, Matricule N° 145.214 DR, a été arrêté, une première fois le 17 Juillet 1941 jusqu'au 16 Juin 1942 et, une deuxième fois le 23 Mars 1943 et actuellement on est sans nouvelles de lui.

Mme TAFFOUREAU a perçu les 3/4 de son salaire à partir de la Libération; elle n'a reçu qu'un rappel pour les autres périodes d'absence de son mari à la S.N.C.F.

Je vous demande de vouloir bien faire examiner cette situation et lui donner la suite qu'elle comporte.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Général de l'Union

Membre du Bureau Fédéral

W. JEANNOT

Lisez, faites lire, abonnez-vous au "CHEMINOT SYNDICALISTE"

Pe 2132

monieur le Directeur de la Région Ouest

- En le priant de bien vouloir faire régler  
d'urgence le sinistre de M. Taffourcan et  
me rembourser

M. Duxay

le Directeur

L'Ingénieur

PQ

7/12



1/2 T

72500

Union des Syndicats de la Région Ouest



JM 17

Paris, le 21 DEC 1945

MTO PA

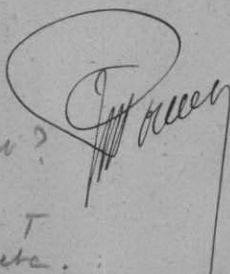
Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,

Je vous retourne ci-jointe la réclamation que vous m'avez transmise concernant Mme TAFFOUREAU, femme du distributeur au Magasin du Mans, déporté, dont le Ministère nous a officieusement annoncé le décès.

Je donne les instructions nécessaires pour que soient payées à Mme TAFFOUREAU les sommes mises en réserve pendant qu'elle était elle-même incarcérée, compte tenu de ce qu'un quart a été versé pendant cette période à la soeur de notre agent. C'est par suite d'une omission du Service qu'elles ne lui avaient pas été mandatées dès sa libération.

Je lui fais également payer les 3/4 du salaire de son mari pour la période de la première arrestation du 17.7.41 au 7.7.42.

LE DIRECTEUR



- In vengance  
d'ennemi à l'inst.*
- 1/ In the T. elle agent d'act  
le sonny A correspond aux  
à la même à elle.
  - 2/ Premier 2/12/41 à l'inst.  
de main, période à l'inst.  
1/4 mis en réserve ?
  - 3/ des a-t-on appliqué à la me T  
le respect. à l'inst. R. 1221 etc.  
comme venue d'act. d'inst. d'inst.  
d'inst. ?

Re 2260



over

M. Pichot

1847

du 1<sup>er</sup> janvier

- 1/ M<sup>me</sup> Taffourau est-elle agent S.N.C.F. non  
les sommes A ~~compréhension~~ elle à sa réimbursement  
à elle ?
- 2/ Prénoms sur règlement situation du mari,  
période B notamment ? 3/0.-  
1/4 mis en réserve ?
- 3/ A-t-on appliqué à M<sup>me</sup> Taffourau les  
dispositions de lettres P<sup>e</sup> 124 et suivantes  
comme somme d'agent déporté prisonnier délégué ?  
selon.

1<sup>re</sup> arrestation 2/4 15.812 + 1/4 17-7.41  
au 6.7.42.

2<sup>e</sup> arrestation - Différence entre <sup>100 vers 5</sup> <sup>mille vers 5</sup>  
régularisation et 3/4 de solde - 24.962.  
mensuel de 12-12.05.

1/4 en réserve à lui payer par  
fraction : 46.021. par tranche  
de 2000.

## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série ..... N° ..... Réseau propr' .....

Partie de ..... Wagens

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : .....

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPE CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : .....

Réseau ou Pays destinataire : .....

Taffourau

4 JAN 1946

Ière

N/

Re

161

Monsieur JEANNOT

Secrétaire Général de l'Union des  
Syndicats de la Région du Sud-Est4, Square Lesage  
PARIS 12ème

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° I.127 du 29 Novembre 1945, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme TAFFOUREAU dont le mari, distributeur au Magasin du MANS, a été arrêté par les Allemands, déporté et n'a pas donné de nouvelles depuis la Libération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les instructions utiles viennent d'être données par la Région de l'Ouest pour qu'il soit payé, à Mme TAFFOUREAU, les sommes correspondant d'une part aux 3/4 de la rémunération de son mari pour la période pendant laquelle celui-ci a été arrêté la 1ère fois du 17 Juillet 1941 au 6 Juillet 1942, et d'autre part la différence entre les 3/4 de la rémunération qu'aurait perçue son mari entre le 23 Mars 1943, date de sa 2ème arrestation et le 1<sup>er</sup> Octobre 1945, et le 1/4 de la rémunération qui a été payé à la sœur de M. TAFFOUREAU.

Par ailleurs, le 1/4 mis en réserve pour le retour de M. TAFFOUREAU sera payé par fractions mensuelles à sa femme à qui nous appliquons, en outre, les dispositions de la lettre Pe I.221 relative à la situation des ayants droit des agents décédés par faits de guerre.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'INGENIEUR,

Signé : PARIS

tous ft. guerre



## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr° \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**  
**GROUPE CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare

destre : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de trit : \_\_\_\_\_

## LOTISSEMENT EST

**H 1**

## CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West\*\*

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles  
ou inflammables », « Plomb de douane ».Complet ou Groupage condit<sup>el</sup> (H<sup>1</sup>)

Tastewim

17

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

13 MAI 1943 Saint Maurice d'Audoubert le 8 Mai 1943

1939

Pre  
un  
timbre-  
poste

1157

31 MAI 1943  
S. N. 12 MAI 1943  
C 11 MAI 1943  
CABINET DU PRÉSIDENT

me donne élément de réponse

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
DIRECTION GÉNÉRALE

Monsieur le Président  
Conseil d'Administration  
S.N.C.F.

04648/1

Rép.

Ce timbre doit rester  
adhérent à la pièce

Dossier 4250/11/13

18 rue St. Lazare Paris 18

M. Katalot Monsieur

Tous Soudrez bien m'excuser, si

je prends la liberté de vous exposer  
ce qui suit.

Mon mari André Casterni  
chauffeur de route au dépôt de  
Chalon sur Saône mobilisé le 3.9.39. a été  
blessé le 6 juin 1940 dans la bataille de la  
Somme est décédé le 11 juin 1940 à l'Hôpi-  
tal Foch à Suresne

J'ai obtenu l'allocation différentielle  
jusqu'en août 1942. depuis ce jour je demande  
un secours par la S.N.C.F. dès que ma pension  
sera liquidée je dois rembourser à la S.N.C.F. le  
montant des avances ainsi accordées jusqu'à  
concurrence du montant de la pension.  
alors l'excédent sera considéré comme n'étant



<sup>Alpha</sup>  
Depuis a titre de Secours de la S.N.C.F.

Le Depot de Chalons me  
demande de faire une demande de  
pension militaire.

Aussi je viens vous demander, Monsieur  
le President, si je dois faire cette demande  
moi même, ou si je dois attendre que  
l'Etat me fasse la pension.

Et que je comprends pas que les Femmes  
d'agents morts pour la France, soient pas  
considérées comme les femmes des prisonniers  
qui touchent l'allocation différentielle de leurs  
Mars, qui actuellement ne coûte <sup>pas plus</sup> pour le  
service de la S.N.C.F. que ceux qui  
sont morts pour la France.

Aussi, Monsieur, le President, je vous  
serez très reconnaissante de bien vouloir me  
donner quelques renseignements à ce sujet.

Avec tous mes remerciements. Veuillez  
Agreez, Monsieur, le President mes respect-  
ueuses salutations.

Veuve Gastevy

Madame V<sup>ve</sup> Gastevy Andrie

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL 4

le

27 Mai

19 43

D. 4250/11

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me communiquer pour éléments de réponse la lettre ci-jointe de Mme. TASTEVIN, veuve de guerre d'un chauffeur de route du dépôt de Chalon-sur-Saône, qui désirerait avoir des précisions sur les dispositions dont elle bénéficie, prises par la Société Nationale en faveur des ayants droit des agents décédés alors qu'ils étaient mobilisés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme. TASTEVIN doit effectivement faire toutes les démarches utiles en vue de la liquidation de la pension militaire à laquelle elle peut prétendre. Elle risquerait sans cela de laisser expirer le délai imparti pour la production de telles demandes et de ne plus pouvoir toucher de pension.

D'autre part, le secours que la S.N.C.F. lui alloue actuellement lui sera maintenu jusqu'au moment où elle recevra ladite pension. Mme. TASTEVIN devra alors reverser, sur le rappel de pension qui lui sera payé, le montant des secours qu'elle aura touchés jusqu'à concurrence du montant de ce rappel, ce qui ne nécessitera de sa part aucun débours.

A partir de la date à laquelle la pension sera régulièrement payée, le secours de la Société Nationale, réduit du montant de cette pension, continuera, le cas échéant, à lui être versé aussi longtemps que l'Etat maintiendra aux ayants droit de ses fonctionnaires décédés ou disparus la délégation d'office de traitement instituée par le décret du 9 Avril 1940.

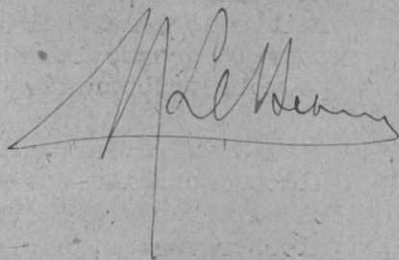
.....

Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration.

Enfin le régime de solde des prisonniers auquel fait allusion Mme. TASTEVIN n'est pas comparable à celui des ayants droit des agents tués alors qu'ils étaient mobilisés. Dans le premier cas, les agents appartiennent encore au cadre de la S.N.C.F. Dans le second, nous pourrions cesser tout versement à la veuve en dehors de la pension de réversibilité qui peut lui être due, car il appartient à la collectivité de s'occuper des veuves des citoyens tués à l'ennemi. C'est à titre de mesure bienveillante que nous continuons à verser, pendant la durée des hostilités, une partie de l'allocation différentielle qui était payée au mari du temps où il était encore agent de la S.N.C.F.

-Votre respectueux et dévoué,

Le Directeur Général,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'M. Le Directeur', written over a horizontal line.



DA250

11

H. Guy

10-7-41-7  
Tastevin

7 juin

43

Madame,

Par lettre du 18 mai, vous avez bien voulu me demander des précisions sur les dispositions prises par notre Société en faveur des ayants droit de ceux de ses agents qui sont décédés alors qu'ils étaient mobilisés.

Nous vous servons actuellement un secours. Ce secours vous sera maintenu jusqu'au moment où vous bénéficierez de la pension militaire à laquelle vous pouvez prétendre.

A partir de la date à laquelle cette pension sera régulièrement payée, le secours de la S.N.C.F., réduit du montant de ladite pension, continuera, le cas échéant, à vous être versé aussi longtemps que l'Etat maintiendra aux ayants droit de ses fonctionnaires décédés ou disparus la délégation d'office de traitement instituée par le décret du 9 août 1940.

Quant au remboursement des sommes que vous aurez déjà touchées au titre dudit secours, il sera imputé sur le rappel de pension qui vous sera alloué jusqu'à concurrence de ce rappel, de telle sorte qu'en fait vous n'aurez aucun débours à effectuer.

Je crois devoir ajouter qu'il vous appartient à vous-même d'effectuer les démarches utiles en vue d'obtenir la liquidation de votre pension militaire. Je ne saurais trop vous conseiller d'entreprendre sans tarder ces démarches, car, faute d'y procéder en temps utile, vous risqueriez de laisser expirer le délai imparti pour la production de la demande nécessaire.

Veuillez agréer, Madame, tous mes hommages.

SIGNE: FOURNIER

Madame Veuve TASTEVIN  
Saint-Maurice d'Ardeche  
par Vogüé (Ardeche)

Tastevin

27 MAI 1943

S.N.C.F.	SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL	
1943		
In	D	P
Pg376		

Monsieur le Président,

D - 4250/11

Vous avez bien voulu me communiquer pour élément de réponse la lettre ci-jointe de Mme TASTEVIN, veuve de guerre d'un chauffeur de route du dépôt de Chalon-sur-Saône, qui désirerait avoir des précisions sur les dispositions dont elle bénéficie, prises par la Société Nationale en faveur des ayants droit des agents décédés alors qu'ils étaient mobilisés.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme TASTEVIN doit effectivement faire toutes les démarches utiles en vue de la liquidation de la pension militaire à laquelle elle peut prétendre. Elle risquerait sans cela de laisser expirer le délai imparti pour la production de telles demandes et de ne plus pouvoir toucher de pension.

D'autre part, le secours que la S.N.C.F. lui alloue actuellement lui sera maintenu jusqu'au moment où elle recevra ladite pension. Mme TASTEVIN devra alors reverser, sur le rappel de pension qui lui sera payé, le montant des secours qu'elle aura touchés jusqu'à concurrence du montant de ce rappel, ce qui ne nécessitera de sa part aucun débours.

A partir de la date à laquelle la pension sera régulièrement payée, le secours de la Société Nationale, réduit du montant de cette pension, continuera, le cas échéant, à lui être versé aussi longtemps que l'Etat maintiendra aux ayants droit de ses fonctionnaires décédés ou disparus la délégation d'office de traitement instituée par le décret du 9 Avril 1940.

.....

Monsieur le Président  
du Conseil d'Administration.

Enfin le régime de solde des prisonniers auquel fait allusion Mme. TABEVIN n'est pas comparable à celui des ayants-droit des agents tués alors qu'ils étaient mobilisés. Dans le premier cas, les agents appartiennent encore au cadre de la S.N.C.F. Dans le second nous pourrions cesser tout versement à la veuve en dehors de la pension de reversibilité qui peut lui être due, car il appartient à la Collectivité de s'occuper des veuves des citoyens tués à l'ennemi. C'est à titre de mesure bienveillante que nous continuons à verser, pendant la durée des hostilités, une partie de l'allocation différentielle qui était payée aux maris du temps où il était encore agent de la S.N.C.F.

Votre respectueux et dévoué,

Le Directeur Général,

**Signé : LE BESNERAIS**

Fessereau.

---

Pc 1

un renvoi à la p.  
dans le paragr. (rel. au 7a II le point  
de vue relatif au rappel  
de l'acte)



67/22 SERVICE CENTRAL P 17 JANV 1945

REGION DU SUD-OUEST

Paris, le 16 JAN 1945

DIRECTION

Pl-Co

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

V.R.- lère Division  
n° 1009 du 11.12.44

Comme suite à votre communication rappe-  
lée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire  
connaître que des instructions ont été données  
pour le paiement d'urgence à Mme TESSERAU,  
femme d'un homme d'équipe de Poitiers réintégré  
pour ordre le 1er octobre dernier, d'une alloca-  
tion égale au montant des allocations familiales  
augmenté des 3/4 des autres éléments de rémuné-  
ration.

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,

*répondre à  
M. Tournemane*

*[Signature]*

*[Signature]*

Le<sup>me</sup> Tessier

1<sup>re</sup> tranche 11.849<sup>x</sup>

le 10 février 1945

après avoir le  
nouveau titre

et A/E de

le 15 avril 1945

---

aff Selfly

F 1464 p1142

affa - jami"li

H.C

25-1-45. La Direction du Sud-Ouest demande à Tours de lui indiquer par retour du courrier la date de paiement du rappel de solde dû à M<sup>me</sup> Tessereau.

3-2-45. A la date du 2 février, rien n'a encore été versé à M<sup>me</sup> Tessereau, le bureau de la solde de Tours est surchargé de travail et n'a pu encore s'occuper de cette affaire.

Nous avons insisté sur l'urgence de ce règlement.

Samedi à 11<sup>h</sup>30, le S.O. a fait connaître par téléphone que M. Cardon donnait ce jour même des instructions pour que le cas de M<sup>me</sup> Tessereau soit réglé de toute urgence. On nous tiendra au courant.

$\frac{5}{2}$



M. Jeanini  
attendre que le n<sup>o</sup> 99  
soit fait. Relancer le  
S.O. dans 99 jours et  
me tenir au courant  
By 6. II



(pièces d'identité)	Art (espèce)	N°	Behörde (Autorité)	Ausst. Ort. u. Tag (Lieu/date de délivrance)
h Kraftwagen (voiture)	h Art (espèce)		Fabrikat (Marque)	Kennnummer (N° de police)
2). Ziel der Reise (lieu de destination, Département, etc)				
3). Wie häufig wollen Sie die nachstehenden Linien überschreiten ? (hin und zurück)  Combien de fois désirez-vous traverser les lignes suivantes ? (aller et retour)				
a Die Nord-Ost Linie (la ligne NORD-EST)	a			
b Die Demarkations-Linie (la ligne de démarcation)	b	(Pour cette dernière indiquer le lieu de passage, à savoir : Vierzon, Moulins, Paray le Monial ou Chalon-sur-Saône).		
4). Grund und Dauer d. Reise (But et durée du voyage)				

Paris, den \_\_\_\_\_

Unterschrift  
(signature)

La D<sup>re</sup> du Sud Ouest  
me informe qu'elle a  
demandé à Larrut<sup>(1)</sup> (nos lettres  
expédiées hier<sup>+</sup>) de lui indiquer  
par retour de courrier la  
date de paiement du  
rapport de Salde à M<sup>re</sup> Tettereau.

25.1  
—  
25

(1)

Tous étant chargés du mandatement.  
+ L'agent chargé de cette affaire n'a reçu  
cette lettre que le 29. (31.1.45)  
à la date du 2.2. rien n'a encore été versé  
à M<sup>re</sup> Tettereau. (3.2.)

In F. H. L.

19.1.29

Cette réponse a été reçue par l'éditeur.  
Le dimanche et le 30 novembre - et une  
nouvelle lettre a été envoyée quel S.O. a  
été reçu le 7 octobre.

Quant à votre réponse il s'agit de  
l'intérieur, une autre lettre a été envoyée que  
vous avez fait la réponse : il fallait dire  
ce le 1<sup>er</sup> décembre - il faut faire voir  
- le plus prochain possible : le dimanche  
a été fait.

De la même manière  
par ailleurs.

M. Monnet  
s'adresse aux S.O.  
qui le concernent a été fait.  
Bonne nuit

S.O. question le 22.1.29

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

le

19

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 5339 RT/LG du 30 novembre dernier, vous avez appelé mon attention sur la situation de Mme TESSERAU dont le mari, ex-homme d'équipe à Poitiers, révoqué le 26 janvier 1942 à la suite d'une condamnation pour activité communiste, a été déporté en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Région du Sud-Ouest dont il dépend a réintégré cet agent pour ordre le 1er octobre dernier. Le nécessaire va être fait en conséquence pour que Mme TESSERAU reçoive une allocation égale au montant des allocations familiales augmenté des 3/4 de la rémunération de son mari.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur Général,

Lith. A.C.M. 1

Monsieur TOURNEMAINE  
Secrétaire Général de la  
Fédération Nationale des  
Travailleurs des Chemins de fer  
19, rue Pierre Sémard  
PARIS (9ème).



74/5/2  
Région du Sud-Ouest  
DIRECTION

22 MARS 1945  
Paris, le 21 MAR 1945

Pl. Co

Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

V.R. : 1ère Division  
du 22.2.45

Suite à la correspondance échangée au  
sujet de la régularisation de la situation  
de M. TESSEREAU Jean, homme d'équipe à Poitiers  
réadmis pour ordre le 1er octobre 1944.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que, conformément aux indications contenues  
dans votre lettre rappelée ci-contre, nous  
procédons actuellement au redressement de la  
situation de cet agent.

Un acompte de 41.000 francs à valoir  
sur le rappel revenant à Mme TESSEREAU, pour  
la période du 8 Décembre 1941 au 31 Juillet  
1944, a été adressé le 12 mars courant à la  
gare de Poitiers chargée d'en effectuer le  
paiement.

*L* Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

*Kil*

*Pe 256*

Paris, le 22 FEVR 1945

SERVICE CENTRAL  
du PERSONNEL

1ère Division.

Monsieur le Directeur de la Région du SUD-OUEST,

Je suis informé qu'une somme de 11.849 f., représentant les 3/4 de la rémunération + les allocations familiales depuis le 1er août 1944, vient d'être versée à Mme TESSEREAU, dont le mari, révoqué en Janvier 1942 à la suite d'une condamnation à 5 ans de prison pour activité communiste, est encore détenu en Allemagne.

Ce règlement ne paraissant pas avoir le caractère d'une avance, il semble que la situation de cet agent n'ait pas été réglée en conformité de mes notes P.1259 et P.1271 des 8 et 13 novembre 1944. M. TESSEREAU doit, en effet, en application de ces notes, être considéré comme s'il était resté en service et, en attendant son retour, les 3/4 de sa rémunération plus les allocations familiales doivent être payés à sa femme depuis la date de *son incarcération*.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire effectuer d'urgence le redressement utile et m'aviser du nécessaire fait.

LE DIRECTEUR,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série ..... N° ..... Réseau propr<sup>e</sup> .....

Partie de ..... Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }**DÉTAIL P. V.**

Poids : .....

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : .....

Réseau ou Pays destinataire : .....

Gares de trit : .....

**Complet ou Groupement con**

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le

88, rue Saint-Lazare (9°)

1. DIVISION

Réf. : Pe n°

Monsieur TOURNEMAINE

Secrétaire général  
de la Fédération nationale  
des Travailleurs des Chemins de fer

19, rue Pierre Semard

PARIS (9ème)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 5339 RT/LG du 30 novembre 1944, vous avez attiré mon attention sur la situation de Madame TESSEREAU, dont le mari, homme d'équipe à Poitiers, condamné à 5 ans de prison pour détention de tracts communistes, a été révoqué et déporté en Allemagne, et vous m'avez signalé que Madame TESSEREAU n'aurait pas touché d'acompte sur le rappel de solde à lui payer pour la période d'incarcération de son mari.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Madame TESSEREAU vient de recevoir un acompte de 41 000 francs sur le rappel à lui payer.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Directeur,

*Cl.  
à connaître au dtr*

*27/5  
M. Fatiou  
Le directeur a cette lettre et d  
noter : pour que un as flou  
tout info à l'origine de l'incarcération  
lettre à 20/11 en ce cas et de pas de réponse !  
Renseignements en observation envoyés au dtr !*



n° 1009

Communiquée  
à M. le Directeur de la Région  
du Sud-Ouest,  
en le priant de bien vouloir  
faire le nécessaire, le cas échéant,  
et me renseigner.

le 11/12/44

X

MALADIES — BLESSURES — MATERNITÉ

ASSURANCES SOCIALES

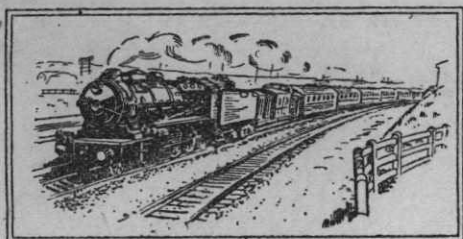
---

-5 DEC 1944

SERVICE  
CENTRAL P

6 DEC. 1944

5 DEC 1944



Tél. TRUdaine 58-54  
, , 58-55



FÉDÉRATION NATIONALE DES

# Travailleurs des Chemins de Fer

DE FRANCE, DES COLONIES & PAYS DE PROTECTORAT

19, RUE BAUDIN, 19

PARIS - IX

18, Rue Pierre Semard

PARIS - IX

Compte Chèques Postaux  
Paris 1913-99

Paris, le 30 Novembre 1944

Monsieur le DIRECTEUR GENERAL  
de la S.N.C.F.

88, rue Saint Lazare

PARIS

N° 5.339 - RT/LG.-

Monsieur le Directeur Général,

J'attire votre attention sur le cas de Madame TESSERAU dont le mari l'agent TESSERAU Paul homme d'équipe à POITIERS arrêté le 8 décembre 1941 pour action contre l'occupant, a été révoqué et déporté en Allemagne.

Madame TESSERAU à 3 enfants de 7, 9 et 10 ans, sa situation naturellement est très mauvaise et ses enfants en subissent durement les conséquences.

Cette dame a reçu communication de la réintégration de son mari depuis la libération, mais n'a pas touché d'acompte.

Je vous demande de faire le nécessaire afin qu'une action immédiate intervienne pour apporter une amélioration financière à la situation de Mme TESSERAU et de ses enfants.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Un Secrétaire général,  
R. TOURNEMAINE.



x pour fin le  
marché d'urgence, le  
cas échéant, et m.  
renseigner

7.XII



28 MARS 1945

1

Pe n° 49

Monsieur le Directeur  
de la Région SUD-OUEST

Par lettre FI-Co du 21 mars 1945, vous m'avez avisé qu'un mandat de 41 000 francs avait été adressé le 12 mars 1945 à la gare de Pontiers, à titre d'acompte sur les sommes à verser à Madame TESSERAUD, par application des dispositions de la lettre P.1271 du 13 novembre 1944.

Je m'étonne vivement qu'il ait fallu un délai aussi long pour payer un simple acompte à Madame TESSERAUD et je vous prie de faire vérifier qu'il n'existe plus dans votre région de situations analogues à celle de Madame TESSERAUD, tous les rappels que je vous ai prescrit d'attribuer aux intéressés devant être payés avec la plus grande célérité.

Le Directeur,

Signé : CAMBOURNAC



94/9/2

SERVICE  
CENTRAL P

8 JUIN 1945

REGION DU SUD-OUEST  
DIRECTION  
Pl/Co

Paris, le - 7 JUIN 1945

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,

V.R.- Pe n° 199  
du 28.3.45

A la suite du règlement de la situation de Mme TESSEREAU dont le mari, révoqué en Janvier 1942 à la suite d'une condamnation à 5 ans de prison pour activité communiste, déporté en Allemagne, puis réadmis pour ordre le 1er Octobre 1944, vous m'avez demandé de vous donner l'assurance qu'il n'existait plus sur la Région de situations analogues à celle de Mme TESSEREAU

J'ai l'honneur de vous faire connaître que tous les cas des agents encore détenus en Allemagne ont été revus et réglés, conformément aux dispositions de vos lettres P. 1258 et P. 1271 des 8 et 13 Novembre 1944.

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,



cl.  
8.6.45  
acc

Pe 889

ASSOCIATION NATIONALE  
DES CHEMINOTS A. C.  
Mobilisés, Prisonniers et  
Victimes des deux Guerres

SIÈGE :

9, rue Dautancourt . Paris . 17  
TÉLÉPHONE : MARCADET 04-87

Réf. à rappeler  
1324/MJ

PARIS, 1e2I Novembre 1945

Monsieur FATALOT  
Directeur adjoint,  
Service Central du Personnel S.N.C.F.  
88, rue St Lazare  
PARIS 9<sup>e</sup>

Monsieur le Directeur adjoint,

Nous attirons votre bienveillante attention sur la situation de Madame TESSEREAU, veuve d'un de nos camarades de POITIERS déporté et décédé, en Allemagne.

Madame TESSEREAU n'aurait perçu que les 3/4 du traitement de son mari, depuis le 1er ~~février~~ <sup>août</sup> 1944, et il ne lui aurait pas été attribué le montant des allocations familiales pour ses 3 enfants, dont l'aîné a 12 ans.

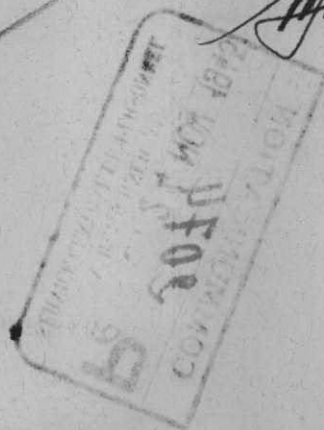
Elle aurait, également, sollicité, de la Région Sud Ouest, un poste de garde barrière à proximité d'une ville assez importante, pour lui permettre de pouvoir envoyer ses enfants à l'école et de placer son aîné en apprentissage, au moment opportun.

D'après les indications que nous possédons, Madame TESSEREAU ne percevrait que la somme de 1826 frs par mois. Aussi, se trouve-t-elle dans une situation extrêmement difficile, ce qui s'explique par la modicité de ses ressources.

Comptant que vous voudrez bien faire examiner d'urgence ce cas extrêmement intéressant, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Adjoint, l'assurance de nos sentiments distingués.

LE SECRETAIRE GENERAL :

*M Paris*



27 OCT 1945  
M. le Directeur de la Région du SUD-OUEST

N. 5  
2000 17-5

pe

En le priant de bien vouloir me mettre à  
même de répondre. Est-il exact que la allocation  
pas été payée à M. Terrenceau? Est-il possible d'obtenir  
de venir un poste de faux-barrières?  
(note à M. de la 199 du 28.3 et à M. de la PL/Co du 7.6.45)

/ Le Directeur.  
L'Ingénieur,  
*C. Ouy*

S.N.C.F.  
RÉGION DU SUD-OUEST  
1145 26 NOV 1945  
DIRECTION DE L'EXPLOITATION  
INT. GEF. 324 DU PERSONNEL

COMMUNICATION -  
Pe 2074  
24 NOV 1945  
A RENDRE AU  
SERVICE CENTRAL DU PERSONNEL



Paris, le 18 Décembre 1945

REGION DU SUD-OUEST  
EXPLOITATION  
Service Général  
3e Section B  
a 34-2

~~Monsieur~~ le Chef des Services Administratifs,

V.R.- Pl/Co du 28-11-45  
Agents déportés en Allemagne

Suite à votre transmission rappelée en marge concernant Mme TESSEREAU, veuve d'un HE de la gare de Poitiers.

Je vous précise que Mme TESSEREAU a bénéficié d'une allocation mensuelle égale aux 3/4 de la rémunération augmentée de la totalité des AF jusqu'en Septembre 1945 inclus.

Pour Octobre, le paiement des allocations familiales ayant été suspendu en attendant les renseignements nécessaires à leur détermination, seule la demi-rémunération lui a été versée, soit une somme de 1.826 frs.

Le rappel des allocations familiales d'Octobre, soit 204 frs a été payé à l'intéressé le 30-11-45.

Conformément aux prescriptions de la lettre Pe 1155 du 22-10-45, Mme TESSEREAU doit recevoir mensuellement, à partir du 1er Octobre 1945 la somme de 1.931 frs, se composant comme suit :

- 1/2 rémunération brute y compris 1/12ème P.F.A. . . . .	1.826 F
- complément pour parfaire la rémunération payée antérieurement au 1er Octobre 1945 (prélevé sur les sommes mises en réserve au titre du 4ème quart de la rémunération) . . . . .	591 F
- nouvelles allocations familiales . . . . .	1.914 F
	<hr/> 4.331 F

A déduire :

- délégation familiale (allocation principale + 3 majorations pour enfants) . . . . .	2.400 F
- Montant de la nouvelle allocation mensuelle . . . . .	1.931 F

En outre, la situation de cette dame va être revue par le Service des Retraites, avec effet du 1er Février 1945, dans les conditions fixées par la lettre Pe 1221 du 5-11-45.

Tant que l'Etat maintiendra aux ayants-droit de ses fonctionnaires décédés par faits de guerre le régime de la délégation d'office, Mme TESSEREAU recevra une allocation égale à la différence entre la moitié des éléments soumis à retenues et de l'indemnité de résidence et la pension servie par l'Etat. Mais, contrairement à ce qui avait lieu



jusqu'ici, cette allocation sera révisée à chaque modification des conditions de rémunération, ce qui aura pour effet de relever très sensiblement le montant des sommes versées par la S.N.C.F.

Par la suite, Mme TESSEREAU recevra un secours ayant pour but de porter le total des prestations réglementaires servies par la SNCF de la pension de l'Etat et du secours aux 3/8 de la rémunération soumise à retenues que percevait son mari, ces 3/8e étant assimilés à une pension et révisés comme les pensions de retraite.

P. LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION  
P. Le Chef de la Division du Service Général,

Signé : ...

REGION SUB-OUEST  
SERVICES ADMINISTRATIFS

Bureau du Personnel

Transmis à Monsieur le Directeur du Service Central  
du Personnel,

Comme suite à sa communication ci-jointe du 24 novembre, en retour.

En ce qui concerne la demande d'emploi formulée par Mme TESSEREAU, celle-ci est actuellement à l'examen et nous ne manquerons pas de faire connaître la suite qui y aura été donnée.

Paris, le 26 DEC 1945

LE DIRECTEUR DE LA REGION DU SUD-OUEST,  
LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

*Am*  
\_\_\_\_\_

P 2279

82 JANV 1946

ière

N/ Pe 1

Monsieur J A C Q U E T

Secrétaire Général de l'Association  
Nationale des Cheminots Anciens  
Combattants

9, rue Dautancourt

P A R I S 17ème

Mon Cher JACQUET,

Par lettre n° I.324 du 21 Novembre dernier, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme TESSEREAU, veuve d'un Homme d'Equipe de la Gare de POITIER, déporté et décédé en Allemagne.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme TESSEREAU a bénéficié, conformément à nos instructions, d'une allocation mensuelle égale aux 3/4 de la rémunération qu'aurait perçue son mari s'il était resté en service, augmentée de la totalité des allocations familiales. Cette allocation a été payée à Mme TESSEREAU jusqu'au 30 Septembre 1945.

Pour le mois d'Octobre 1945, le paiement des allocations familiales a été suspendu en attendant que Mme TESSEREAU fournisse à la Région du Sud-Ouest, certains renseignements qui lui avaient été demandés et seule la demi-rémunération soumise à retenues de son mari, soit une somme de 1.826 Francs, lui a été versée. Le rappel des allocations familiales d'Octobre a été payé à Mme TESSEREAU le 30 Novembre dernier.

La situation de Mme TESSEREAU va être revue avec effet du 1er Février 1946 en vue de l'attribution d'une allocation égale à la différence entre la demi-rémunération soumise à retenues et l'indemnité de résidence qu'aurait perçue M. TESSEREAU et la pension servie à sa veuve par l'Etat.

A cette allocation, s'ajouteront, pendant un certain temps, les sommes prélevées sur le quart mis en réserve sur la rémunération de son mari; cette allocation sera maintenue à Mme TESSEREAU dans les conditions fixées par la lettre Pe I.221 du 5 Novembre dernier, c'est à dire tant que l'Etat maintiendra aux ayant droit de ses fonctionnaires décédés par faits de guerre le régime de la délégation d'office. A cette allocation, sera par la suite substitué un secours ayant pour but de porter le total des prestations servies <sup>tant</sup> par la S.N.C.F.

...

CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série ..... N° ..... Réseau propr<sup>e</sup> .....

Partie de ..... Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : .....

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**  
**GROUPAGE CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : .....

Réseau ou Pays destinataire : .....

Gares de trit : .....

LOTISSEMENT EST

**Z**

CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>se</sup>Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosives  
ou inflammables », « Plomb de douane ».Complet ou Groupage Condit<sup>el</sup> (Z)



que par l'Etat aux 3/8 de la rémunération soumise à retenues que percevait son mari, ces 3/8 étant assimilés à une pension et révisés comme les pensions de Retraite.

La demande d'emploi formulée par M<sup>me</sup> TESSEREAU est actuellement à l'examen et je ne manquerai pas de vous faire connaître la suite qui y sera donnée.

Veuillez agréer, mon Cher JACQUET, l'expression de mes meilleurs sentiments.

L'INGENIEUR en CHEF,

Signé : FATALOT



## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr<sup>e</sup> \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**  
**GROUPAGE CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de trit : \_\_\_\_\_

## LOTISSEMENT EST

Z

## CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>se</sup>

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane ».

Complet ou Groupage Condit<sup>el</sup> (Z)

42/18-2

Région du Sud-Ouest

Paris, le 29 MARS 1946

Direction  
Pl/Co

SERVICE  
CENTRAL P 30 MARS 1946

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel

V.R. : communication  
du 24.11.45, de la lettre  
1324/MJ du 21.11.45 de  
l'Association Nationale  
des Cheminots A.C.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, comme  
suite à ma communication du 26 décembre 1945, que  
Mme TESSEREAU, veuve d'un homme d'équipe à Poitiers, vient  
de refuser le gardiennage du P.N. 221 de Clén, seul  
poste que nous puissions lui offrir.

Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

Kil

Pehur

AVRIL 1946

Lr.2

1°

V/ Pe 375

OBJET :

Situation de  
M. TESSEREAU

Monsieur JACQUET  
Secrétaire Général de l'Association  
Nationale des Cheminots Anciens  
Combattants,

9, Rue Deutancourt

PARIS 17ème

Mon Cher JACQUET,

Comme suite à ma lettre Pe 1 du 2 janvier 1946 relative à la situation de M. TESSEREAU, Veuve d'un homme d'équipe de POITIERS, décédé en Allemagne où il avait été déporté, j'ai l'honneur de vous faire connaître que cette dame vient de refuser le gardiennage d'un passage à niveau à CLAN, seul poste que nous puissions lui offrir.

Veuillez agréer, Mon Cher JACQUET, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

L'INGENIEUR EN CHEF,

Signé : FATALOT

main doivent l'être au CRAYON BLEU, en gros caractères

LOTISSEMENT EST

**Z**

CHARGE ET FREINAGE

1) **Poids**

1) **Brut**

**Poids**

**Frein**

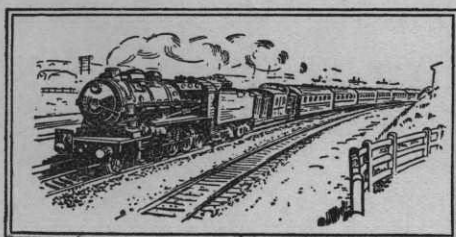
**West<sup>se</sup>**

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane ».



Travis

28 NOV 1945



Tél. TRUdaine 58-54  
, , 58-55



FÉDÉRATION NATIONALE DES  
**Travailleurs des Chemins de Fer**  
DE FRANCE, DES COLONIES & PAYS DE PROTECTORAT

19, RUE BAUDIN, 19, Rue Pierre Semard  
PARIS - IX<sup>e</sup> PARIS - IX<sup>e</sup> Compte Chèques Postaux  
Paris 1913-99

Paris, le 26 Novembre 1945

Monsieur CAMBOURNAC  
Directeur du Personnel  
de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare  
PARIS (8<sup>e</sup>)

N° 12.933 T/P

Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de Madame Veuve TRABIS, dont le mari a été fusillé en Octobre 1941.

En application des instructions de la S.N.C.F., cette dame perçoit la moitié du traitement et des indemnités payés à son mari lors de son décès.

Cette somme s'élève à 828 frs par mois. Comme Madame TRABIS touche une pension militaire de 810 frs, la S.N.C.F. lui règle la différence, soit 18 frs par mois.

Vous conviendrez avec nous que c'est là un taux bien minime et vous ne serez pas étonné d'apprendre que l'intéressée doit faire face à d'immenses difficultés pour subvenir à ses besoins en raison du coût élevé de l'existence. Pourtant, il s'agit là de la veuve d'un patriote qui, courageusement, a fait son devoir de français. C'est un fait qu'on ne devrait pas oublier.

Nous pensons qu'il serait humain que la direction de la S.N.C.F. se base sur les salaires 1945, pour le paiement de sa pension et non sur ceux de 1941.

Nous vous demandons de bien vouloir examiner cette question aux fins d'une solution favorable.

Dans l'attente de votre réponse,

.... /

Pe 2104

FÉDÉRATION NATIONALE DES  
Travailleurs des Chemins de Fer  
DE FRANCE, DES COLONIES & PAYS DE PROTECTORAT

19, RUE BAUBERT, 19  
PARIS - IX -  
PARIS - IX -



Tel. TRU... 30-34  
30-35

Croyez, Monsieur le Directeur, à nos sentiments distingués.

Le Secrétaire Général :

TOURNEMAINE

*Journé*

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de Madame Veuve THABIS, dont le mari a été tué le 10 octobre 1941.

En application des instructions de la S.N.C.F., cette dame perçoit la moitié du traitement et des indemnités payées à son mari lors de son décès.

Cette somme s'élève à 825 frs par mois. Comme Madame THABIS jouit d'une pension militaire de 810 frs, la S.N.C.F. lui règle la différence, soit 15 frs par mois.

Vous conviendrez avec nous que c'est là un taux plan minimum et vous ne serez pas étonné d'apprendre que l'indemnité doit faire face à d'immenses difficultés pour assurer à ses possesseurs un niveau de coût élevé de l'existence. Toutefois, il a été décidé que la veuve d'un militaire qui, couragement, a fait son devoir de Français, doit un fait qu'on ne devrait pas oublier.

Nous pensons qu'il serait humain que la direction de la S.N.C.F. se base sur les salaires 1945, pour le paiement de sa pension et non sur ceux de 1941.

Nous vous demandons de bien vouloir examiner cette question aux fins d'une solution favorable.

Dans l'attente de votre réponse,



*Copie transmise  
à M. le Directeur du SO  
pour faire le nécessaire  
Paris, le 3 DEC 1945*

*Trabis*  
3 DEC 1945

Ière

Pe

1954

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel  
Signé : FATALOT

**OBJET:** Pension de  
Mme TRABIS.

Monsieur TOURNEMAIN

Secrétaire Général de la Fédération  
Nationale des Travailleurs  
des Chemins de Fer

19, Rue Pierre Sémard  
P A R I S 9ème

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° I2.933 du 26 Novembre dernier, vous avez attiré mon attention sur la situation de Mme TRABIS, veuve d'un Homme d'Equipe à BORDEAUX-SAINT-JEAN, qui a été fusillé en Octobre 1941, et vous m'avez signalé que l'allocation attribuée par la S.N.C.F. à Mme TRABIS ne s'élève qu'à 18 Francs par mois, somme représentant la différence entre la demi-rémunération que percevait M. TRABIS avant son décès et la pension de 810 Francs accordée par l'Etat à Mme TRABIS.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la situation de cette dame va être revue avec effet du 1er Février 1945, dans les conditions fixées par la lettre Pe I.221 du 5 Novembre.

Tant que l'Etat maintiendra aux ayants droit de ses fonctionnaires décédés par faits de guerre le régime de la délégation d'office, Mme TRABIS recevra une allocation égale à la différence entre la moitié des éléments soumis à retenues et de l'indemnité de résidence et la pension servie par l'Etat. Mais, contrairement à ce qui avait lieu jusqu'ici, cette allocation sera révisée à chaque modification des conditions de rémunération, ce qui aura pour effet de relever très sensiblement le montant des sommes versées par la S.N.C.F.

Par la suite, Mme TRABIS recevra un secours ayant pour but de porter le total des prestations réglementaires servies par la S.N.C.F., de la pension de l'Etat et du secours aux 3/8 de la rémunération soumise à retenues que percevait son mari, ces 3/8 étant assimilés à une pension et révisés comme les pensions de retraite.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

P. le Directeur,

Signé : FATALOT



Toutes les indications à inscrire à la main doivent l'être au CRAYON BLEU, en gros caractère

## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr° \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

**GROUPAGE CONDIT<sup>EL</sup> (1)**

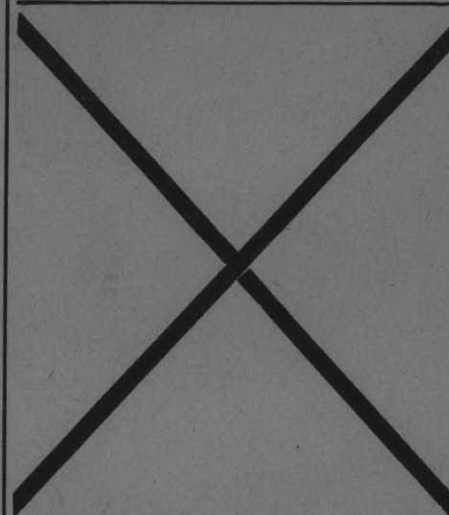
(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
dest<sup>re</sup> : \_\_\_\_\_

Réseau ou Pays destinataire : \_\_\_\_\_

Gares de tr<sup>it</sup> : \_\_\_\_\_

## LOTISSEMENT EST



## CHARGE ET FREINAGE

Poids

Brut

Poids

Frein

West<sup>re</sup>

Emplacement réservé aux bandes « Fragile », « Matières explosibles ou inflammables », « Plomb de douane ».

Complet ou Groupage condit<sup>el</sup> ( ☒ )

1-3

S.N.C.F.-S.O.

Paris le 15 décembre 1945

-----  
EXPLOITATION

Service Général

3<sup>e</sup> Section B

--  
a.34-3

Monsieur le Chef de la 4<sup>e</sup> Section A.1  
du Service Général

V.R. 4<sup>e</sup> Section A

du 3-12-1945

OBJET : Affaire TRABIS

Votre référence rappelée ci-contre.

Je vous informe que Mme TRABIS, Marie, Veuve d'un ex-homme d'équipe à Bordeaux-Saint-Jean, fusillé comme otage le 24 octobre 1941, a perçu en application des dispositions du § B du tableau annexé à la lettre P. 1441 du 7-2-1945, l'allocation accordée à titre d'avance sur sa pension pendant la période du 25-10-1941 (lendemain du décès de notre ex-agent) au 31-3-1944.

Cette allocation s'est élevée mensuellement à 828 frs (Eléments de rémunération cristallisés au jour du décès).

Mme TRABIS étant à compter du 1<sup>er</sup> avril 1944 bénéficiaire d'une délégation familiale d'un montant de 435 frs, déduction en a été faite sur le montant de l'allocation ce qui l'a ramenée mensuellement à 393 frs (828 fr - 435) pour la période du 1-4-1944 au 31-10-1944.

Le taux des délégations familiales ayant été augmenté et porté à 810 francs à compter du 1-11-1944; le secours mensuel alloué à l'intéressée ne s'est plus élevé qu'à la somme de 18 francs (828 frs - 810).

....

Toutefois la situation de cette dame va être  
revue par le Service des Retraites, avec effet du  
1er février 1945, dans les conditions fixées par la  
lettre Pe 1221 du 5-11-45.

P. LE CHEF DE LA 3<sup>e</sup> SECTION B  
DU SERVICE GENERAL,

.....

3-2

Région du SUD-OUEST

Paris le

21 DEC 1941

-----  
DIRECTION

Pl-Co

*très je joins*

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Vous avez bien voulu me faire demander de vous renseigner au sujet du taux de l'allocation versée à Mme TRABIS Marie, veuve d'un homme d'équipe à Bordeaux-Saint-Jean, fusillé comme otage le 24 octobre 1941.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre du bureau régional de solde donnant toutes précisions en ce qui concerne le décompte de cette allocation.

Votre respectueusement dévoué,

*Day*

*M. Houdier*  
*A lui verser - voir signature*

Monsieur FATALOT.-

*le 21/70*



11 SEPT 1945

Monsieur le Directeur,

A.N.SP.4 A/1  
E.40.324

Agent décédé  
pendant sa  
captivité en  
Allemagne

Lettre réponse

M. THOMAS, André, chef de gare de 3ème classe à Orch  
dont l'arrestation avait été opérée par les allemands le 1  
juin 1944, est décédé le 9 mars 1945 pendant sa captivité  
au Camp de Neuengamme (Allemagne).

Conformément aux instructions du S.C.P., la famille  
de M. THOMAS a bénéficié d'une allocation égale aux 3/4 de  
la rémunération de ce dernier, mais le décès ayant été por  
té tardivement à notre connaissance, cette allocation a ét  
payée jusqu'au 30 juin 1945 inclus.

En application des dispositions de la lettre P. 1259  
M. THOMAS devant être traité à solde entière pour la péro  
de partant de la date de sa cessation de service jusqu'à  
celle de son décès, nous n'avons ainsi à verser pour la pé  
riode du 18 juin 1944 au 9 mars 1945 inclus, le dernier  
quart d'allocation.

La somme à verser à ce titre se chiffrerait d'après  
les indications de la Subdivision de la Comptabilité A.T.  
à 31.514 R.

Etant donné que Mme THOMAS a perçu pour la période  
postérieure au décès de son mari (10 mars 1945 au 30 juin  
1945) un excédent d'allocation s'élevant à 17.352 R., je  
vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir s'il n'y  
a pas lieu de déduire cette somme de celle à payer (31.514 R.)  
pour atteindre la totalité des appointements de M. THOMAS  
pour la période du 18 juin 1944 au 9 mars 1945 inclus.

Le Chef du Service de l'Exploitation

D. Séjourné

J pense que dans les cas où l'on fait faire comme le décès en  
son temps, nous avons payé au delà le salaire (ou la parta maintenant)  
nous devons enlever les sommes versées comme définitivement  
acquies. Par contre, on peut, si on le désire, limiter le paiement  
de la fraction résiduelle (1/4 de l'épica) au jour du décès sans aller  
jusqu'au jour où le décès est connu, nous avons suspendu le versement du  
salaire; c'est peut être intelligent mais c'est naturel.

D. Séjourné

T.S.V.P.

Je rappelle que dans les cas ci-après:

Bleuet germain, sous-cty se fave Principal à Amiens, arrêté par les  
allemands le 8 mars 1944 et fusillé vers le 10 mai 1944.

Marichal, Marcel, Facteur Empirique à Fresnoy le grand arrêté le  
25 janvier 1944 et fusillé le 8 avril 1944.

Vous avez dit de régulariser au point de vue comptable par  
l'attribution d'un revenu, les revenus dont les veuves avaient bénéficié  
à titre posthume en vertu de leur mari (SR/N.2147-D.1873 du 23 Février 1944 et  
SR/N.2141-D.1873 du 24 juin 1944)

13 SEPT 1945

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
RÉGION DU NORD

DIRECTION

18, Rue de Dunkerque — PARIS-X<sup>e</sup>

DE

Tél. : TRUDAINE { 97-90 et la suite — Inter-Trudaine 33  
99-40 et la suite

L'EXPLOITATION

Adresse Télégraphique NAFERNORD — Registre du Commerce Seine No 276.448 B

DR. N2.41

Le

12 SEPT 1945

19

D 1873

Cas Thomas André

Loumis à M. Paris,  
Ingénieur au Service Central du Personnel

Auriez-vous objection à la  
solution, qui est proposée ci-contre  
par notre Service EX et qui me  
paraît opportune ?

Son respectueuse et dévouée,

Le Chef de Bureau  
Principal

M. Véroisart

Pe 1535

15 SEPT 1945

Thomas

1

Pe n° 982

Monsieur VEROUDART  
Chef de bureau principal  
Direction  
Région NORD

Cher Monsieur VEROUDART,

Sous référence DR.N2.41 D 1873 du 12 septembre 1945, vous m'avez demandé comment devait être réglée la situation de Mme THOMAS, veuve d'un chef de gare de 3ème classe à Orchy, décédé le 9 mars 1945 à Neuengamme où il avait été déporté par les Allemands.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément aux dispositions des lettres Pe 438 du 24 mai 1945, et Pe 495 du 9 juin 1945, il y a lieu de payer à Mme THOMAS les prestations prévues par la lettre P.1259 du 8 novembre 1944, jusqu'au 1er octobre 1945. A partir de cette dernière date, on fera application à Mme THOMAS des dispositions de la lettre P 1441 du 7 février 1945.

L'Ingénieur,

Signé : PARIS



16/2/1911

Koucharov

Agents et Auxiliaires très parfaits de jour  
(deux ou trois agents très)

très secret

10 AVRIL 1946

1

Pe

400

Monsieur le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité  
Matériel et Traction  
Région OUEST

Par lettre MTO.CI/8879 du 6 avril courant, vous m'avez demandé s'il y avait lieu de faire bénéficier des dispositions de la lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945 Mme TOUCHARD, veuve d'un ex-mineur ouvrier du dépôt de Saintes mort pour la France au 23ème régiment d'infanterie coloniale le 11 avril 1945.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il y a bien lieu de faire bénéficier la veuve de notre ex-agent des régimes fixés par la lettre Pe 1221, bien que M. TOUCHARD, appartenant à la classe 1943, n'ait jamais perçu d'allocation différentielle.

Le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration et du Personnel

Signé : FATAIOT

5.4.46  
PR.MG.  
MTO.CI/8879

PARIS, le

- 6 AVR 1946

- 9 AVR 1946

SERVICE  
CENTRAL

Service Central du Personnel

Nous vous serions obligés de nous faire connaître si Mme TOUCHARD veuve d'un ex-Mineur ouvrier du Dépôt de SAINTES mort pour la France le 12.4.45 peut prétendre au secours prévu par votre lettre PE 1221 du 5.II.45.

La situation de cet ex-Agent s'établit comme suit:

Cessation de service le 18/II/43 pour rejoindre un groupe de résistance dont il a fait partie jusqu'au 20.IO.44.

Engagement le 21.IO.44 pour la durée de la Guerre au 138ème R.I.

Décédé le 11.4.45 au 23ème Rég<sup>t</sup> Infanterie Coloniale comme Capitaine F.F.I. Front de la 1ère Armée.

L'intéressé né le 22/6/23 appartenait ainsi à la classe 1943 et n'a pas perçu l'allocation différentielle pendant la période de Service Militaire.

Date du mariage 17/4/43.

~~Service de la Subdivision de la Guerre~~

*L. B. C. A. M.*

Pe 179

VEZINAT



24 JUIN 1946

247

Juin

48

D47809/-

Monsieur le Député,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée le 18 courant au sujet de Mme VEZINAT, demeurant à Les Maisons Blanches, LIMALONGES (Deux-Sèvres).

Je fais procéder à l'examen de la question qu'elle concerne et je ne manquerai pas de vous renseigner sur la suite qui aura pu lui être réservée.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Député, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur Général,

*Signature*

Monsieur Emile BECHE,  
Député, Maire de NIORT,  
Palais Bourbon  
PARIS

27 / JUIN 1946  
VICE PRÉSIDENT  
25 JUIN 1946

21 JUIN 1946

4809/0

CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

Paris, le 18 juin 1946

SCS CENTRAL DU PERSONNEL  
PROJET DE RÉPONSE A LA SIGNATURE DE  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

05406   1	05406   2
Rép. 13/7	Rép. 13/7
1809/0	1809/0
Ce timbre doit rester adhérent à la pièce	Ce timbre sera joint à la réponse
D   27 juil 18-6	ext

Monsieur le Directeur,

M. VEZINAT, employé à la S.N.C.F., a été tué au cours d'un bombardement de la gare de St-Saviol, le 19 juillet 1944.

Sa veuve reste avec quatre enfants dont le plus âgé n'a que 12 ans; elle n'a pour toutes ressources que ses allocations familiales, l'avance sur pension qui lui était consentie n'étant plus payée depuis le mois dernier.

Je vous serais donc personnellement obligé de vouloir bien examiner cette situation avec la plus grande bienveillance et de donner d'urgence à cette affaire la suite qu'elle comporte.

Ci-joint en communication la lettre de Mme Veuve PEZINAT.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*Emile BECHE*

Emile BECHE  
Député à l'Assemblée Constituante  
Maire de NIORT

Pe 7 M

Madame Feginat

E.S.

Les Maisons-Blanches le 10 juillet 1946

26 JUIN 1946

Monsieur Bêche Député

1256 b.

Mon Mari ayant été tué par  
un bombardement à la Gare de St-Lavie  
où il était employé comme auxiliaire.  
il a été tué le 19 juillet 1944, je reste  
seule avec quatre enfants sur les bras  
la plus âgée n'a que 12 ans, j'en ai  
cinq, j'ai eu le malheur de perdre  
une fillette de cinq ans, elle est morte  
le 9 Mars 1945. et le plus jeune n'a  
que 3 ans. Je ne peux rien entreprendre  
pour gagner leur vie, sans aucunes  
ressources je touche l'allocation familiale  
tous les 3 mois, je touchais aussi de  
la Compagnie des chemins de fer 1035  
tous les mois en attendant la pension  
de mes enfants ainsi que moi.

Le jugement a finit le au mois  
de novembre 1945 on ma répondu que  
je devais toucher un mois après



Depuis cette date je n'ai rien touché  
même pas le mois dernier ce qui m'était  
alloué en attendant ma pension, je  
ne peux continuer ainsi pour élever ma  
famille.

Je vous serais donc très reconnaissant  
de bien vouloir vous occuper à mon sujet.  
Le 29 Avril dernier j'ai reçu une lettre  
me demandant comment et où a été  
tué mon Mari. Tous les documents sont  
parvenus on m'avait même demandé  
où je voulais toucher ma pension, la  
lettre venait du Ministère du Travail  
4<sup>e</sup> Bureau j'ai fait réponse le  
3 Mai par les bons soins de Monsieur  
le Bureau Secrétaire de Mairie de Limalongue  
qui lui aussi se trouve fort surpris depuis  
ce temps ayant fait toutes les démarches  
possibles. Je n'ai toujours pas de réponse  
même pas des Chemins de fer que j'ai écrit  
il y a 15 jours, je me demande ce  
que je dois entreprendre avec quatre  
enfants ce n'est pas avec l'allocation  
que nous pouvons vivre payer un  
loyer tout acheter.

Monsieur Bèche  
Je compte sur votre grand dévouement  
pour avoir une réponse au plus vite.  
Dans l'espoir. veuillez recevoir Monsieur  
Bèche mes respectueuses salutations

M. Adame veuve Verinat  
les Mâisons - Blanches Limalongue  
Deux-ferres >

(non au dos)



Pc 774

à retourner



Communiqué à

le Directeur de la Région Sud-Ouest

Pour examiner et me renseigner.

Selon que M. VEZINAT a été mis en service  
ou hors service, je pense qu'il y a lieu  
de lui adresser une proposition de secours  
en application soit de la lettre Pc 308 du  
14. IV. 45, soit de la lettre Pc 1221 du  
15. XI. 45.

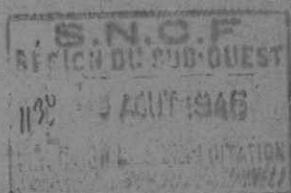
/ le Directeur.

L'Ingénieur

43-7-08

S.N.C.F.  
REGION DU SUD-OUEST /  
VOIE ET BATIMENTS  
Service Général  
Personnel  
PB. 2

Paris, le 9 AOUT 1946



3108

Le Chef du Service de la Voie  
et des Bâtiments,

à Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Attaché à la Direction Régionale.

V.R. Services A.S.  
Pl n° 3009.

Suite à la communication ci-jointe de  
M. le Directeur du Service Central du Personnel.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. VEZINAT Marcel, auxiliaire, a été tué en service, le 19 juillet 1944, au cours du bombardement de la gare de St-Saviol.

Depuis le décès de son mari, les secours ci-après ont été accordés à Mme Vve VEZINAT :

- le 21-7-44 - 3.232 Frs (dispositions de l'article 102 du fascicule XXI).
- le 6-12-44 - 3.000 Frs (accordé par M. le Directeur)
- le 28-8-45 - 3.000 Frs (dispositions de la lettre Pe 308 du 14-4-45).

Par ailleurs, en application de la Lettre Pe 1221 du 5 novembre 1945, et compte tenu de ses charges de famille et de la modicité des ressources dont elle dispose, je suis d'avis d'accorder à Mme Vve VEZINAT, un secours renouvelable d'un montant sensible.

ment égal à celui qui pourrait être attribué aux ayants droit d'un agent du cadre permanent de même ancienneté de service que M. VEZINAT (3 ans). Ci-joint, à cet effet, une proposition modèle P XVIII-I.

- 2 pièces jointes -

Ch.  
Région du Sud-Ouest

Direction  
Pl/n° 3195

SERVICE  
CENTRAL

16 AOUT 1946

Transmis à

Monsieur le Directeur  
du Service Central du Personnel,

- d'une part, en vue de l'attribution d'un secours en application de la lettre Pe.1221 du 5 novembre 1945;
- et, d'autre part, comme suite à son communiqué Pe.774 ci-joint en retour.

Paris, le 14 AOUT 1946

/Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

Pe 960

Proposition de Secours ~~non~~ renouvelable, de prêt ou d'avance

Région ou Service Central :

Sud - Ouest

Division ou Service :

Voie et Bâtiments

Arrondissement, Subdivision, etc. :

3<sup>e</sup> Arrond<sup>ement</sup> - 7<sup>e</sup> Section

Mod. P. XVIII - I.

(Application de la Note Générale Série Personnel N° 2-A-2, du 28 Novembre 1938.)

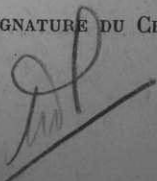
Nom et prénom de l'agent ou de l'ex-agent : VEZINAT Marcel Matricule :  
Grade et résidence administrative : auxiliaire à St-Saviol Ancienneté des services : 3 ans  
Motif du départ (Retraite, réforme, démission, décès, etc...) : tué en service par fait de guerre le 19/7/44  
(1) { Nom, prénom, âge, qualité du demandeur, } Mme VEZINAT Jeanne épouse de l'auxiliaire 19/7/44  
{ degré de parenté, avec l'agent ou l'ex-agent : } 35 ans  
Adresse postale du bénéficiaire : Aux Maisons Blanches par LIMALONGES (Vienne)  
Gare où le paiement devra être fait le cas échéant : SAINT-SAVIOL  
Etat-civil du demandeur (Célibataire, marié, veuf, divorcé) :

Situation de famille	{	Enfants	G <sup>1</sup> ans	G <sup>2</sup> 11 ans	G <sup>3</sup> ans	G <sup>4</sup> 31/2	G <sup>5</sup> ans	G <sup>6</sup> ans	{	4
		Beaux-enfants	F <sup>1</sup> 13 ans	F <sup>2</sup> ans	F <sup>3</sup> 8 ans	F <sup>4</sup> ans	F <sup>5</sup> ans	F <sup>6</sup> ans		
		Descendants, ascendants	G <sup>1</sup> ans	G <sup>2</sup> ans	G <sup>3</sup> ans	F <sup>1</sup> ans	F <sup>2</sup> ans	F <sup>3</sup> ans		
		Collatéraux vivant normalement sous son toit.	Néant							

RESSOURCES ANNUELLES		DÉPENSES ENGAGÉES OU A ENGAGER	
Traitement ou pension..		NATURE	RÉGLÉES NON RÉGLÉES
Indemnité de résidence..			
Indemnité spéciale temporaire ..			
Allocations familiales ..et S.U..	26.496	Néant	
Allocations diverses ..			
Primes de travail ..			
Prime de fin d'année ..			
Prime d'Exploitation ..			
AUTRES RESSOURCES			
Pension militaire ..			
Conjoint ..			
Enfants ..			
Autres personnes habitant avec l'agent ..			
TOTAL ..	26.496	PIÈCES JOINTES ..	
A DÉDUIRE		OBSERVATIONS	
Arrérages de dettes ..	Néant	— L'agent est propriétaire de sa maison : Non	
Avances - Prêts ..		— Il paie un loyer annuel de : 850 fr.	
RESSOURCES NETTES..		— Il est logé gratuitement : 1° par la S. N. C. F. 2° par un membre de sa famille.	
	26.496	(Rayer les mentions inutiles)	



Avantages en argent ou en nature accordés par la Caisse de Prévoyance ou en dehors de la S. N. C. F. Assurances sociales, État, Département, Commune etc...).	En cas de maladie du conjoint (ou d'un enfant) Prestations de la Caisse de Prévoyance ou des A. S.		EN CAS DE NAISSANCE						
	DÉTAIL DES SOMMES REÇUES OU A RECEVOIR			Accouche- ment gratuit	Allocations communales départemen- tales, patronales.	Prime d'allaitement	Assistance aux femmes en couches	Caisse de Prévoyance ou A. S. Conjoint.	Autres interventions.
	Prestations en espèces (A.S.)		Remboursement de frais médicaux et pharmaceutiques						
	JOURS	SOMMES							

AVIS DU CHEF LOCAL		SECOURS, AVANCES ou PRÊTS DÉJÀ ACCORDÉS AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES			
Qualité des services : <b>Bon agent</b>		DATES	MONTANT	RESTE A REMBOURSER	NATURE ET MOTIF
Justification de la demande (après vérification des motifs invoqués) : <b>Mmr VEZINAT</b> ne travaille pas. Ses seules ressources proviennent des allocations familiales. Depuis 10 mois, elle ne touche plus la provision mensuelle de 1.000 fr. à valoir sur sa pension qui est toujours en cours d'établissement.  Je serais d'avis de lui attribuer un secours de 3.000 francs.		21/7 1944	3.232	secours au décès	En argent à la suite du décès de son mari tué au cours du bombardement en gare de St-Saviol le 19/7/44 .
		6/12 1944	3.000		
		9/45	3.000		
Poitiers le 3 Août 1946  Le Chef de Section Principal,  SIGNATURE DU CHEF LOCAL : 		OPPOSITIONS OU CESSIONS  NOMBRE.....=+ MONTANT TOTAL=			

AVIS du Chef d'Arrondissement

Secours <sup>(1)</sup> de 3.000 R

Avance <sup>(1)</sup> de .....

Prêt <sup>(1)</sup> de .....

GRADE ET SIGNATURE :  
Le Chef du 3<sup>e</sup> Arrondissement

Pour, Le 5 août 1946

DÉCISION <sup>(1)</sup> }  
AVIS <sup>(1)</sup> } du Chef du Service

Secours <sup>(1)</sup> de .....

Avance <sup>(1)</sup> de .....

Prêt <sup>(1)</sup> de .....

GRADE ET SIGNATURE :

Le ..... 19.....

DÉCISION DU DIRECTEUR

Secours <sup>(1)</sup> de .....

Avance <sup>(1)</sup> de .....

Prêt <sup>(1)</sup> de .....

Le ..... 19.....

(1) Rayer les mentions inutiles.

VEZINAT

Pe 835

P.J.

Monsieur le Député,

Par lettre du 18 juin dernier, vous avez bien voulu me transmettre la lettre ci-jointe en retour de Madame VEZINAT dont le mari, ex-auxiliaire à la S.N.C.F., a été tué en service au cours du bombardement de la gare de Saint-Saviol.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Madame VEZINAT a reçu, depuis le décès de son mari, trois secours de 3000 francs chacun.

Je prescris à la Région Sud-Ouest d'attribuer à Madame VEZINAT un nouveau secours de 5000 francs au titre de l'année 1946.

En outre, je demande au Service du Contentieux d'intervenir auprès du Fonds de Solidarité pour hâter la liquidation de la rente-accident qui doit être payée à Madame VEZINAT par cet organisme.

Veuillez agréer, je vous prie, Monsieur le Député, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Directeur Général,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Copie transmise à Monsieur le Chef  
du Service du Contentieux

Pour faire le nécessaire auprès du Fonds de Solidarité.

Le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Copie transmise à Monsieur le Directeur de la Région SUD-OUEST

A titre d'avis, comme suite à sa transmission Fl n° 3185 du  
14 courant.

Le Directeur,  
Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Monsieur Emile BICHE, Député  
Assemblée Nationale Constituante  
Palais-Bourbon - PARIS



Pe

1. 6. 1944

ViarTEX

Situation VIARTEX  
départé nos unités

avis 15 jours





Union N° 5892

Chèq. Postal: Paris 549-07

ORGANES OFFICIELS  
Le Cheminot Syndicaliste  
Le Cheminot du P.L.M.

N° MJ/MH 1763

Pièces jointes

**Union des Syndicats de la Région Sud-Est**  
4, Square Georges-Lesage, PARIS (XII<sup>e</sup>)

le 4 Février 1946

Monsieur PARIS, Ingénieur  
au Service Central du Personnel  
88, rue St Lazare

PARIS 9<sup>e</sup>

Monsieur l'Ingénieur,

Je reçois une lettre de la mère de notre camarade VIARTEX Robert, ajusteur au dépôt de Paris Sud-Ouest.

Notre camarade a été arrêté le 13 Septembre 1942, déporté en Allemagne et depuis il n'a plus donné de ses nouvelles.

Il était célibataire et avait sa mère à sa charge, celle-ci n'a absolument rien touché de la S.N.C.F.

Je vous demande donc de faire examiner cette affaire et d'y donner la suite qu'il convient.

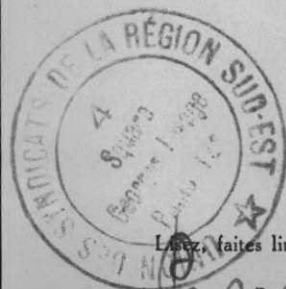
Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur, mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Général de l'Union  
Membre du Bureau Fédéral,

M. JEANNOT

Lisez, faites lire, abonnez-vous au "CHEMINOT SYNDICALISTE"

le 202



-9 FEV 1946

Gr.2

1° 178

N/ Pe. 178

Monsieur JEANNOT  
Secrétaire Général de  
l'Union des Syndicats de  
la Région du Sud-Est,

4, Square Georges Leage

PARIS 12ème.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 1763 du 4 Février 1946,  
vous avez attiré mon attention sur la  
situation de Mme VIARTEX mère d'un ajusteur  
au dépôt de Paris Sud-Est, qui a été arrêté  
le 13 Septembre 1942, déporté en Allemagne  
et dont on est actuellement sans nouvelles.

J'ai l'honneur de vous faire connaître  
que la lettre Pe 1221 du 5 Novembre dernier  
ne prévoit pas de régime de faveur pour  
les ascendants des agents décédés par  
suite de faits de guerre sauf dans le cas  
où ces ascendants étaient titulaires d'une  
délégation de traitement.

Il n'est donc pas possible de faire  
application à Mme VIARTEX du régime prévu  
par la lettre Pe 1221, mais j'invite la  
Région du Sud-Est à examiner la situation

CHEMIN DE FER DE L'EST /...

## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr° \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPAGE CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre :

Réseau ou Pays destinataire :

Gares de trit \_\_\_\_\_

Complet ou Groupage Cond

de cette dame en vue de l'attribution, le cas échéant, d'un secours.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'INGENIEUR,

*Signé : Paris*

Lr.2  
SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

PARIS, le 9-2-46

---  
1ère Division

---  
N/Réf. Pe. 178

COPIE transmise à :

Monsieur le Directeur de  
la Région du Sud-Ouest

Pour examiner s'il y a lieu d'attribuer un secours à la mère de VIARTEX qui, d'après les renseignements qui m'ont été fournis, n'était pas à la charge de notre agent.

P/LE DIRECTEUR,

*A. Paris*



## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Réseau propr\* \_\_\_\_\_

Partie de \_\_\_\_\_ Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : \_\_\_\_\_

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre :

Réseau ou Pays destinataire :

Gares de trit \_\_\_\_\_

Complet ou Groupage Cond



# UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION SUD-EST

4, Square Georges-Lesage, PARIS (XII<sup>e</sup>)

UNION N° 5892

Chèque Postal : PARIS 549-07

Téléphone : DIDEROT 24-06

ORGANES OFFICIELS

"Le Cheminot Syndicaliste"

"Le Cheminot du P. L. M."

96° MJ/MH 1944

Pièces jointes :

Paris, le 12 Février 1946

Monsieur PARIS  
Ingénieur au Service Central  
du Personnel  
88, rue St Lazare

PARIS 9°

Monsieur l'Ingénieur,

Je reçois, ce jour, votre lettre Pe I78, en date du 9 Février 1946, répondant à la mienne N° I763 du 4 Février, par laquelle j'avais attiré votre attention sur la situation de Mme VIARTEX, mère d'un ajusteur du dépôt de Paris Sud-Ouest, qui avait été arrêté le 13 Septembre 1942, déporté en Allemagne, d'où il n'est pas revenu.

Vous me précisez que rien n'a été prévu pour les ascendants des agents décédés sauf dans le cas où ces ascendants étaient titulaires d'une délégation de traitement.

Or, il est à peu près certain que, si notre camarade avait été mobilisé par exemple, sa mère aurait eu une délégation de traitement, mais je précise qu'il a été arrêté et déporté et vous n'ignorez pas que pour ces raisons on n'était nullement disposé à l'époque à accorder des délégations de solde à la famille.

Je crois qu'il est possible et surtout tout à fait normal que la situation examinée sous cette forme, on vienne en aide à la mère de notre malheureux camarade le plus rapidement possible, car elle est dans une situation des plus pénibles.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ingénieur, mes salutations distinguées.

Le Secrétaire Général de l'Union  
Membre du Bureau Fédéral.

M. JEANNOT



Pe 233

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Lr.2

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1<sup>re</sup> DIVISION

Paris, le

88, Rue Saint-Lazare (9<sup>e</sup>)

N/Ref. Pe.

Monsieur JEANNOT  
Secrétaire Général de l'Union  
des Syndicats de la Région  
du SUD-EST,

4, Square Georges Lesage

PARIS (12<sup>ème</sup>)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre N° 1944 du 12 Février, faisant suite à ma lettre Pe 178 du 9 Février, vous m'avez demandé s'il n'était pas possible de faire bénéficier Mme VIARTEX, mère d'un ajusteur du dépôt de PARIS-Sud-Est déporté en Allemagne d'où il n'est pas revenu, des prestations prévues par la lettre Pe 1221 du 5 Novembre 1945.

~~Comme je vous l'ai exposé dans~~  
~~J'ai l'honneur de vous confirmer les~~  
~~termes de ma lettre du 9 Février, si nous~~  
~~avons prévu l'attribution d'une allocation~~  
~~mensuelle en faveur des ascendants au~~  
~~premier degré qui bénéficiaient d'une délé-~~  
~~gation de solde, c'est uniquement afin de~~  
~~maintenir les avantages qui avaient été~~  
~~prévus par la lettre P 7938 du 29 Juil-~~  
~~let 1942, nous ne pouvons pas nous en écarter.~~  
Civiles au régime transitoire qui, depuis  
du fait l'état de guerre plus de 100  
avantages tirés de ses fonctionnaires la  
délégation de traitement instituée par le décret du 7-4-40.

Il n'a pas été ~~reconnu~~ possible  
d'attribuer des avantages analogues à  
d'autres ascendants que ceux qui béné-  
ficiaient d'une délégation de solde.

Dans ces conditions, Mme VIARTEX  
ne pourra recevoir <sup>quel des</sup> ~~qu'un~~ secours qui,  
en principe, ne sera pas renouvelable,  
~~si sa situation le justifie.~~

*La situation est digne d'intérêt, et après votre lettre  
je demande* Veuillez agréer, Monsieur le  
Secrétaire Général, l'assurance de ma  
considération distinguée.

*à la Région  
du Sud-Ouest  
et examiner  
votre cas en vue  
de lui venir en  
aide.*

L'INGENIEUR,



18 FEV. 1946

1

N/ Pe 222

Monsieur JEANNOT  
Secrétaire Général de l'Union  
des Syndicats de la Région  
du SUD-EST,

4, Square Georges Lessage

P A R I S (12°)

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre n° 1944 du 12 février, faisant suite à ma lettre Pe-178 du 9 février, vous m'avez demandé s'il n'était pas possible de faire bénéficier Mme VIARTEX, mère d'un ajusteur du dépôt de Paris SUD-Ouest, déporté en Allemagne d'où il n'est pas revenu, des prestations prévues par la lettre Pa-1221 du 5 novembre 1945.

Comme je vous l'ai exposé dans ma lettre du 9 février, si nous avons prévu l'attribution d'une allocation mensuelle en faveur des ascendants au premier degré qui bénéficiaient d'une délégation de solde, c'est uniquement afin de maintenir les avantages qui avaient été prévus par la lettre P-7938 du 29 juillet 1942, ces avantages qui sont d'ailleurs limités au régime transitoire ont cessé dès que l'Etat ne versera plus aux ayants-droit de ses fonctionnaires la délégation de traitement

instituée par le décret du 9.4.40.

Dans ces conditions, Mme VIARTEX ne peut recevoir que des secours qui ne seront pas automatiquement renouvelables.

La situation étant digne d'intérêt, d'après votre lettre, j'ai demandé à la Région du SUD-OUEST d'examiner son cas en vue de lui venir en aide.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ingénieur,

Signé : PARIS

Région du Sud-Ouest

Paris, le

26 AVR 1946

Direction  
Pl/ChSERVICE  
CENTRAL P

29 AVR 1946

Monsieur le Directeur  
du Service Central du PersonnelV.R. : Pe 178  
du 9 février 1946

Vous m'avez transmis, sous référence rappelée ci-contre, copie d'une lettre adressée au Secrétaire Général de l'Union des Syndicats de la Région du Sud-Ouest, concernant Mme VIARTEX, mère d'un ex-ajusteur de l'Entretien d'Ivry, déporté en Allemagne, dont on est sans nouvelle et vous m'avez demandé d'examiner s'il y avait lieu d'attribuer un secours à l'intéressée.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que Mme VIARTEX, qui perçoit actuellement environ 1.000 frs par mois au titre des allocations militaires et est, en outre, titulaire d'une pension S.N.C.F. s'élevant à 1.892 frs par trimestre, vient de percevoir récemment (le 12 février 1946) une somme de 65.000 frs représentant le montant du rappel de solde dû à son fils.

Devant l'importance de la somme versée et compte tenu de la date récente de ce versement, il n'a pas paru opportun d'attribuer, pour le moment, un secours à Mme VIARTEX.

Le Directeur de la Région du Sud-Ouest,

*Albani*

Pe 588

Pe

<sup>1. Hippocras</sup>  
Vogelweid

Librairie d'un agent au  
chemin de fer allemand  
tout au long d'un

Alphonse fait de papier  
—



22 DEC 1945

1

N/ Pe

1638

Monsieur VOLGELWEID

à FERRETTE

(Haut-Rhin)

Monsieur,

Par lettre du 16 décembre dernier, vous avez bien voulu me demander quels avantages la S.N.C.F. vous attribuerait en votre qualité de père d'un agent mort au champ d'honneur.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre fils, Chef de gare à Abidjan-Lagune, n'appartenait pas à la Société Nationale des Chemins de fer; en conséquence, la S.N.C.F. ne peut vous venir en aide, mais vous pourrez demander au Ministère des Colonies, dont dépendait votre fils, à bénéficier des avantages prévus par la loi du 30 novembre 1944 qui règle la situation des ayants-droit des fonctionnaires tués par faits de guerre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguées.

P. Le Directeur,

L'Ingénieur,

Signé : PARIS

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Lr/5

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

Paris, le

88, Rue Saint-Lazare (9<sup>e</sup>)

1<sup>ère</sup> DIVISION

N/ Réf. Pe

Monsieur V O G E L W E I D

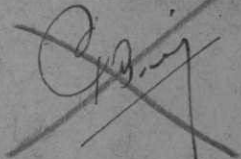
à F E R R E T T E  
Haut-Rhin

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 29 Décembre 1945, je ne peux que vous confirmer ce que je vous ai dit par lettre Pe I.438 du 22 Décembre, à savoir que votre fils n'appartenant pas à la Société Nationale des Chemins de Fer, la S.N.C.F. ne peut vous venir en aide, mais qu'il convient que vous vous adressiez au Ministère des Colonies pour obtenir les bénéfices des avantages prévus par la loi du 30 Novembre 1941, relative à la situation des ayants droit des fonctionnaires tués par faits de guerre.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. le DIRECTEUR,





Commissaire le Secrétaire  
de l' S.N.C.F.  
Paris

Edouard Vogelweid  
Ferrette Hl.-Rhin



COMITE NATIONAL  
DE SOLIDARITE DES CHEMINOTS  
EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA GUERRE  
-----

PAR AVION

PARIS, le 28 AOUT 1945

Monsieur PILLOT  
INGENIEUR EN CHEF DES T.P. DIRECTEUR  
DE LA REGION ABIDJAN-NIGER

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
et Cher Président,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre de ce mois nous faisant connaître les magnifiques résultats obtenus sur votre Réseau au cours des "Journées Nationales" organisées au profit de nos malheureux camarades victimes de la guerre.

Nous vous remercions sincèrement du beau succès obtenu et du dévouement qu'il a fallu apporter par tous les animateurs des ces "Journées" qui ont été un magnifique succès. A tous, nos remerciements sincères et affectueux.

D'autre part, nous avons pris note de vous faire adresser régulièrement les numéros de "L'Entr'aide" dont ci-joint le dernier exemplaire paru.

En ce qui concerne les cheminots de la Côte d'Ivoire tombés au Champ d'Honneur, du moment que vous nous les signalerez, ils seront par nos soins de la même façon que les cheminots de la Métropole et de la plus de France et de Colonies: il y a l'Empire Français dont les Membres ne forment qu'une seule et unique famille fraternellement unis sous nos trois couleurs.

Nous écrivons aux parents de CHEVAL, à leur dernière adresse; quant à VOGELVEID, il nous sera difficile de retrouver les parents à moins qu'un Comité d'Alsace nous signale leur situation.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ingénieur en Chef et Cher Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs. /-

LE SECRETAIRE GENERAL:

Signé: ILLISIBLE

P.C.C. ABIDJAN, le 5-9-45

LE PRESIDENT

M. PILLOT

LE PRESIDENT GENERAL

Signé: ILLISIBLE

Mr. BLANCHER

Pour communication au personnel  
du R.A.N.

4-9-45

Signé: PILLOT

-2 JANV 1946  
Edouard Vogelweid  
Ferrette Ht.-Rhin

Ferrette le 29.XII.1945  
Laurien la Direction  
de l'INCF.  
Paris

Laurien,

Je vous adresse réception de votre estimation du 22 dec.

Re 1438 du Service Central du Personnel et vous  
en remercie.

Je me permets cependant de vous donner copie  
d'une lettre que le Président général du Comité  
Nat. de Solidarité des Cheminots a adressée à la Pillet  
Ing. en chef des T. P. Directeur de la Région Alsace-Niger.  
Ne vous semble-t-il pas anormal que lorsqu'il  
s'agit de recevoir, les Cheminots d'outre-mer font  
partie de la grande famille des Cheminots de l'Empire  
français et lorsqu'il s'agit de donner, cela n'est  
plus la même chose.

Puisse- vous, Laurien la Direction, partager  
le point de vue de la Président général du Comité  
Nat. de Solidarité des Cheminots qui est dans l'esprit  
de la nouvelle France et reconnaître mon  
cas.

Sans autre attente je vous prie de recevoir mes  
salutations très distinguées

E. Vogelweid

Forêt le 16.XII.1946

28 DEC 1946

Le directeur la Direction de SNCF  
Paris

Le directeur la Direction,

Mon fils François Pierre Vogelweid sous-chef de gare à Strasbourg Laguerre (Cité d'Orville) a été mobilisé comme sergent à la 1<sup>re</sup> DFL. Après la Campagne de Tunisie, d'Italie, de France, où il a débarqué à St Tropez, il a combattu jusqu'en Rouen, à La Rochelle et finalement dans les Alpes, où il est tombé glorieusement 15 jours avant l'armistice sur la frontière italienne. Le Haut Commandement a récompensé ses services en lui attribuant la Médaille militaire et la Croix de guerre avec palme à titre posthume (D.O. le 4.XII.45).

Je perds un fils bien aimé qui était pour mes parents non seulement un soutien moral mais aussi un soutien matériel. Expulsé d'Alsace en 1940, on les Boches nous ont tout volé et rendu c'est notre fils qui nous faisait vivre.

Je viens vous demander, Monsieur le Directeur, ce que fait le SNCF pour les parents des cheminots qui sont morts pour que la France vive.

Je sais que vous leur accordez comme à tout Français un voyage annuel pour aller flâner sur la tombe du défunt, mais il me semble que cela est bien peu. N'a-t-on rien prévu pour les parents qui ont dans la misère? Vous donnez aux



248 201 33  
aux uns, héminats une passion, nous leur accordés  
des permis de circuler.

Puis, - nous, le commun le directeur, être l'arresté  
des ces parents d'héminats qui ont sacrifié  
leurs enfants et leur vieillesse aide dans leur  
souffrance.

Sans l'attente d'une réponse de votre part  
si vous prie de croire à nos sentiments bien  
attachés et de recevoir nos salutations  
distinguées.

E. Vogelweid

Ferrette

1st Rhin

E. VOGELWEID

Ferrette

1st Rhin

Cher  
Bon jour  
33

Cher  
Bon jour  
33



10 JAN 1946

Ière

N/

Pe

42

Monsieur VOGELWEID

à FERRETTE.  
(Haut-Rhin)

Monsieur,

Comme suite à votre lettre du 29 Décembre 1945, je ne peux que vous confirmer ce que je vous ai dit par la lettre Pe I.438 du 22 Décembre dernier, à savoir que votre fils n'appartenant pas à la Société Nationale des Chemins de Fer, celle-ci ne peut vous venir en aide, et qu'il convient que vous vous adressiez au Ministère des Colonies pour obtenir le bénéfice des avantages prévus par la loi du 30 Novembre 1941, relative à la situation des ayants droit des fonctionnaires tués par faits de guerre.

Je transmits toutefois copie de votre lettre au Comité National de Solidarité des Cheminots en l'invitant à examiner s'il peut vous venir en aide.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P. le Directeur,

L'Ingénieur,

PARIS

## CHEMINS DE FER DE L'EST

Wagon Série ..... N° ..... Réseau propr° .....

Partie de ..... Wagons

Gare de départ

Date de chargement

Nature  
du chargement }

DÉTAIL P. V.

Poids : .....

**COMPLET CONDIT<sup>EL</sup>**  
**GROUPEMENT CONDIT<sup>EL</sup>**

(1) Biffer entièrement au crayon bleu la mention inutile.

Gare  
destre : .....

Réseau ou Pays destinataire : .....

Gares de trit : .....

Complet ou Groupement Cond

10 JAN 1946

Pe n° 43

1 P.J.

Monsieur le Président  
du Comité National de Solidarité  
des Cheminots

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une lettre de M. VOGELWEID, dont le fils, ex-sous-chef de gare à Abidjan Lagune, est mort au Champ d'Honneur sur la frontière italienne.

M. VOGELWEID n'appartenant pas à la S.N.C.F., ses ayants-droit ne pourront bénéficier des avantages que nous venons d'arrêter en faveur des ayants-droit de nos agents tués par faits de guerre.

M. VOGELWEID me fait connaître que le Comité National de Solidarité des Cheminots avait fait appel au concours des agents des Chemins de fer Coloniaux. Je pense, dans ces conditions, que votre organisation vient en aide aux agents des chemins de fer coloniaux qui ont été victimes de la guerre, et je vous serais très obligé de bien vouloir examiner s'il est possible d'attribuer un secours à M. VOGELWEID si sa situation le justifie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

P. le Directeur,

L'Ingénieur,

Signé : PARIS



# COMITÉ NATIONAL DE SOLIDARITÉ DES CHEMINOTS EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA GUERRE

Association déclarée à la Préfecture de Police, sous le N° 177.414

Siège Social : 3, Impasse d'Amsterdam, PARIS (8<sup>e</sup>)

*Pe h us*  
C/C/Postaux : PARIS 2476.17

Téléphone : TRINITE 34-41

PERMANENCE : 10 à 17 heures

(Samedi excepté)

Paris, le 18/1/46 194

*ne concerne pas la 2<sup>e</sup> Division*  
*23 Ingénieur*  
*Cl.*  
*car 30-1-46*  
Monsieur le Directeur du  
Service Central P.  
88 Rue St Lazare  
PARIS

Monsieur le Directeur,

Par lettre du 10 courant, vous avez bien voulu nous signaler la situation de M. VOGELWEID, père d'un cheminot de la Côte d'Ivoire tombé au Champ d'Honneur.

Nous vous faisons connaître que nous avons été saisis d'une demande de secours en faveur de M. VOGELWEID par M. le Directeur de la Région ABIDJAN NIGER, et qu'une somme de 4.000f a été attribuée le 6 courant, par l'intermédiaire de notre Comité de MULHOUSE.

Nous vous prions d'a gréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments respectueux et dévoués.

Le Secrétaire Général : Le Président Général :

*Boujinal*  
*Jacques*

*R 187*



Pl. 2553 16.1-

621  
—  
638

Wattier.

SNCF-DR/E

Paris, le

2 - JAN 1945

N° 10

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

*8/1/45*  
*M. Catalon*

Le chaudronnier WATTIER, du dépôt d'EPERNAY a été tué le dimanche 27 août, veille de la libération de cette ville, alors qu'il était de repos, dans les circonstances suivantes :

Faisant partie du groupe de Résistance FTPF d'EPERNAY, cet agent a été surpris par des soldats allemands alors qu'il posait des pétards pour saboter la voie à proximité du pont de Chouilly. Il tenta de s'enfuir et fut blessé par des coups de feu. Dans sa retraite, il lança des grenades qui blessèrent deux soldats allemands; ceux qui ne furent pas touchés ripostèrent et l'achevèrent.

En résumé, WATTIER qui n'était pas de service le 27 août a trouvé la mort au cours d'une mission commandée par le groupe FTPF auquel il était affilié. Il a été considéré comme tué "hors service".

Cependant, du fait que l'intéressé a trouvé la mort en sabotant les installations de chemin de fer au moment de l'occupation allemande, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître s'il peut être considéré comme blessé mortellement "en service".

Dans l'affirmative, le cas de tous les agents qui ont pu être tués ou blessés dans des circonstances analogues serait, à mon avis, à revoir dans le même sens.

Le Directeur  
Directeur de la Région p.i.

POUR LE DIRECTEUR DE LA REGION  
L'INGENIEUR EN CHEF,

Chef des Services Administratifs

*M. Paris*  
*à M. Paris*  
*à M. L. Combes*  
*à M. L. ES*

*Handwritten signature*

CHEMINS DE FER DE L'EST

MATÉRIEL ET TRACTION

EST. — MOD. 444 K.

**FICHE DE RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES** recueillis sur le

....., admis au ..... de .....  
le ..... 192..... sans examen préalable de la candidature par le Service Central.

(Suite à la lettre n° 661 P. S. du 8 novembre 1923 de M. l'Ingénieur en Chef du Matériel et de la Traction.)

Date d'envoi de la fiche n° 444 bis : ..... ; du bulletin d'admission : .....

TENUE : ..... | CONDUITE : ..... | MORALITÉ : .....

APPRÉCIATION SUR SA MANIÈRE  
DE SERVIR CHEZ SES ANCIENS  
PATRONS ET RENSEIGNEMENTS  
DIVERS RECUEILLIS :

....., le ..... 193.....



Wattier

agents qui ont pu être tués ou blessés dans des circonstances analogues serait, à mon avis, à revoir dans le même sens.

P. Le Directeur de la Région,  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef des Services Administratifs,  
Signé : MONET

Lr.N.9.1.45

SERVICE CENTRAL  
DU PERSONNEL

1ère Division

Paris, le

9 JANV 1945

RETOURNÉ

à Monsieur le Directeur de la Région  
de l'EST,

Des instructions pour régler le cas des agents tués, fusillés ou blessés par les Allemands ainsi que des autres agents tués ou blessés par fait de guerre, sont actuellement soumises au Comité Interfédéral.

Il convient d'attendre ces instructions pour régler le cas de M. WATTIER.

P. le Directeur,

Le Chef de la Division Centrale  
de l'Administration du Personnel

Signé : FATALOT

- Copie -

S.N.C.F.

Paris, le 2 Janvier 1945.

Région EST

DR/E

N° 10

Monsieur le Directeur du Service  
Central du Personnel,

Le chaudronnier WATTIER, du dépôt d'Epervain, a été tué le dimanche 27 août, veille de la libération de cette ville, alors qu'il était de repos, dans les circonstances suivantes :

Faisant partie du groupe de Résistance FTFP d'Epervain, cet agent a été surpris par des soldats allemands alors qu'il posait des pétards pour saboter la voie à proximité du pont de Chouilly. Il tenta de s'enfuir et fut blessé par des coups de feu. Dans sa retraite, il lança des grenades qui blessèrent deux soldats allemands; ceux qui ne furent pas touchés ripostèrent et l'achevèrent.

En résumé, WATTIER qui n'était pas de service le 27 août a trouvé la mort au cours d'une mission commandée par le groupe FTFP auquel il était affilié. Il a été considéré comme tué "hors service".

Cependant, du fait que l'intéressé a trouvé la mort en sabotant les installations de chemin de fer au moment de l'occupation allemande, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître s'il peut être considéré comme blessé mortellement "en service".

Dans l'affirmative, le cas de tous les

.....